



## **Conseil de Métropole**

### **Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique du  
14/04/2016**

-----

## **PROCES-VERBAL**

## Monsieur le Président

Chers collègues, je vous propose d'ouvrir ensemble la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 14 avril 2016. Je vais demander à Mademoiselle Maud Bodkin de nous rejoindre à la tribune pour faire l'appel, et à Monsieur Lévi de venir me rejoindre ici, ainsi qu'à Madame Dardé. Mademoiselle Bodkin, vous avez la parole.

Maud BODKIN procède à l'appel.

L'appel est clos.

## Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin. Le quorum est largement atteint, nous pouvons donc valablement délibérer.

Avant de procéder à l'approbation de l'ordre du jour, je voudrais vous donner un certain nombre d'informations importantes pour la Métropole. D'abord, je voudrais féliciter publiquement Monsieur Gudin De Vallerin, Directeur des médiathèques de la Métropole, qui a été nommé au Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France.

Deuxième information : je voudrais vous faire part d'un petit retour de presse concernant un journal qui s'appelle *La Nouvelle République* et qui, le 6 avril 2016, indique dans un de ses articles : « *l'Agglomération de Tours prend en exemple Montpellier Méditerranée Métropole* ». Je lis : « *L'Agglomération de Tours souhaite devenir une Métropole. Elle a cependant un nombre d'habitants insuffisant car 300 000, mais le bassin d'emploi est supérieur à 500 000. Pour convaincre, les 22 Maires plébiscitent le modèle de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment le pacte de confiance des Maires.* »

Troisième point : cela concerne l'aéroport de Montpellier. J'ai fait projeter sur l'écran une affiche. Essayons d'être logiques, sans être dans le jugement. Voilà ce que vous pouvez lire sur le journal municipal de la Ville de Béziers. Voici ma réflexion : il manque seulement un mot, c'est « *# sorry aéroport Montpellier* ». Je comprends l'attitude des élus du biterrois qui défendent leur territoire, et je ne leur jeterai pas la pierre, loin de là. Je vous rappelle que la Ville de Montpellier est absente de l'aéroport, que la Métropole ne possède que 0,5 point, et que l'aéroport est géré à la fois par l'Etat et par la Chambre de commerce qui sont les actionnaires majoritaires. Les déclarations des responsables de l'aéroport de Montpellier expliquent que Montpellier doit absorber les lignes aériennes de l'aéroport de Nîmes et maintenant de celui de Béziers.

Je ne partage pas cette idée-là et cette orientation politique. Je l'ai exprimé dans le journal *La Gazette* et son supplément pour les 70 ans de l'aéroport de Montpellier. On peut y lire, en résumé : « *La Région, organisatrice des transports sur l'intégralité de son territoire, doit réfléchir à la répartition des rôles entre l'aéroport de Montpellier et les aéroports des villes voisines, dans un seul but : être très attractifs. La concurrence pour Montpellier n'est ni avec Béziers, ni avec Nîmes. C'est créer une nouvelle place aéroportuaire entre Marseille d'un côté et Toulouse de l'autre.* »

Je vous ai mis cette photo parce que la polémique s'engage et je ne voudrais pas qu'elle déborde de façon irrespectueuse pour les uns et les autres. Il ne s'agit pas de Montpellier mais de l'aéroport de Montpellier, et le parti que nous avons pris ensemble est de respecter nos Villes voisines. Ainsi, je pense que le meilleur choix possible est que l'organe organisateur de la politique des transports aériens qui en a la responsabilité soit capable de déterminer la zone de chalandise de l'aéroport de Montpellier et des aéroports connexes et complémentaires, face aux grandes machines que sont d'un côté Blagnac et de l'autre Marignane. Tout cela pour vous dire : ne tombons pas dans la polémique stérile et remettons les choses à leur place. C'est une intervention teintée de sagesse.

Quatrième point : je voudrais vous parler du triangle de Naussargues, sur lequel on voit beaucoup d'articles fleurir dans les pages de la Métropole. Je voudrais dire aux élus des communes avec lesquels nous avons fait déjà plusieurs réunions de travail, qu'il ne sert à rien de forcer la cadence si l'on braque les Maires et Présidents de Communautés de communes. Je tiens donc à repositionner le débat à sa juste place dans les échelles de décision. Je vous rappelle que le site de Naussargues est un site stratégique du SCOT, et que sans l'aval des Communautés de communes voisines que sont d'un côté Cœur d'Hérault (Louis Villaret) et de l'autre côté le Grand Pic Saint-Loup (Alain Barbe) et leurs SCoT respectifs, il ne peut pas y avoir d'entente uniquement sur les communes.

Certains Maires disent : « *L'Agglomération de Montpellier voudrait bien développer une zone industrielle et va absorber toute l'industrie du centre Hérault.* » Ce n'est pas du tout le but de la manœuvre, c'est pour cela que de mon côté je stoppe toutes les machines. Je ne serai plus à une seule des réunions. Je ne sais pas travailler comme cela. Avant que nous reprenions le débat, je demande que ce projet soit porté devant une instance qui s'appelle l'InterSCoT, c'est-à-dire la cohabitation des trois schémas de cohérence territoriaux que sont la Vallée de l'Hérault, le Grand Pic Saint-Loup et la Métropole. Lorsque les Présidents des Communautés de communes auront accepté une réflexion commune, chacun dans nos territoires respectifs nous reviendrons auprès des communes.

Cinquième point : je voudrais vous parler du Contrat de Plan Etat Région parce que là aussi, je lis plein de choses et je vais vous donner des documents qui vont vous permettre d'éclairer votre réflexion. Nous distribuons à tous les élus du Conseil de Métropole la lettre que j'ai envoyée il y a huit jours à Madame la Présidente de Région et à Monsieur le Préfet de Région, Monsieur Mailhos. Cette lettre se présente de la façon suivante. Un courrier explique le Contrat de Plan Etat Région avec les opérations différenciées, et un tableau représente l'ensemble des opérations fléchées telles que nous les avons déterminées avec la Région et le Préfet. Vous allez avoir le double du courrier que j'ai envoyé.

J'ai également interpellé, directement par téléphone, les deux Préfets, celui de l'Hérault et celui de la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées. Je souhaite que nous signions le CPER le plus vite possible. Je suis prêt à le faire demain matin, dès que techniquement les services de la Préfecture et de la Région auront donné leur accord. De notre côté, tout est prêt. Vous allez avoir le double du document.

Toujours sur la Région, je voudrais remercier Madame Delga pour l'appui qu'elle a donné aux demandes et aux requêtes réitérées de la Métropole de Montpellier et de la Ville de Montpellier. Premièrement pour l'installation d'un lycée dans l'Ouest de la Métropole. Deuxièmement, elle est également intervenue en appui de la Métropole pour l'installation de l'Agence de la biodiversité. Troisièmement, elle est intervenue auprès du Ministre de l'Intérieur pour obtenir les 27 policiers nationaux qui manquent à Montpellier, Lattes et Pérols. Je la remercie.

Troisième point : le Conseil d'administration de Montpellier Events, qui a fait couler tellement d'encre et de salive, s'est parfaitement déroulé. Je remercie tous les élus, ceux de la Métropole, ceux de la Ville et ceux de la Région, qui n'ont pas voté en opposition du budget proposé par Monsieur le Directeur Cédric Fiolet.

J'avais l'intention de proposer à la Région un Comité stratégique, composé de la façon suivante : deux élus de la Métropole, un élu de la Ville, deux élus de la Région, un élu du Département et votre serviteur. La Région a préféré que chacun des actionnaires soit présent à titre individuel, et qu'il soit informel : un représentant de la Métropole, un représentant de la Région, un représentant de la Ville, un représentant du Département, un représentant de la Caisse des Dépôts, un représentant de la Caisse d'Epargne, un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Comité stratégique informel. J'ai retiré l'affaire de l'ordre du jour telle qu'elle était formulée et j'ai accepté la proposition de la déléguée de la Région, Madame Mercier.

Dernier point : à la demande des habitants de Montpellier et de l'Agglomération devenue Métropole, j'ai organisé ce vendredi une réunion au sommet pour sauver la piscine de la Motte-Rouge qui, je le rappelle,

fait partie du domaine universitaire. Le Président de l'Université de Montpellier m'a donné son accord pour être présent. Je n'ai pas eu de réponse des services de l'Etat. Cela vient d'arriver, Monsieur le Préfet a délégué Monsieur Bordas, donc l'Etat sera présent. J'ai eu les excuses de Madame Delga et de Monsieur Mesquida. Il est de mon devoir de vous en informer.

Voilà ce que j'avais à vous dire dans le cadre des informations de début de séance.

## **AFFAIRE N° 1 :    APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

### **Monsieur le Président**

Nous passons maintenant à l'ordre du jour. L'ordre du jour est composé de 119 affaires, une affaire supprimée (l'affaire 102) et une affaire ajoutée, l'affaire 119, qui concerne le transfert de compétences Département-Métropole, et qui a pour but d'établir la Commission Locale pour l'Evaluation des Charges et des Ressources Transférées. Il s'agit de la désignation des élus métropolitains, comme cela se fait dans tous les transferts.

Je mets aux voix l'ordre du jour modifié. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

## **AFFAIRE N° 2 :    APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MERCREDI 24 FEVRIER 2016**

### **Monsieur le Président**

Approbation du procès-verbal du 24 février. Vous avez pris connaissance du procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Oui, Monsieur Rouilleault.

### **Henri ROUILLEAULT**

Monsieur le Président, chers collègues, très rapidement, j'avais fait état, lors du débat d'orientations budgétaires du dernier Conseil, du souhait que nous disposions de perspectives de moyen terme et notamment bien sûr sur des variables très importantes que sont l'autofinancement, l'investissement et la dette. Je voulais ajouter que depuis, j'ai appris que cela faisait partie de la loi NOTRe de 2015 donc je souhaite que pour l'année prochaine, en février 2017, nous ayons un débat d'orientations budgétaires de ce type-là. Cela me paraît très utile.

### **Monsieur le Président**

Monsieur Rouilleault, je suis absolument d'accord et je suis ravi que vous fassiez référence à la loi NOTRe. Je ne vais pas sortir moi non plus du rail de la loi NOTRe. J'ai un gouvernement, je suis le mouvement.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

### **AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**Monsieur le Président**

Affaire numéro 3 : application de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Avez-vous des observations à formuler ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

### **AFFAIRE N° 119 : TRANSFERT DE COMPETENCES DEPARTEMENT-METROPOLE**

Affaire 119 : transfert de compétences Département-Métropole. Il s'agit là de désigner des élus de la Métropole susceptibles de faire partie de la Commission du transfert. Je vous propose votre serviteur, Monsieur Jean-Pierre Grand, Monsieur Laurent Jaoul et Monsieur Max Lévit. Y a-t-il d'autres candidats ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité, je vous en remercie. C'est l'affaire 119 que nous avons votée en premier.

### **AFFAIRE N° 4 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PRESENTATION DU RAPPORT PREALABLE AU BUDGET SUR LA SITUATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 4 : développement et aménagement durable du territoire, présentation préalable au budget. Madame Jannin. Pouvez-vous mettre le micro à Madame Jannin ?

**Stéphanie JANNIN**

Monsieur le Président, chers collègues, conformément à la loi, en tant qu'EPCI de plus de 50 000 habitants, nous présentons, préalablement au vote du budget, un rapport sur notre situation en matière de prise en compte du développement durable. La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable définies par le Code de l'environnement, à savoir : la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources, la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations, l'épanouissement de tous les êtres humains, une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables. Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport que vous avez, mes chers collègues, sur votre table, dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2015. Il renseigne également annuellement une vingtaine d'indicateurs de suivi entre les années 2009 et 2014. Il dessine également les perspectives engagées par 3M pour l'année 2016.

Suite aux évolutions institutionnelles, à savoir la création de la Métropole et la mise en place du pacte de confiance des Maires, ainsi que la mise en place des sept piliers stratégiques pour le développement, nous avons ensemble le 29 juin 2015 voté pour la mise en œuvre de la démarche Montpellier Métropole territoire.

Cette démarche part d'un constat : l'observation que nous avons d'un territoire équilibré entre une ville centre, des villes, des villages, le tout imbriqué dans des espaces naturels. L'enjeu est bien de préserver cet équilibre et cette photographie pour les trente, quarante, cinquante ans à venir.

Notre territoire est un territoire de référence en aménagement durable, pour différentes raisons. Nous avons tout d'abord une croissance démographique importante, qui est plus liée à notre solde naturel que migratoire. Nous avons également une biodiversité remarquable, et nous faisons partie des 35 hotspots mondiaux de la biodiversité, mais nous avons aussi un territoire vulnérable au changement climatique.

Ces trois caractéristiques, nous avons décidé de ne pas les aborder en les hiérarchisant les unes par rapport aux autres, en ne disant pas que l'une est plus importante que l'autre, mais bien en abordant ces enjeux de manière transversale, avec toujours un fil conducteur : le développement économique et la qualité de vie de nos habitants, qui font la marque de fabrique de notre territoire.

Pour mettre en place cette démarche Montpellier Métropole territoire, nous avons retenu ensemble également l'équipe d'urbanistes rassemblée autour de François Leclercq, qui travaille pendant un an avec nous. Ce projet de territoire a vu naître en 2015 la mise en place d'ateliers qui ont rassemblé les Maires et les élus de la Métropole. Cette première session d'ateliers a été conçue comme un outil de concertation vis-à-vis des élus pour les sensibiliser à cette démarche. Il s'agissait également de positionner cette démarche comme socle philosophique sur lequel viendra s'appuyer l'ensemble des documents de planification réglementaire que nous avons pour la plupart à réviser au cours de ce mandat. Les ateliers sont donc, ont été et seront un lieu de coconstruction du territoire avec les élus.

Une première phase d'ateliers s'est déroulée autour des mois de février et mars. Les thèmes ou localisations ont été le Mijoulan, la haute vallée du Béranger, le Méjean, le Lez, la Mosson, les grands enjeux de contournement métropolitain, et également la question de l'évolution du tissu pavillonnaire et de sa présentation.

Ce projet de territoire doit tenir compte des politiques publiques sectorielles de la Métropole, tout en leur offrant une intégration spatiale qui puisse valoriser leurs effets. En balayant la politique du développement durable, qui est une approche éminemment transversale, je serai amenée à citer le travail des différents Vice-Présidents. Cette transversalité, à l'articulation de la quasi-totalité des politiques publiques, montre, Monsieur le Président, votre détermination pour répondre aux grands enjeux du développement durable pour notre territoire. Alors, je reprendrai les différents thèmes, pas de manière exhaustive mais en essayant d'en tirer les grandes lignes qui donnent à comprendre les grandes lignes de cette politique du développement durable.

Tout d'abord concernant le thème de la lutte contre les changements climatiques, outre cette démarche Montpellier Métropole territoire, nous engageons également la révision du SCOT, l'élaboration du PLU intercommunal, la révision du plan climat énergie, du plan de déplacement urbain et du plan local de l'habitat.

Je vais citer quelques événements qui ont eu lieu en 2015. Nous avons été lauréats Ecocité pour la deuxième phase de l'Ecocité, notamment en ce qui concerne la rénovation thermique des copropriétés. Nous sommes la seule Ville, avec Rennes et Nantes, à avoir été lauréate pour la rénovation thermique des copropriétés. Ce seront donc 600 logements, cinq copropriétés et une résidence SNI qui vont voir s'engager un travail de rénovation thermique. La rénovation thermique des copropriétés a un enjeu multiple. Tout d'abord l'enjeu environnemental bien sûr, avec la réduction des gaz à effet de serre, aussi un enjeu social pour lutter contre la précarité énergétique, également un enjeu économique. Grâce à un montage savant opéré par la Métropole, nous avons un investissement d'1 million d'euros sur le mandat pour la Métropole, qui générera 19 millions d'euros de travaux – des travaux pour nos entreprises locales, notamment les petites et moyennes entreprises. Nous avons sur ce sujet une subvention Ecocité de 6 millions d'euros.

Nous avons également été retenus par l'appel à projets Ville respirable en cinq ans, qui va nous permettre aussi une subvention d'1 million d'euros. Nous allons concentrer le travail sur la question de la logistique urbaine et de la zone de circulation restreinte en centre-ville. D'autres thèmes également, mais celui-là est un des thèmes majeurs que nous avons portés qui nous a permis d'être lauréats.

Nous avons également été en 2015 lauréats Territoire à énergie positive pour la croissance verte.

Certains projets peuvent être cités : le projet Ode à la mer est un projet de renouvellement urbain, de réparation des zones commerciales d'entrée de ville qui ont abîmé une majorité des villes françaises. A Montpellier, sur la Métropole, nous entrons en phase opérationnelle et en phase active. Ce projet va nous permettre par exemple de libérer 11 hectares de zones commerciales construits en zone inondable qui vont être déconstruits et redonnés à l'espace naturel, notamment pour l'expansion des crues. La Métropole encadre les grandes lignes de ce projet qui permet également aux communes – Lattes et Pérols en l'occurrence – de développer certains programmes sur leur territoire dans le cadre de ce projet métropolitain.

Nous pouvons citer également des sujets sur lesquels je travaille avec ma collègue Chantal Marion au développement économique : la ZAC Eurêka extension qui, sur 39 hectares au total, dédie 15 hectares à l'espace libre, et notamment 4 hectares à un verger ; la requalification du parc Salaison qui se poursuit aussi et pour lequel nous avons obtenu une certification en termes de développement durable en mars 2015 ; le schéma Directeur des mobilités qui, mené par Isabelle Gianiel, permet de mettre en place l'après tout-tramway. Voilà pour la lutte contre les changements climatiques.

En ce qui concerne la préservation de la biodiversité, je l'ai cité : nous faisons partie des 35 hotspots mondiaux de la biodiversité et vous m'avez donné, Monsieur le Président, comme feuille de route de préserver sur l'espace de la Métropole deux tiers des espaces naturels et agricoles, c'est-à-dire de concentrer sur seulement un tiers du territoire tous nos besoins en termes de développement économique et de construction de logements. C'est un enjeu important, une feuille de route inédite. Je la saisis avec enthousiasme, notamment aux côtés d'Isabelle Touzard qui mène la politique de l'agroécologie, qui là aussi va nous permettre en termes de planification d'allier urbanisme et environnement, le développement dont nous avons besoin et la préservation de notre environnement que nous avons identifiée comme permettant d'être attractifs sur le long terme.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, Montpellier Méditerranée Métropole, en sa qualité de pilote et de coordinatrice de la politique de la ville, a signé le 10 juillet 2015 avec Madame la Secrétaire d'Etat en charge de la politique de la ville et de nombreux partenaires, le contrat de ville cadre 2015-2020, préparé en partenariat avec l'Etat et les acteurs locaux dont est en charge Catherine Dardé, Vice-Présidente en charge de la politique de la ville. Ce contrat entend réduire les écarts de développement constatés entre les douze quartiers prioritaires situés à Montpellier et l'ensemble du territoire de la Métropole.

Au titre de la cohésion sociale, nous pouvons également citer la politique de l'habitat, notamment le Plan local de l'habitat dont est en charge Noël Ségura, Vice-Président, qui a fixé une production de 5 000 logements sur l'ensemble de la Métropole dont 2 500 sur Montpellier, avec 30 % de logements sociaux, et qui est l'outil adapté dans les différents programmes.

Enfin, l'offre culturelle, sportive et de loisirs représente aussi un véritable vecteur de cohésion sociale, comme en témoigne la multitude d'actions menées par les médiathèques pour irriguer le territoire dans et hors les murs au profit de l'ensemble du territoire métropolitain.

Concernant l'épanouissement de tous les êtres humains – vaste sujet –, la Métropole a choisi de s'engager dans la lutte contre l'exclusion par de nombreuses actions qui contribuent à améliorer la qualité de vie des publics en situation de handicap. C'est le cas par exemple du développement d'une offre culturelle et spor-

tive adaptée en faveur de différentes catégories de handicaps, mais également par le biais d'une offre de transport public de plus en plus accessible, avec un réseau tram et bus 100 % accessible.

Concernant la dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables, depuis 2015 Montpellier Méditerranée Métropole développe une stratégie économique de dimension métropolitaine impulsée autour des sept piliers que sont la santé ; le numérique ; les transports et les mobilités ; le développement économique, le tourisme et l'industrie ; l'agroécologie et l'alimentation ; la culture, le patrimoine et les universités ; et le pilier transversal : la citoyenneté, le développement social et l'égalité des chances. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

Cela se concrétise par exemple par le développement d'une offre performante de foncier, d'immobilier adapté, de services et d'infrastructures, et par le soutien à l'innovation, avec en particulier le projet de cité intelligente dont s'occupe également Chantal Marion.

S'agissant de la politique agroécologique et alimentation, la Métropole souhaite devenir un territoire démonstrateur de pratiques innovantes et durables pour une alimentation et un environnement de qualité en milieu périurbain. L'écoexemplarité de la Métropole en interne se retrouve en particulier dans sa charte de l'achat public durable et dans les démarches de certification engagées par ses prestataires. Ainsi, l'usine de méthanisation Amétyst a été certifiée ISO 14 001 en décembre 2015.

D'un point de vue méthodologique, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole est fondée sur une nouvelle gouvernance. Elle repose sur quatre piliers : la relation repensée entre la Métropole et les Communes, régie par le pacte de confiance métropolitain, une priorité accordée à la relation aux usagers et à la proximité, une nouvelle ambition pour la participation citoyenne, un rôle renouvelé pour le Conseil de développement. Également Montpellier Méditerranée Métropole, consciente de la nécessité de repenser sa relation aux territoires voisins et dans un contexte en profonde évolution du fait de l'émergence de la Grande Région, a engagé sous votre impulsion, Monsieur le Président, la mise en place d'un Parlement des territoires.

Voilà donc les grandes lignes de la politique d'aménagement durable qui, vous le voyez, a été riche et fournie pour 2015 et reste très prometteuse pour les années à venir. Je vous remercie.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Madame Jannin.

Je souhaiterais seulement apporter une petite modification sur les sept piliers de la Métropole qui ont un peu évolué dans le temps, si vous en êtes d'accord. La citoyenneté étant de fait intégrée comme discipline transversale, je pense qu'il serait bien de faire figurer dans le dernier pilier, à la place de citoyenneté qui comme vous l'avez expliqué est tout à fait transversale dans les autres thématiques, commerce et artisanat. Quelqu'un y voit-il un inconvénient ? Je considère que l'apport littéraire que je viens de faire au texte est adopté. Merci.

Qui souhaite s'exprimer ? Nous allons prendre les demandes de parole. Monsieur Larue et Madame Brisaud.

## **Alex LARUE**

Merci de m'avoir donné la parole. Je serai bref : j'avais une question à poser sur Amétyst qui a été, comme nous venons de l'entendre, certifiée ISO 14 001 au mois de décembre dernier. C'est plutôt une bonne nouvelle mais je voudrais savoir où nous en étions en termes de production de compost. Il y a eu un article cette



semaine dans le *Midi Libre* à ce sujet. L'année dernière j'ai posé des questions à Monsieur Meunier qui m'a répondu, mais je voulais savoir si nous avons progressé, quelles sont les perspectives en la matière. L'année dernière, le Directeur d'Amétyst nous avait dit qu'il n'avait pas eu le temps de s'occuper de cette question ; j'ai l'impression que depuis il ne s'est pas passé grand-chose.

Nous devons produire 33 000 tonnes par an, c'est ce qui ressort du chapitre 5 du rapport qui nous a été soumis. Où en sommes-nous et pense-t-on raisonnablement atteindre cet objectif ? J'ai l'impression que nous ne l'atteindrons jamais. C'est un vrai problème par rapport au contrat qui nous lie à la société qui exploite Amétyst, c'est une première chose. Où en sommes-nous de la politique du tri, notamment de l'extension potentielle de Demeter ?

**Monsieur le Président**

Merci pour votre question. Je donnerai la parole à Monsieur Meunier pour répondre. Je vais prendre l'intervention de Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Monsieur le Président, chers collègues, je voulais tout d'abord regretter que nous n'ayons accès à ce rapport qu'aujourd'hui car nous sommes censés nous prononcer sur un rapport qui fait quelques pages, que nous aurions pu lire avant si nous l'avions eu. Ensuite, mon constat est que tout a l'air parfait quand nous vous entendons. Finalement, nous pourrions penser que la Métropole de Montpellier est une Métropole exemplaire en matière de développement durable. Ma deuxième question va rejoindre celle de Monsieur Larue : la partie Amétyst est en page 77 du rapport. Il y a à peine deux paragraphes sur le sujet alors que nous savons qu'Amétyst continue à poser des problèmes, et suffisamment de riverains vous le font remarquer aujourd'hui.

**Monsieur le Président**

Vous posez la même question que Monsieur Larue, quoi !

**Anne BRISSAUD**

Je pose la même question, et en plus je regrette que ce rapport ne nous ait été donné qu'aujourd'hui.

**Monsieur le Président**

C'est exactement la même question, avec des regrets en plus. C'est cela ?

**Anne BRISSAUD**

Ce n'est pas exactement la même question. Je regrette que vous appliquiez encore une fois la méthode Coué : tout va bien, nous sommes exemplaires, nous faisons tout bien comme il faut dans la Ville et dans la Métropole de Montpellier. Ce n'est pas le cas, vous le savez quand même.

**Monsieur le Président**

Nous verrons cela aux législatives.

**Anne BRISSAUD**

Si vous voulez. Parce que vous êtes candidat ?

**Monsieur le Président**

J'observe le cumul des mandats, Madame Brissaud !

**Anne BRISSAUD**

Quand vous parlez de réduction des déchets, nous voyons que moins de 50 % des déchets sont valorisés, ce n'est pas énorme. J'entends Madame Jannin nous dire que nous sommes exemplaires en la matière, mais ce n'est pas mon avis.

**Monsieur le Président**

Vous posez la même question que Monsieur Larue.

**Anne BRISSAUD**

Si cela vous fait plaisir.

**Monsieur le Président**

Cela me fait plaisir...

**Anne BRISSAUD**

Alors répondez.

**Monsieur le Président**

... d'arriver à vous réunifier. Cela me fait plaisir : même une petite question, cela me va. Je me nourris de petits plaisirs.

**Anne BRISSAUD**

Vous allez répondre ?

**Monsieur le Président**

Monsieur Meunier, expliquez donc.

**Cyril MEUNIER**

Si tout le monde prend plaisir à poser et à écouter des questions, c'est tant mieux. Moi je n'arrête pas d'y répondre, aux questions. Je réponds aux deux, puisqu'a priori c'est la même question.

Première question, Alex, production de compost l'année dernière : zéro. Sommes-nous d'accord ? Nous sommes passés de 400 tonnes à zéro de compost. Pourquoi sommes-nous passés de 400 tonnes à zéro de compost normé ? Pour une raison très simple : l'année dernière a été une année de travaux et nous avons mis 10 millions sur l'usine. A partir de ce moment-là, évidemment nous avons eu l'obligation de traiter les ordures ménagères OMR sur l'usine durant tout le temps des travaux. Et quand on fait 10 millions de travaux sur une usine, vous imaginez bien que cela bouleverse considérablement son fonctionnement. Nous n'avons pas mis d'obligation et nous n'avons pas eu comme objectif sur l'année 2015 de faire du compost.

Combien en ferons-nous cette année ? Nous n'atteindrons pas les 30 000, c'est clair, mais raisonnablement nous pouvons penser que nous allons sortir 10 000 tonnes de compost normé. C'est la raison.

Ensuite, j'entends Anne Brissaud qui dit : « *Nous avons plein de problèmes sur Amétyst.* » J'attends qu'Anne Brissaud me dise quels sont les problèmes que nous avons.

Troisièmement, j'entends que nous ne sommes pas exemplaires car sur la Métropole, nous faisons encore des déchets, comme San Francisco fait encore des déchets, comme toutes les villes du monde font des déchets. Résultat des courses : aujourd'hui nous faisons des déchets, c'est vrai, nous les mettons dans les poubelles, c'est vrai. Les poubelles sont ramassées devant les habitations, devant les entreprises, et les déchets le lendemain matin ne reviennent pas devant les maisons ni les entreprises. Cela veut dire que nous nous en occupons. Donc, nous sommes plutôt bons en la matière. Nous ramassons vos déchets et nous ne vous les ramenons pas.

Est-ce que, puisque j'ai entendu de tout, la poubelle jaune va à Amétyst ? Aucune poubelle jaune ne va à Amétyst. Le contenu de la poubelle jaune ne va pas à Amétyst. Qu'est-ce qui va à Amétyst ? Il va à Amétyst le peu de biodéchets triés (les méthodes que nous avons mises en place à l'origine il y a huit ans n'ont peut-être pas convenu, nous n'avons peut-être pas été assez bons), et l'ensemble des OMR, c'est-à-dire tout ce que vous mettez dans la poubelle grise. On met tout et n'importe quoi, dans la poubelle grise. Que sort-on de l'usine de méthanisation ? Comme son nom l'indique, une usine de méthanisation fait du méthane. Des fois, je me demande s'il ne faut pas revenir aux basiques.

Nous avons fait le choix il y a huit ans de faire une usine de méthanisation et de ne pas faire d'incinération. Chacun à ce moment-là a eu son idée en la matière, moi j'avais la mienne. Maintenant que j'ai la responsabilité de gérer cet outil, je trouve que la méthanisation, c'est bien. Que faisons-nous avec cela ? Ecoutez les amis, avec le traitement des ordures ménagères, des OMR, et un tout petit peu de biodéchets que nous trions – pour l'instant nous les mélangeons aux OMR –, nous sortons du méthane, nous vendons de l'électricité, nous fournissons en électricité et en chaleur les Grisettes, nous sommes passés de 1 500 logements à 2 500 logements. Excusez-moi du peu, ce n'est pas mal. Nous venons d'absorber la clinique Saint-Roch toute nouvelle : depuis le début de l'année nous la fournissons également en électricité et en chauffage, avec toutes les contraintes légales que vous pouvez imaginer sur un établissement médical. C'est déjà une valorisation importante. Ceux qui me disent : « *Il fallait faire de la matière...* », oui !

## **Monsieur le Président**

Qui parle comme cela ?

## **Cyril MEUNIER**

Plein de gens ! Si tu savais... Je passe ma vie à répondre à ces questions-là. Maintenant, je n'ai plus qu'à appuyer sur un bouton et cela défile. Les efforts que nous allons faire dans les trois ans sont d'arriver aux 30 000 tonnes de biodéchets. Tous les travaux que nous avons imposés dans la DSP à Novergie – qui a sué pour obtenir son maintien sur Amétyst parce qu'ils étaient lourdement attaqués par Urbaser qui ont été très bons dans l'offre, ce qui nous a permis d'avoir une solution technique de Novergie très intéressante – vont permettre d'obtenir dans les deux à trois ans ces 33 000 tonnes de compost.

On me dit que le compost, personne n'en veut. Ce compost est normé et les 400 tonnes, quand nous les avons, nous les avons utilisées pour faire le parc Malbosc, et également, à la demande de l'INRA, pour ses parcelles d'expérimentation. Si l'INRA nous les prend pour ses parcelles d'expérimentation, c'est qu'il est normé et réputé. Quand nous en aurons 33 000, nous aurons des filières économiques qui répondront. Avant un certain volume, on n'y arrive pas.

Ensuite, on confond tout. Aujourd'hui, nous ne sommes pas plus exceptionnels que les autres mais nous ne sommes pas plus mauvais. J'ai deux choses à vous dire. Il y a huit ans, les amis, l'ensemble de nos ordures ménagères sans aucun tri partaient au bord de l'étang, au Thôt, à ciel ouvert. En huit ans, nous avons quitté cette gestion de gougnaftiers qui était la nôtre. Evidemment, vous imaginez bien qu'en tant que Maire de Lattes je peux vous parler dans les moindres détails des conséquences sanitaires, de pollution, d'odeurs et de non-respect de la nature puisque tout le reste est en Natura 2000 tout autour. N'est-ce pas, mon ami Noël ? Après avoir fait il y a huit ans le choix, il faut l'avouer, d'essayer les plâtres d'une nouvelle technologie, arriver à avoir une usine qui fonctionne comme elle fonctionne aujourd'hui avec son bilan énergétique, son bilan matière, ce n'est pas mal.

Nous aurions pris l'incinération, nous savions que si nous rentrions 100 tonnes nous n'avions plus que 30 tonnes à la sortie à traiter. Cela s'appelle les mâchefers. Nous ne l'avons pas voulu car ce sont des dioxines, et certains en avaient peur. Nous avons choisi la méthanisation. En choisissant la méthanisation, nous savions pertinemment que quand on rentre 100 tonnes, à la fin il nous en reste 70. C'est du digestat ou du compost. Aujourd'hui, nous sortons beaucoup de digestat. J'ai entendu tout et n'importe quoi mais cela va à Castries, cela se passe plutôt bien. Le petit incident que nous avons eu a montré que nous étions plutôt vertueux dans la gestion de Castries. Je vous rappelle aussi que nous avons aujourd'hui Demeter : nous l'allons agrandir et améliorer la chaîne de tri.

Je peux vous en parler pendant des heures, je m'arrête là. Ne vous inquiétez pas : Amétyst va bien. C'est vrai, nous n'avons pas eu de compost l'année dernière, cette année nous allons en faire 10 000 tonnes et dans deux ou trois ans nous ferons les 33 000 que nous avons mis dans le marché. De toute façon nous avons écrit un marché avec des contraintes et je vais veiller à ce que cela marche bien. Merci de m'avoir écouté.

#### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Meunier pour cette explication très précise. Je voudrais en rajouter une toute petite sur la forme. Vous avez dit, Madame Brissaud, que vous n'aviez pas eu les documents avant. Je vous indique que les documents étaient consultables depuis le 1<sup>er</sup> avril sur le site de la Métropole. C'était écrit dans la convocation. C'était consultable de façon dématérialisée. Nous économisons les arbres.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? J'ai du mal à voir le vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Vous vous abstenez, Monsieur Larue ?

**Alex LARUE**

Oui.

#### **Monsieur le Président**

Deux abstentions, adoptée à l'unanimité des exprimés, je vous en remercie.

### **AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION – RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIERE D'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES – APPROBATION**

#### **Monsieur le Président**

Un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Vous avez pris connaissance du rapport qui est extrêmement dense, Madame Brissaud vous l'avez lu. Je vous rappelle simplement

que nous sommes la seule Métropole dans les dix premières Métropoles de France qui possède un exécutif paritaire strictement. Il faut le dire.

Avez-vous des questions particulières à évoquer ? Non ? J'en suis ravi. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N° 6 : FINANCES – BUDGET PRIMITIF 2016 – ADOPTION**

### **Monsieur le Président**

Affaire numéro 6, il s'agit là du budget primitif 2016, et je passe tout de suite la parole à Max Lévida, Vice-Président chargé des finances.

### **Max LEVITA**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je vais essayer d'être très court.

On peut être très court. Vous avez lu le rapport, je réponds à vos questions. Quand même, deux mots, je vais essayer d'être rapide.

### **Monsieur le Président**

Monsieur Lévida, prenez votre temps : avec les sommes concernées dans ce rapport, nous nous devons d'avoir une transparence démocratique incontestable. Vous ne passez rien de tous les détails, de tous les investissements, de tout le fonctionnement. La politique, c'est physique. Il faut savoir résister longuement.

### **Max LEVITA**

Je veux bien, mais j'ai compté : il y en a pour quatre heures. Nous allons essayer de faire juste un peu moins.

J'ai l'honneur de vous présenter ce rapport. Il faut d'abord que je souligne que ce rapport a fait l'objet d'un travail collectif qui a associé les 31 Maires, leurs adjoints et leurs administrations, les vingt Présidents et leurs services, enfin le Président a procédé à l'harmonisation du budget que je voudrais vous présenter. Permettez-moi de remercier au début Mesdames Celié et Grandreau pour le soutien qu'elles me prodiguent dans l'aventure de ce soir.

C'est la première année que nous sommes en totalité sur l'ensemble des compétences transférées à la Métropole. Nos objectifs sont de maintenir la trajectoire financière de la Métropole pour préserver notre capacité d'agir, poursuivre le développement du territoire et réaliser les projets pour préparer l'avenir.

Ce budget est le reflet du pacte de confiance dont a parlé le Président, établi dans le dialogue et dans la concertation. Cette relation de proximité et de transparence est d'autant plus nécessaire que le contexte de raréfaction des ressources, en particulier des dotations de l'Etat, nécessite la recherche d'économies et la priorisation de nos actions. Notre objectif commun est de rendre l'action publique plus pertinente, plus dynamique et plus efficace.

Nous allons commencer par les actions qui sont la marque de notre politique pour l'année 2016. Nous rappelons les piliers stratégiques majeurs, Madame Jannin l'a dit, j'en fais donc l'économie. Parallèlement à la définition de ces piliers majeurs, un travail d'évaluation des politiques publiques sera conduit pour éclairer

les élus sur les effets des changements sociaux produits, en fournissant des éléments d'analyse et d'appréciation.

Enfin, la nouvelle gouvernance installée à l'occasion de la transformation de la Communauté en Métropole repose sur le rôle repensé du Conseil de développement. La Présidente est en face de moi, je la salue. Ce dernier jouera un rôle moteur pour nous éclairer sur les grandes politiques publiques. Un budget est d'ailleurs prévu pour son fonctionnement.

En matière de développement économique et d'aménagement du territoire, vous avez sous les yeux l'investissement : 25 millions, fonctionnement : 16 millions. Les opérations principales : il s'agit de dynamiser l'écosystème économique pour construire une vision commune. Nous nous appuyons sur le développement de French Tech. En 2016, la Métropole lancera l'opération Montpellier capitale santé. De plus, en ce qui concerne le tourisme, nous mènerons en 2016, en concertation avec les communes, les études préalables à la mise en place d'une stratégie ambitieuse de développement touristique du territoire.

Un point également sur lequel nous insistons : Montpellier Métropole veut devenir un territoire démonstrateur de pratiques agricoles innovantes durables. L'action sera poursuivie en matière de développement des services performants pour les entreprises. C'est l'action du BIC (le soutien aux filières d'excellence et aux pôles de compétitivité), c'est l'action avec le MIBI, c'est le développement des infrastructures économiques performantes en matière de pépinières, d'hôtels d'entreprises, de parcs d'activité, c'est favoriser l'emploi grâce à la cellule opérationnelle et partenariale pour le développement des clauses d'insertion dans les marchés publics. La *smart city* sera le moteur du développement économique, avec la mise en place d'une plateforme d'innovation. Nous poursuivrons le projet Ecocité Ville intelligente, Madame Jannin en a parlé, le Schéma directeur d'aménagement numérique sera mis en place et poursuivi en soulignant que les priorités d'investissement sont la desserte internet en très haut débit des zones d'activités économiques intercommunales, le raccordement des sites publics des communes de la Métropole. Suite à une première expérimentation, une plate-forme de gestion des balises interactives sera mise en place au cours du premier semestre 2016. En termes d'e-administration, la plate-forme e-services aux citoyens offre dès aujourd'hui 21 téléservices dans les domaines de l'emploi, de la collecte des déchets, etc. Cette action sera poursuivie.

Enfin, la Métropole s'est engagée dans un programme ambitieux de développement des énergies renouvelables : toute une série d'actions sont prévues sous ce vocable. En matière d'aménagement opérationnel, l'aménagement des parcs d'activités sera poursuivi, en particulier pour Ode à la mer, sur le secteur de la Mogère, la zone d'activités du Salaison à Vendargues, et le pôle d'échange multimodal de Baillargues.

Vous savez que nous conduisons la rénovation, la mise aux normes et l'adaptation de l'ancien hôtel de ville de Montpellier afin d'accueillir le préfigurateur French Tech. Cette opération a démarré, et d'ores et déjà des entreprises y sont installées.

## **Monsieur le Président**

Une quarantaine frappent à la porte, venues du pays tout entier.

## **Max LEVITA**

Je vous rappelle que notre Métropole est devenue compétente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 en matière de procédure de PUP qui permettra de financer des équipements publics. Les opérations sous forme de plans d'aménagement d'ensemble restent de compétence communale, mais certains travaux sont néanmoins réalisés par la Métropole. Le secteur agricole, j'en ai parlé, sera un enjeu essentiel pour la Métropole.

Dans le domaine du foncier, 4 700 000 euros seront globalement investis. Cet effort porte prioritairement à hauteur de 2 500 000 sur les acquisitions foncières à vocation économique, l'extension Marcel-Dassault à Saint Jean de Védas, l'extension Hippocrate à Montpellier et le secteur du Cannabe à Cournonterral.

Dans le domaine de l'urbanisme, de la cohésion sociale et des grandes infrastructures, vous avez le budget sous les yeux : 38 millions en investissement, 1 million en fonctionnement. L'opération essentielle est la révision du SCoT qui sera conduite.

En matière d'habitat, la politique d'habitat mis en œuvre par la Métropole repose sur différents outils : l'Observatoire des copropriétés qui sera poursuivi par la Métropole ; la Conférence intercommunale du logement en matière de garantie d'emprunt consenti aux bailleurs sociaux ; en ce qui concerne les appels à la réalisation du logement locatif, nous apportons un soutien de 2 500 000 euros au bénéfice des bailleurs sociaux ; et 800 000 euros seront consacrés aux opérations d'aide à la remise sur le marché des logements privés dégradés en liaison avec l'ANAH.

D'une manière plus générale, la Métropole reçoit 4 millions pour subventionner les bailleurs sociaux pour leurs opérations, ainsi que 4 millions en faveur des propriétaires privés. Ces crédits de paiement seront donc mis à disposition. Dans le cadre de la politique de la ville, la Métropole financera en 2016 l'achèvement des actions engagées dans le cadre du projet de rénovation urbaine de Montpellier qui comprend les quartiers Mosson, Cévennes et Centre.

Enfin, au titre de sa compétence nouvelle liée aux aires d'accueil des gens du voyage, la Métropole investira 750 000 euros dans la réalisation des aires d'accueil et de grand passage, étant entendu que dans ce domaine un plan plus ambitieux vous sera ultérieurement proposé.

Dans le domaine de la politique de la ville, un certain nombre d'opérations sont prévues sur lesquelles je ne reviens pas. Le système d'information géographique sera poursuivi. En matière de grandes infrastructures, l'engagement de la Métropole dans la réalisation du programme de contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier sera maintenu. Une subvention de 16 600 000 euros est prévue. Elle figure sur le document que vous avez sous les yeux.

### **Monsieur le Président**

Cela fait partie des 100 millions d'euros d'engagement de la Métropole sur le CNM, contournement Nîmes Montpellier. Il est bien entendu intégré dans la réflexion que dans le CNM il y a la partie ferroviaire et les deux gares de Manduel et de la Mogère, avec tout l'aspect sulfureux que présente ce dossier. Mais vous voyez ici, par ce que vient de dire Max, la participation à la ligne et au contournement Nîmes Montpellier de la Métropole. C'est ce que je vous disais lors d'un Conseil précédent.

### **Max LEVITA**

Ce sont 100 millions, il reste 24.

### **Monsieur le Président**

Ce sont 100 millions d'euros en tout, il reste 24 millions d'euros à verser par engagement, par contrat, dont le financement a commencé il y a quatre ans.

### **Max LEVITA**

C'est cela. 16 millions cette année, il restera 24 millions l'année prochaine.

En ce qui concerne la desserte de la gare nouvelle de Montpellier Sud de France, une convention de financement a été signée avec ASF pour laquelle nous nous engageons sur une dépense de 5 700 000 euros en 2016, couverte par des subventions à hauteur d'1 870 000 euros.

En matière de transports et mobilité, les opérations principales, vous les avez sous les yeux : le bouclage de la ligne 4 se termine, 2 millions d'euros seront consacrés à la ligne 3 pour assurer les études et les travaux de la station Boirargues sur la ligne 3, des distributeurs automatiques de titres seront installés pour un montant de 2 800 000. De la même manière, il est nécessaire d'améliorer la qualité du service. Nous allons procéder à l'acquisition de neuf bus au GNV en 2016 pour un montant de 3 100 000 euros. Enfin, nous avons déjà participé à l'opération du pôle d'échange multimodal de Saint-Roch à hauteur de 6 millions. Cette année nous versons le solde, c'est-à-dire 300 000 euros.

Sur le slide suivant, la gestion des espaces publics, c'est l'ensemble de ce qui nous lie aux 31 communes de la Métropole. Cette compétence a été transférée à la Métropole, donc cette année vous avez tout un paragraphe consacré à cette gestion. La Métropole poursuit en 2016 les investissements engagés par les communes. Il est à noter que ce programme a été construit avec chacune des communes. Je vous passe le détail, mes chers collègues, parce que cette action est sur les sept pôles de développement. Le document contient le détail de toutes les interventions prévues par la Métropole sur chacune des communes, en distinguant ce qui a été fait, les restes à réaliser des années d'aléas (2015), ce qui est dans l'attribution de concours, et éventuellement les fonds communaux apportés par chacune des communes.

En ce qui concerne l'environnement et la gestion des déchets, vous avez les investissements et le fonctionnement sous les yeux. Après la rénovation du point propreté de Castelnau en 2015 qui a constitué le pilote, nous poursuivons la rénovation des déchetteries de Baillargues et de Laverune en 2016. Il est prévu au cours de ce mandat que l'ensemble des déchetteries dans leur partie haute seront rénovées.

Nous poursuivons l'aménagement du casier numéro 2 de Castries, ainsi que la fin de la réhabilitation du casier numéro 1. En ce qui concerne l'usine Amétyst, je n'ajouterai pas à ce qu'a dit mon collègue fort brillamment et totalement. Simplement, soulignons qu'avec l'attribution des nouveaux marchés de collecte et de nettoyage de la Ville, nous avons dégagé une économie de fonctionnement de 2 millions, ce qui permet de soutenir l'effort d'investissement pour conforter et améliorer les outils et les équipements de tri mis à disposition des usagers.

Les sports. Vous pouvez voir les investissements ainsi que le fonctionnement. La Métropole entend être un territoire sportif d'excellence et essaie d'être à la hauteur de ses ambitions par le maillage de son territoire en accentuant la création d'équipements sportifs de proximité et en soutenant toute une série d'opérations sur son territoire.

Ici, comme opérations nouvelles, il y a la piscine Héraclès, la piscine les Néréides et le début de l'aménagement du parc Gérard-Bruyère. Vous avez dans le document le montant de l'opération ainsi que son déroulement, son inscription dans le temps : un peu moins de 4 500 000 sont prévus cette année.

Sur la culture, de la même manière que pour le sport, la Métropole entend être territoire de référence, et souhaite développer et structurer la coopération entre les communes par le biais des coopératives de service. Nous avons là aussi une offre culturelle considérable pour la jeunesse. Il y a le lancement des travaux pour le Conservatoire Régional, pour l'Aquarium, le Planétarium, l'Ecolothèque, l'Agora, le déploiement d'un réseau public dense avec le numérique comme fer de lance, et la mise en accessibilité des bâtiments culturels. Le détail, vous l'avez sous les yeux, je n'insisterai donc pas, ainsi que le déroulement des opérations principales en AP et en CP, vous avez cela dans le rapport.

Dernier domaine d'intervention, c'est la prévention des inondations, l'assainissement, l'eau potable, la défense extérieure contre les incendies, les fontaines, la gestion des milieux aquatiques et les ouvrages hydrau-



liques. L'investissement : 26 millions. Le fonctionnement : 10 millions. Ce qui est à noter : en 2016, nous finissons le PAPI 1 et commençons le PAPI 2. Pour les demandes précises, vous vous adressez à Monsieur Meunier qui est notre spécialiste.

En matière d'assainissement, la mise en œuvre du programme approuvé en décembre 2004 s'achève. Ces opérations mobilisent 10 800 000 euros. Il y a le raccordement de la commune de Castries à la station d'épuration de MAERA. Le montant des travaux pour l'exercice sur trois items : travaux d'extension des réseaux 1,5 million ; travaux de renouvellement 4,3 millions ; travaux sur les postes de refoulement et stations d'épuration 600 000 euros. En 2016, le programme d'extension de la station d'épuration MAERA, qui a été adopté en juillet 2014, démarrera sa phase opérationnelle.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la régie publique de l'eau a été créée, qui gère dorénavant l'eau potable. Nous notons simplement (vous l'avez dans le tableau) qu'à la demande du Président, le prix de l'eau est de 3,2 euros le mètre cube, qui se décomposent en 0,76 euro de taxes perçues et fixées par l'Etat, 1,15 pour l'eau potable, en baisse de 11 % pour les treize communes qui sont en régie, et 1,29 en assainissement avec une baisse de 9 % sur les 31 communes de la Métropole.

La défense extérieure contre l'incendie est une compétence de la Métropole. Elle est donc assurée, ainsi que la gestion des fontaines et des milieux aquatiques. C'était la première partie. Deuxième partie

## **Monsieur le Président**

Prends ton temps pour la deuxième partie.

## **Max LEVITA**

Je vous fais grâce des tendances de la conjoncture internationale et de la conjoncture nationale. Encore que la conjoncture nationale s'améliore. Elle s'améliore trop, d'ailleurs, semble-t-il, parce que l'Etat est en train de... mais nous en sommes à notre budget à nous.

L'objectif de rationalisation des dépenses pour maîtriser l'évolution des coûts sur le budget. Nous avons, en dépenses réelles de fonctionnement, des dépenses au total de 423 millions en fonctionnement, dont 344 millions pour le budget de fonctionnement, et 78 millions pour les cinq budgets annexes. Ces dépenses de fonctionnement se répartissent de la façon suivante : en charges à caractère général nous étions à 38 %, charges de personnel 21,8 %, autres charges de gestion courante 18 %.

Ce qui vous intéresse, ce sont les dépenses de personnel. A souligner : c'est un peu compliqué puisque nous avons changé de périmètre en 2016 par rapport à 2015, mais si nous faisons une comparaison à périmètre constant, de 2016 par rapport à 2015, l'augmentation de la masse salariale est de 0,9 % – un résultat tout à fait remarquable compte tenu de l'évolution naturelle qui est en général supérieure à 0,9 %, en particulier du GVT ainsi que des différentes mesures décidées par l'Etat. Cela montre qu'il y a une réelle maîtrise des charges.

Vous notez que deux mesures nous ont impactés : une à la baisse, c'est notre cotisation au CNFPT qui a été ramenée de 1 % à 0,9 % de la masse salariale. Nous y gagnons comptablement, bien que nous condamnions cette mesure politiquement. A l'inverse, l'Etat a décidé de dégeler le point d'indice qui va s'effectuer en deux temps : 0,6 % au 1<sup>er</sup> juillet 2016 et 0,6 % au 1<sup>er</sup> février 2017. Cette mesure ne figure pas encore dans nos comptes. Nous la ferons passer au budget supplémentaire en juillet, d'abord pour une raison simple, c'est qu'elle n'a pas été votée. C'était à périmètre constant.

Nous avons transféré un certain nombre d'agents (455 postes) à la Métropole, soit une augmentation de 31 % du nombre de nos agents. La masse salariale est augmentée de 21 millions. Au total, la masse salariale

en 2016 représente 81 400 000 sur le budget principal et 85 800 000 tous budgets confondus. Ces charges de personnel représentent 21,8 % de nos dépenses de fonctionnement.

Dans les autres charges de gestion, il y a bien sûr notre contribution à TaM qui s'établit à 63 400 000, cela résulte des dispositions du contrat de délégation de service public, de l'ouverture prochaine de la ligne 4, des perspectives d'évolution de la fréquentation, étant entendu que c'est supérieur à ce qui était prévu. Monsieur Abdi El Kandoussi, nous comptons sur vous pour nous le communiquer, et nous en tiendrons compte. Parallèlement, le budget principal abonde le budget transport d'une subvention de 29 millions, nécessaire à l'équilibre de ce budget.

Les subventions aux associations, dont nous considérons tous qu'elles constituent un vecteur essentiel du lien social, atteignent 31 800 000 euros en 2016. La contribution de la Métropole au contingent incendie porte dorénavant sur l'ensemble du territoire et s'établit à 16 500 000, il n'y a pas d'augmentation par rapport à 2015. Nous avons tenu compte d'une inflation faible que nous avons constatée. Un certain nombre de communes reçoivent des attributions de compensation, il y en a pour 2 150 000 euros.

Enfin, les dépenses de fonctionnement prises en charge par la Métropole pour les compétences transférées, voirie, nettoyage, aires d'accueil, PLU, tourisme incendie et secours, sont de l'ordre de 45 millions hors masse salariale.

Les charges financières : le montant des intérêts est de 13 millions sur le budget principal, 14 500 000 sur le budget annexe transports, 3 500 000 sur le budget annexe de l'assainissement, au total 30 700 000 pour le budget consolidé. Dans ces budgets, il y a le coût des emprunts transférés des communes dans le cadre de la compétence voirie. Il n'y a pas de tour de passe-passe : c'est simplement le principe de la neutralité budgétaire. Nous avons transféré un certain nombre d'emprunts, nous en tenons compte dans les attributions de compensations. De la même manière, nous avons transféré des emprunts du budget de l'eau potable. Ils ont été transférés à la régie de l'eau dans le cadre de l'exercice de sa mission.

Nous avons eu en 2015 – et tout annonce qu'en 2016 nous aurons la même situation – des niveaux de taux historiquement bas, voire avec des taux variables négatifs. La moyenne des taux pour l'année 2015 s'élève à 2,64 %. Je vous rappelle que nous essayons d'être équilibrés entre les taux fixes où nous sommes à 56 %, et les taux variables où nous sommes à 44 %. C'est une stratégie de prudence parce que les taux variables sont plus faibles que les taux fixes ; malheureusement, comme leur nom l'indique, les taux variables sont variables et nous ne maîtrisons pas les déclarations des Ministres des Finances français, voire étrangers, qui peuvent avoir une influence sur ces taux.

Les recettes de fonctionnement. L'objectif fixé était de ne toucher à aucun taux. Tous les taux sont maintenus dans l'année 2016 par rapport à l'année 2015. La DGFIP a donné ses chiffres avec retard : nous pouvions donc retarder le Conseil. Toutes les Métropoles n'ont pas délibéré encore. Aujourd'hui, nous serions avec Paris la seule Métropole à n'avoir touché ni en 2014, ni en 2015, ni en 2016, à aucun taux. Des Métropoles ont baissé un taux fixe pour augmenter un taux variable. Une Métropole très astucieuse – que je ne cite pas mais que vous connaissez tous – a baissé l'abattement à la base, ce qui permet d'augmenter l'impôt mais de diminuer les taux. Nous ne touchons à rien, c'est ce que nous avons promis et c'est ce que nous tenons. C'est déjà assez difficile à tenir.

Vous avez sous les yeux les recettes : les impôts entreprises représentent 35 %, les impôts ménages 24 %, les attributions de compensations 10 %, le fonds de péréquation intercommunal 1 %. A noter : l'impôt ménage va rapporter 81 200 000 euros, la taxe sur le foncier bâti 1 million, le foncier non bâti 800 000 euros, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères 67 300 000 (il y avait la possibilité de toucher aux taux, nous n'y avons pas touché), la cotisation foncière des entreprises 57 500 000, la cotisation sur la valeur ajoutée 28 600 000, la TASCOT 5 500 000. IFER et versement transport sont des tarifs nationaux, vous avez le rendement sous les yeux.

La dotation globale de fonctionnement : au niveau national, elle continue et joue de façon cumulative, je vous le rappelle – souvent, les journaux l’oublent dans leur présentation. Or, l’Etat avait prévu en 2014 d’enlever aux collectivités locales 1 000 500 000 euros, en 2015 d’ajouter 5 000 200 000, en 2016 nous ajoutons 3 000 600 000, en 2017 nous devons ajouter encore 3 000 660 000. Aujourd’hui, la situation de l’Etat s’étant légèrement améliorée, le Ministre de la Décentralisation qui veut se rendre populaire laisse entendre que l’année 2017, nous n’aurions pas 3 000 600 000 mais moins. Monsieur Sapin, qui est le Ministre des Finances, a dit qu’il maintenait 3 000 600 000. Nous verrons bien. En tout cas c’est très gênant pour faire des prévisions et de la prospective.

En ce qui nous concerne, vous connaissez ce tableau : pour la Métropole, nous avons perdu 4 millions pour l’année 2014, à quoi s’ajoutent 10 millions en 2015, 11 millions en 2016, et en 2017 encore 10 millions. Au total, nous pensons que nous allons perdre 185 millions sur la période.

Je vous rappelle nous avons fait un petit calcul. 1 million de fonctionnement permet de rembourser 12 millions d’emprunt sur trente ans à un taux de 3 %. Quand on nous enlève 185 millions, on nous enlève la possibilité d’investir (vous faites la multiplication) plus de 2 milliards.

Il y a une réforme annoncée de la DGF, mais nous étions à une réunion hier avec Madame Celié, à France Urbaine, où l’on nous a annoncé que dans la mesure où nous sommes dans une année préélectorale, cette réforme aura lieu ou n’aura pas lieu, nous verrons bien. Le Président de la République doit se rendre à la réunion de l’Association des Maires : vraisemblablement, il annoncera quelque chose sur la DGF.

En tout cas, vous l’avez sous les yeux : dans cette dotation, nous escomptions d’avoir 30 millions, on nous prélève 25 millions donc nous avons une participation de 24 500 000 à l’effort de redressement des finances publiques. Le fonds de péréquation des recettes fiscales et intercommunales, pour le moment nous n’avons pas le chiffre. Nous escomptions le même que celui de l’année dernière.

Ce FPIC, nous en rediscuterons : nous pouvons modifier sa répartition mais nous vous proposerons cela ultérieurement, quand ils se seront mis d’accord. Ce montant, pour l’instant nous l’avons prévu au même niveau que 2015. Les taxes transférées : Montpellier et Grabels ont transféré la taxe sur la consommation finale d’électricité. Le produit des services est à 35 millions et les attributions de compensation, qui représentent aujourd’hui 10 % du budget consolidé de la commune, s’élèvent à 59 millions.

Que faisons-nous de tout cet argent ? Nous investissons. Je suis dans le budget d’investissement. Je vous demande de noter, mes chers collègues, que cette année, la conjoncture permet d’augmenter les investissements. Nous les augmentons de 17 % pour les porter à 209 000 000, 161 millions sur le budget principal et 48 millions sur les budgets annexes. Vous en avez la répartition sur le camembert suivant qui vous permet de voir ce qui va à l’action économique, à la culture, à la sécurité, etc. Vous notez bien : s’il y a un chiffre à noter, c’est l’investissement, à hauteur de 209 millions, qui représente une augmentation de 17 %. Cela plus les bases qui ne bougent pas, c’est l’essentiel de ce budget.

Comment finançons-nous cet investissement ? Nous l’autofinançons, par une épargne brute de 58 millions qui nous permet d’évaluer les recettes d’investissement à 51 200 000 pour le budget principal et 65 millions pour le budget consolidé. Nous ajoutons la taxe d’aménagement perçue par la Métropole au titre des autorisations d’urbanisme, mais qui est perçue en deux versements et qui sera partagée entre la Métropole et les Communes – nous nous sommes mis d’accord sur la répartition –, le fonds de compensation de la TVA à 7 400 000, le produit des cessions à 350 000 euros.

Dernier point : c’est l’emprunt. Compte tenu du niveau des investissements (je vous rappelle : 209 millions), nous prévoyons 71 millions pour le budget principal, 93 millions pour les budgets consolidés. L’encours de dette s’élève aujourd’hui à 378 millions pour le budget principal, 987 millions pour l’ensemble des budgets.

En particulier, quatre lignes de tramway figurent au budget des transports, ce qui détermine une annuité de 38 millions pour le budget principal et un peu moins de 90 millions pour l'ensemble des budgets.

Capacité de désendettement : nous sommes pour le budget principal à 6,4 ans, et pour l'ensemble des budgets consolidés à 9,5 ans, ce qui reste très satisfaisant au regard du niveau d'investissement de la Métropole.

Dernier tableau : une fois que l'on a compris comment fonctionne la mécanique de ces tableaux, on a tout compris. Vous notez bien, mes chers collègues, qu'à la différence de l'Etat, le budget de fonctionnement ne peut pas être financé par l'emprunt. Il doit obligatoirement être en équilibre, voire excédentaire, ne serait-ce que pour rembourser au moins le capital dû. Ici, vous regardez bien son fonctionnement. Les attributions de compensations, vous notez bien, sont à 59 millions et figurent au budget de fonctionnement en tant que recettes. Il y a bien des attributions de compensations en dépenses, mais elles sont largement inférieures, à 2 millions. Bien sûr, ces attributions de compensations ont joué de manière très négative pour les communes, en particulier pour celles qui paient cette attribution de compensations, elle figurait dans leur budget de fonctionnement, ce qui bien sûr venait en diminution de leur capacité d'épargne brute.

Nous avons essayé d'expliquer hier quelque chose aux autres Maires de France Urbaine sur cette attribution de compensations. Monsieur le Sénateur, vos collègues ne sont pas très bons, ils n'y comprennent pas grand-chose non plus. Nous aimerions bien qu'il y ait deux attributions de compensations : une au titre du fonctionnement et une au titre de l'investissement. Ce serait très favorable pour l'ensemble des communes. Il y avait deux Sénateurs, pourtant ils ont dit qu'ils allaient étudier. Je ne vois pas très bien la nécessité d'étudier cela complètement. Nous, les 31 Maires, sommes tous touchés douloureusement par le fait que l'attribution de compensations pèse, quand elle pèse, sur le budget de fonctionnement.

Au total, mes chers collègues, vous avez le tableau pour la balance générale et pour le budget principal. Je vais conclure. Nous avons fixé lors du DOB les objectifs à tenir sur l'exercice, pour conforter la situation financière de la Métropole, pour lui permettre de développer une politique au service des usagers, pour porter des projets d'avenir, pour affirmer notre positionnement aux niveaux régional, national et international. Nous estimons que le budget primitif qui vous est présenté répond à ces engagements.

Je vous rappelle : un niveau d'investissement élevé qui est au niveau de nos ambitions, une maîtrise des dépenses de fonctionnement, une stabilité de la fiscalité, c'est donc un très bon budget 2016 pour l'avenir. Nous attendons les détails sur la réforme de la DGF, pour savoir si elle entre en application en 2017, la confirmation des bruits laissant espérer que la baisse des dotations en 2017 pourrait être inférieure à celle attendue, et enfin les précisions sur le transfert des compétences du Département. Je vous remercie de votre attention.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur Lévit. Le débat est ouvert. Qui veut s'exprimer ? Madame Danan, Monsieur Martin, Monsieur Raymond, Monsieur Revol, Monsieur Rouilleault, Monsieur Moure, Monsieur Larue.

Madame Danan.

## **Perla DANAN**

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais avoir une clarification sur Montpellier capitale santé. Nous avons commencé à travailler sur cette thématique, d'ailleurs je vois avec plaisir qu'en page 3 les suggestions de faire de Montpellier une plaque tournante sur les clusters entre l'Europe et la rive Sud de la Méditerranée sont reprises. Toutefois, j'avais appris par Madame Marion que le projet était arrêté. Est-ce à dire

qu'il continue ? Est-ce à dire qu'il continue avec la même Commission, ou sans Commission ? C'était la clarification que je souhaitais avoir. Je suis ravie que le projet continue parce qu'il est majeur pour nous.

**Monsieur le Président**

Non seulement le projet continue, mais cela ne vous a pas échappé dans la presse : l'Association des Communautés Urbaines de France m'a désigné comme Copräsident de la Commission santé au niveau national des grandes villes, par l'intermédiaire et sur la proposition d'André Rossinot, Président de la Communauté Urbaine de Nancy qui a réanimé cette Commission santé nationale. Rien ne bouge là-dessus. Nous ne reculons pas sur la capitale santé que nous appelons de nos vœux. Nous avons d'ailleurs mis à l'ordre du jour de la Commission nationale un certain nombre de problèmes, de thématiques qui intéresseront j'en suis sûr les Montpelliérains, puisque j'ai été chargé de l'ordre du jour.

**Perla DANAN**

En dehors de l'aspect politique et Commission nationale – qui est important bien sûr –, continuera-t-on à trouver des projets de développement santé au niveau de la Métropole sur le terrain ?

**Monsieur le Président**

Evidemment. Si Madame Marion a répondu cela, elle l'a fait par inadvertance et elle n'a pas très bien compris la question que vous lui posiez. Si elle était là, elle le dirait elle-même, mais elle nous représente à l'étranger. Vous savez bien que 70 % des entreprises, notamment liées à la French Tech et au numérique, sont dans le domaine de la santé. Je le dis pour Monsieur Domergue : les deux thématiques qui ont été positionnées à la CUV sont tout ce qui concerne l'Institut du cancer au niveau national, et les groupements hospitaliers de territoire, les GHT. Nous avons demandé à la Ministre de venir nous expliquer quelle était la stratégie nationale.

**Hervé MARTIN**

Merci Monsieur le Président. Juste une explication de mon vote : ce sera la même chose que l'année dernière donc je vais être très rapide. Simplement pour exprimer mon regret que dans ce budget, cette année encore, ne figure pas la réalisation de la ligne 5 de tramway qui est tant attendue par de si nombreux citoyens, que ce soit Montpellier ville ou dans les villages autour de notre Métropole.

**Monsieur le Président**

Vous voterez contre ?

**Hervé MARTIN**

De la même façon que l'année dernière, je m'abstiendrai sur le vote pour cette raison-là.

**Monsieur le Président**

Vous vous abstenez ?

**Hervé MARTIN**

Comme l'année dernière, oui, c'est ce que je viens de dire.

## **Monsieur le Président**

Je vous remercie parce que vous pourriez voter contre.

## **Hervé MARTIN**

Je dis que c'est pour cet élément-là.

## **Monsieur le Président**

Je vous remercie pour l'ensemble de votre exposé et de votre intervention. Monsieur Raymond.

## **Joël RAYMOND**

Monsieur le Président, je m'interroge et je voudrais avoir des éléments de réponse concernant la baisse significative des budgets de l'eau. J'étais intervenu en Conférence des Maires sur ce sujet-là. Je suppose qu'il y a un budget spécifique pour la régie qui doit compenser une partie, mais avec l'addition des deux budgets, quelle est l'évolution globale de la politique de l'eau par la Métropole ? Je n'en ai pas la lecture à travers le tableau récapitulatif de la dernière page, de la dernière projection.

Deuxième élément : encore un petit effort et l'eau brute sortira du tableau, je le regrette. Avec une baisse de 96 %, elle ne sera plus affichée bientôt, pourtant c'est une compétence de la Métropole et je pense que lorsque l'on veut porter une politique agroécologique et développer de l'agriculture circuit court, il faut plus que du foncier, il faut de l'eau. Je regrette que la Métropole ne s'engage pas plus activement dans un schéma d'eau brute sur son territoire.

## **Monsieur le Président**

Merci de votre intervention, Monsieur le Maire de Montaud. Je vous dis simplement un mot sur l'eau brute – mais je laisserai la parole au prochain intervenant, cela tombe bien, qui est René Revol. Bien sûr il faut s'intéresser aux sujets. Bien sûr il faut favoriser les canalisations, la desserte d'eau brute. Bien sûr il faut revoir peut-être aussi le prix de l'eau brute qui est chère. Ensuite, je rappelle que l'ensemble des installations sont réalisées avec la Région et Aqua Domitia. Nous sommes à cheval sur les compétences. Cela ne répond pas à la question complètement, je vous donne quelques éléments sur le sujet. Effectivement, l'eau brute est l'une des solutions pour l'irrigation, qui permet aux entreprises agricoles de s'installer dans des lieux qu'elle ne pourrait pas utiliser s'il n'y avait pas ce réseau. Nous sommes d'ailleurs en discussion sur des zones voisines de la Métropole, dans lesquelles le réseau Aqua Domitia n'a pas complètement installé ses canalisations. Monsieur Revol.

## **René REVOL**

Monsieur le Président, chers collègues, une remarque générale sur le budget et une remarque sur le budget de l'assainissement et de l'eau. Remarque générale : je pense que nous sommes dans une situation contrainte. Toutes les collectivités locales voient leurs finances dans cette situation de contrainte. La source de cette contrainte est double ; depuis huit ans nous sommes dans une quasi-stagnation économique, donc si vous avez une croissance économique faible, inférieure à 1 %, cela vous pèse sur vos ressources, sur vos responsabilités, et la responsabilité des collectivités augmente avec le désengagement de l'Etat sur certains sujets.

Max, je ne suis pas aussi optimiste que toi sur l'année courante. Le Gouvernement envisage une croissance de 1,5, mais comme nous avons une productivité en moyenne depuis plusieurs années qui est de 1,6, cela signifie 0,1 de destruction d'emplois, par principe. Si nous arrivons par miracle, à la fin de l'année, à un

renversement de la courbe du chômage, ce sera parce que l'on aura trafiqué les statistiques, ou on les aura dégonflées par certaines mesures adéquates.

Il y a une tension pour les collectivités locales : il faut absolument le reconnaître. Cette tension est accrue par le fait que les politiques poursuivies depuis 2008, sous des formes très différentes, sont des politiques de restriction économique, et par là même amplifient les effets récessifs. Dans cette politique, il y a quand même une ponction sur les collectivités locales et pas que sur les collectivités locales. Je viens d'apprendre que les agences de l'eau étaient ponctionnées de 350 millions d'euros, alors que la loi dit que l'eau finance l'eau et que l'Etat n'a pas à prendre cet argent pour se faire les poches avec. On n'a pas le droit de le faire comme on n'a pas le droit d'utiliser le budget de l'eau pour autre chose que de l'eau. Là, la ponction sur les collectivités locales est de 11 milliards d'euros. C'est considérable.

De son côté, le Gouvernement annonce une baisse de l'impôt sur le revenu – qui est peut-être le moins injuste de tous les impôts – de 23 milliards d'euros. Naturellement, il le fait payer aux collectivités locales en diminuant leurs dotations. C'est très facile : en diminuant ses ressources, il diminue les dotations aux collectivités locales. Nous sommes pris par cette contrainte.

Dans ce cadre-là, si nous ne voulons pas toucher à la pression fiscale d'une manière trop importante, nous sommes confrontés à la diminution des dépenses. C'est là qu'il faut avoir un critère que, je pense, nous avons eu déjà dans les discussions entre nous. Si nous sommes amenés à réduire certaines dépenses, cela ne doit pas se faire en diminuant le niveau et la qualité du service public rendu à la population. C'est le critère fondamental qui doit nous permettre de regarder de très près chacune de ces dépenses. Cela me permet d'aborder un point important.

A partir de là, je voudrais saluer – cela fera la transition avec le point suivant – le fait que nous ayons dans ce contexte continué à augmenter les investissements de 17 % concernant le budget d'ensemble de la Métropole. Ces investissements sont importants. Je vous signale que si vous faites la moyenne des collectivités locales en France, elles envisagent de diminuer les investissements. Si vous n'arrivez pas à suffisamment diminuer vos dépenses, vous faites diminuer votre autofinancement et vous augmentez votre endettement, c'est mécanique. Nous arrivons, en ayant une situation d'endettement saine, à augmenter les investissements.

Cela me paraît extrêmement important, pour une raison tout à fait simple. Nous avons eu l'occasion de travailler pour réfléchir au développement économique de notre territoire. Si vous prenez une Ville comme Toulouse ou une Ville comme Grenoble, 70 % des emplois privés dépendent de commandes privées et 30 % dépendent de la commande publique. Pour un territoire comme Montpellier, c'est l'inverse : 70 % des emplois privés dépendent de la commande publique. Si sur notre territoire nous décidions de diminuer la commande publique d'investissement, cela aurait un effet sur l'emploi, d'une manière directe. Dans tout le secteur du bâtiment et des travaux publics en Languedoc-Roussillon, l'emploi a reculé de 25 % l'année dernière. Ces gens, vous les retrouvez sur vos territoires avec les difficultés que nous savons. Il faut donc absolument maintenir un niveau élevé d'investissement. C'est pour le budget général.

Pour ce qui est du budget de l'eau et de l'assainissement, je pense qu'il faudra que nous réfléchissions à une présentation commune à partir de l'année prochaine – comme c'est l'année de mise en œuvre cette année, nous ne pouvons pas le faire –, à l'occasion de la présentation du budget de la Métropole. Il faudrait présenter en même temps sous forme d'information le budget de la régie de l'eau : il faut que nous nous habituions sur ce territoire à fonctionner avec des régies. Celle-ci a une personnalité morale propre et donc a son propre budget sous la responsabilité de la Métropole qui est l'autorité organisatrice de la régie.

Il serait bien de faire cette information, nous la ferons à mon avis à partir de l'année prochaine, une fois que nous aurons eu une année normale de fonctionnement de la régie. Si nous regardons le total eau et assainissement, nous nous retrouvons avec un investissement dans l'assainissement qui tourne à 18 millions

d'euros, et pour ce qui concerne l'eau un investissement qui passe de 3 à 9 millions d'euros. Je confirme à Monsieur Raymond, qui malheureusement n'appartient pas au territoire de la régie, que nous devrions cumuler ces investissements avec ceux de Garrigues Campagne et du syndicat Bas Languedoc. Les investissements ne sont pas négligeables dans ces deux domaines, ils sont très importants. Si nous cumulons les investissements de ces deux syndicats et celui de la régie, nous verrons que nous sommes l'un des territoires de l'ensemble du bassin Rhône Méditerranée qui investit le plus dans l'eau. Il faudra faire cette présentation commune puisque nous avons cette particularité territoriale.

Au niveau de l'eau, l'investissement est monté jusqu'à 9 millions d'euros ; à partir de l'année prochaine, il sera sur une base de 11 millions d'euros. Cela nous fait un total relativement important de plus de 25 millions d'euros d'investissement dans ce secteur qui, je vous le rappelle, mobilise beaucoup d'entreprises locales, d'emploi local. Nous faisons appel très peu à des majors parce qu'il n'y a pas que les majors. Par exemple, les investissements de voirie sont souvent pris en main par les majors ; dès lors, l'emploi n'est pas dominant de manière locale. Il faut bien que nous réfléchissions à ces effets de nos investissements sur l'armature locale de l'emploi sur notre territoire. Je crois que nous portons une responsabilité collective et qu'il faut travailler cela dans le détail.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Revol. Simplement sur votre dernier point, une petite réflexion. C'est pour cela que j'ai modifié le septième pilier de la Métropole, commerce et artisanat : c'est dans ces catégories qu'il y a le plus de petites et moyennes entreprises dans notre secteur, qui concourent à ce tissu économique dont vous parliez, sur lequel nous devons veiller par l'investissement.

Intervenant suivant, Monsieur Rouilleault.

### **Henri ROUILLEAULT**

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, je voudrais juste, très rapidement, intervenir sur la dimension transport du budget qui est évidemment une dimension capitale. Avec 4 000 habitants supplémentaires dans la Métropole tous les ans, la question de l'investissement transport est une question tout à fait capitale. Il y a un aspect très sympathique dans le budget transport de cette année : le bouclage de la ligne 4 qui s'opère. Evidemment, il ne concerne pas que le centre de Montpellier, mais c'est un élément tout à fait substantiel de la future ligne 5. C'est une incitation forte à voter.

Je voudrais simplement préciser qu'il me semble qu'avec ce budget, il faut bien s'assurer qu'il y ait les moyens de financer les études complémentaires sur deux points essentiels qui sont pour la future ligne 5 la question du trajet – nous savons bien que la question du trajet a poussé à de nombreux débats, il faut que ce soit soldé –, et la question du partage entre bus en site propre et tramway. Il faut que ces deux questions-là soient réglées en 2016, avec la troisième qui est l'écofinancement. Nous ne pouvons pas, vis-à-vis de nos concitoyens, dire : « *Attendons 2020.* » Il faut que là-dessus les choses avancent.

### **Monsieur le Président**

Je vois que vous prenez la rhétorique classique, je vais y répondre de façon classique. Je veux bien avancer ce que vous voulez, mais j'écoute les citoyens. Avant-hier, en réunion publique, une dame m'a dit : « *Monsieur le Maire, pourquoi la ligne 5 ne desservait-elle pas la Gaillarde et l'agro ?* » Je lui ai dit : « *Madame, c'était une possibilité qu'avaient émis les commissaires enquêteurs, qui était dans l'enquête publique et qui n'a pas été retenue.* » Un autre avant m'a dit : « *Monsieur le Maire, pourquoi la ligne 5 ne desservait-elle pas les quartiers populaires sur la route de Lavérune ?* » Je lui ai dit : « *Parce que des options avaient été choisies, qui étaient différentes.* »



A la fin de l'année, nous allons rentamer le dossier ligne 5. D'abord, je souhaite que nous nous mettions d'accord sur les trajets ; deuxièmement sur les moyens ; et troisièmement sur les financements. Lorsque je vous dis cela, je ne fais ni plus ni moins que de traduire avec mes mots les trois préconisations qu'ont indiquées dans le dossier d'enquête publique les commissaires enquêteurs. Je ne fais pas plus.

Sur la première partie de votre propos, oui, la ligne 4 est un élément de la ligne 5, c'est pour cela que les DUP sont accolées. Mais dans le dossier d'enquête publique, les commissaires enquêteurs préconisaient de terminer d'abord le bouclage pour potentialiser l'ensemble du réseau. Nous avons fait ce qu'il nous paraissait bon de faire, sans augmenter les impôts.

Ensuite, nous avons proposé d'avoir un trajet différent sur le parc Montcalm, là aussi il faut en rediscuter avec les habitants. Cela veut dire qu'il faut réinstaller un dialogue citoyen. Ce dialogue, nous le commencerons à la fin de l'année. Cela va déboucher sur un nouveau dossier d'enquête publique, ce qui est normal. Le CPER est important, et les relations avec les collectivités que sont l'Etat et le Département sont importantes aussi, car je demanderai aux collectivités de se prononcer et de flécher des crédits, c'est-à-dire des pourcentages de participation. Il est normal, quand on fait un budget prévisionnel, de savoir combien les gens apportent au pot commun. C'est de la comptabilité de base. Je retrouve ma profession libérale qui faisait lui-même sa petite comptabilité, mais je n'ai pas les mains trouées, et je n'ai pas de compte au Panama. Monsieur Moure.

### **Jean-Pierre MOURE**

Monsieur le Président, chers collègues, mon intervention, plus ou moins, est liée au point qui vient d'être évoqué. Concernant le budget dans son ensemble, pas de problème majeur me concernant. Je ne reviens pas sur les éléments de contrainte dans laquelle les collectivités sont amenées à faire leurs prévisions, ni sur la caractéristique locale avec le développement démographique, ni sur tous les points sur lesquels on a donné des réponses d'intérêt général. Globalement, ce budget consolidé fait 905 millions, les grands équilibres sont là et je voterai ce budget.

Le point que je voulais évoquer a été esquissé, vous avez en partie répondu, c'est celui qui se rapporte au transport et à l'aménagement des territoires. Le point que j'évoque se situe en termes d'interrogation pour l'avenir, et d'anticipation. Quand on réalise une mesure de petit équipement, on peut l'inscrire de manière très rapide en fin d'année, dans les deux ou trois mois. Là nous parlons de choses qui demandent du temps. Entre le moment où l'on esquisse et celui où l'on détermine la réalité d'un vrai projet d'intérêt général sur l'aménagement du territoire, il se passe au moins quatre à six ans avant que l'on puisse le traduire sur le terrain et que l'on puisse le traduire avec d'autres collectivités.

En ce sens, je voudrais m'assurer que nous n'accélérons pas une forme d'impasse sur l'Ouest de l'Agglomération de Montpellier. Je ramènerai les quatre points, que je vais évoquer très rapidement, au cinquième que vous avez évoqué en début de séance : celui du lycée. Le premier point est que je ne vois pas dans ce budget – et je ne pense pas que le futur CPER le prévoie dans le détail – l'acquisition foncière qui concernait l'extension de la ligne 2 entre Saint Jean de Védas et l'Ouest, futur axe intéressant en termes de site propre. L'ancienne voie ferrée ne gêne pas, elle permet tout simplement de développer les transports en commun sous une forme à définir – tramway, tram-train, peu importe –, mais c'est un sujet d'intérêt général. En bout, à l'Ouest de cette extension, nous sommes voisins de l'étang de Thau, qui lui-même peut être concerné par cela. Je ne le vois pas dans ce budget. Je le cite dans la mesure où, si nous ne le prévoyons pas, nous prenons encore un an dans la vue, et ainsi de suite.

### **Monsieur le Président**

Je vous réponds juste là-dessus. 8 millions d'euros sont mentionnés au CPER sur l'étoile ferroviaire, notamment les réserves foncières sur la ligne 2.

**Jean-Pierre MOURE**

Le deuxième point est celui qui concerne le contournement Ouest.

**Monsieur le Président**

Pareil.

**Jean-Pierre MOURE**

Pareil, mais depuis deux ans nous étions d'accord. Il y avait un cofinancement des quatre collectivités : l'Etat, la Région, l'Agglo devenue Métropole, et le Département. Il est important.

**Monsieur le Président**

Pardon. Allez-y.

**Jean-Pierre MOURE**

Il est important. Je pense que vous allez me dire que l'on a prévu de faire Genevoux et Saint Jean de Védas, mais c'est prévu, c'était le premier financement du Département au titre du contournement Ouest.

Le troisième élément est la ligne 5. Je parle de la partie Ouest de la ligne 5, qui me paraît aussi tout à fait déterminante.

Enfin, il y a le LICOM : c'est une responsabilité départementale mais je crois savoir que vous avez des discussions avec le Département. Il est urgentissime de le remettre au goût du jour. Il était techniquement en place entre la 113, Fabrègues et Pignan. Pour différentes raisons qui lui sont propres, la commune de Saint-Georges a stoppé le bouclage avec le secteur de Juvignac, mais il faudra trouver une solution. Tout cela est intéressant à analyser pour le moyen-long terme. Quand on ajoute et quand on intègre les développements de populations sur nos secteurs – l'idée qui a été émise me paraît tout à fait justifiée, de le positionner à l'Ouest –, il me paraît tout à fait rationnel de positionner le lycée, sans rentrer dans la concurrence entre communes qui pourraient être intéressées, à l'endroit optimal par rapport aux transports en commun que je viens d'indiquer. C'est de la politique publique d'avenir d'intérêt général. Je ne la vois pas dans le budget. Je ne fais pas de critique par rapport au fait que nous n'avons pas intégré la ligne 5 ou le contournement Ouest puisque cela fait partie du CPER, mais nous ne saurions attendre trop longtemps et continuer à différer, année après année, ce genre de dossier. L'Ouest deviendrait vite le parent pauvre.

**Monsieur le Président**

Je partage totalement ce que vous venez de dire. Je n'ai rien à ajouter, je fais un copier-coller que je cautionne. Je vous explique seulement où en sont les discussions. Là, nous sommes sur un domaine départemental. Vous savez que le LICOM, c'est le Département qui le conduit. Pour le contournement Ouest, nous sommes quatre collectivités associées, c'est mentionné dans le CPER. Nous avons rassemblé l'ensemble des Maires de l'Ouest de la Métropole et nous avons décidé ensemble que nous allions commencer le rond-point Genevoux. Il contiendra des ouvrages d'art prévus au départ pour anticiper un futur passage d'une ligne ou d'un transport en site propre par en dessous, en laissant la circulation s'évacuer par-dessus. Ensuite, tout cela sera intégré dans la discussion générale que nous avons avec le Département quant au transfert des compétences voirie au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

## **Jean-Pierre MOURE**

Juste un mot. Mon propos n'est pas du tout polémique. J'entends vos réponses, Monsieur le Président, je les partage. Mais je voudrais quand même enlever un peu de l'illusion qu'il pourrait y avoir à dire que nous allons remplacer ce qu'il y a de plus coûteux, en l'occurrence le tram – à certains endroits je parle – par le bus à haut niveau de service. Attention à deux règles fondamentales. Le bus à haut niveau de service, dans la configuration des voies du secteur que j'évoque, n'est pas du tout en situation de bien fonctionner. Nous avons déjà des voies relativement réduites, ce n'est pas possible.

Ensuite, un point est important aussi dans le développement des transports collectifs, c'est la fonctionnalité que nous offrons ou non aux usagers. La rupture de charge, descendre d'un moyen de transport pour monter dans un autre et en prendre un troisième, cela ne marche pas. Nous ne pouvons pas considérer que nous faisons du BHNS à un endroit, que nous reprenons par du tram, par du bus ou autre. Il faut aller à l'essentiel, et l'Ouest mérite cet essentiel.

## **Monsieur le Président**

Ne vous inquiétez pas, je suis tout sauf fou sur le tram, puisque j'ai participé à la création de la première, de la deuxième avec Georges Frêche, de la troisième avec vous, Monsieur Moure, et de la quatrième ligne que nous allons mettre en place. Je suis tout sauf fou. Je souhaite simplement que, lorsque nous allons rediscuter le trajet, l'impact, le financement, nous ayons le maximum de cohérence dans la conception de ce dossier qui doit être très largement concerté et très largement partagé par les collectivités.

Je sais faire la différence entre le site propre et le tram. Le site propre aujourd'hui, c'est bien sur certains lieux, cela ne peut pas remplacer le tram. Mais cela peut être un complément bus sur certaines arrivées de lignes, sur certains tronçons que nous pouvons modifier. Avec Madame Gianiel et Monsieur El Kandoussi, nous avons parfaitement compris les problèmes. D'ailleurs, avec Monsieur Frizot et le prochain Directeur de la TaM, Monsieur Egoumenides, qui travaillait dans ce domaine à la Ville de Grenoble, qui a eu en charge le positionnement du réseau de bus, nous souhaitons concevoir une vraie modification du plan de circulation sur tout l'Ouest. Nous y intégrons le tram, en grande urgence le contournement Ouest de la Métropole, et également le LICOM. Cela dépend des relations avec le Département et des discussions que nous avons avec lui.

Avec Madame Illaire, Maire de Cournonsec, nous avons évoqué le prolongement de la ligne 2 sur la ligne de la voie ferrée et nous l'avons intégré dans le CPER. C'est pour cela que le CPER, je veux le signer maintenant, en urgence. Il est prêt. Vous l'avez eu, vous avez tout eu, tout est prêt, tout est fléché chez nous. J'attends avec impatience le retour de l'Etat et de la Région. Je souhaite que Monsieur Mailhos, Préfet de Région, que j'ai appelé avant-hier à Paris, fasse son travail de Préfet, c'est-à-dire mette en œuvre tous les moyens susceptibles de favoriser au plus vite notre signature commune. Je remets le sort de ce dossier entre les mains du Préfet de Région.

Monsieur Larue.

## **Alex LARUE**

Monsieur le Président, deux questions. Une question purement technique pour Monsieur Lévitte et une question politique pour vous. Sur la question technique, a-t-il été envisagé d'introduire un contentieux contre l'Etat, s'agissant de la récupération des prélèvements sur la TASCOT ? Je sais que beaucoup d'EPCI les ont introduits. Le TA de Grenoble a condamné l'Etat à un remboursement il n'y a pas longtemps. C'est une bonne chose.

Question plus politique pour vous, Monsieur Saurel.

**Monsieur le Président**

Nous ne pouvons pas vous prendre comme avocat, vous êtes élu.

**Alex LARUE**

Je ne fais pas de droit public. Je n'ai pas de souci. Comme Monsieur Revol m'a dit que j'allais perdre mon recours, je serais un mauvais avocat en droit public.

Deuxième sujet, sujet plus politique, vous parlez beaucoup de la Région, vous parlez peu de vos relations avec le Département. Où en êtes-vous de vos discussions ?

**Monsieur le Président**

Excellentes, Monsieur Larue.

**Alex LARUE**

Très bien. Où en sommes-nous, alors ?

**Monsieur le Président**

Nous nous sommes rencontrés avec grande courtoisie.

**Alex LARUE**

D'accord, c'est merveilleux.

**Monsieur le Président**

Nous avons travaillé, défendu nos collectivités, nos dossiers, et nous avons convenu de nous revoir le 29.

**Alex LARUE**

En pratique, qu'est-ce que cela donne ?

**Monsieur le Président**

S'il y a un accord, nous nous entendrons. S'il n'y a pas d'accord, nous ne nous entendrons pas. C'est simple.

**Alex LARUE**

S'il n'y a pas d'accord, nous allons récupérer l'ensemble des compétences ? Comment allons-nous les financer ?

**Monsieur le Président**

Nous n'en sommes pas là, nous verrons cela le 29.

**Alex LARUE**

Pour le coup, dans mon boulot d'avocat d'affaires, je fais un peu de stratégie, j'anticipe aussi les issues des négociations. J'aimerais savoir quel est votre plan B si jamais cette négociation devait échouer, notamment d'un point de vue purement budgétaire.

**Monsieur le Président**

Qu'appellez-vous échouer ?

**Alex LARUE**

Excusez-moi, je finis. Quand vous évoquez votre volonté de récupérer la culture – et vous savez que je suis sensible à cette question, j'y suis très favorable –, Monsieur Mesquida vous répond que ce n'est pas seulement la culture, c'est un package. Si nous devons récupérer le package, comment faisons-nous, sachant que beaucoup des Maires qui sont ici ont des problèmes au niveau local dans leur commune pour maîtriser leur opposition ? Je pense que si nous devons récupérer ces compétences, nous ne pourrions pas tenir cet engagement de ne pas augmenter les impôts, ce qui créerait un vrai problème politique pour vous mais aussi pour les Maires des communes. Donc je vous demande quel est votre plan B, si jamais votre négociation avec Monsieur Mesquida devait capoter. C'est tout.

**Monsieur le Président**

J'applique la loi NOTRe...

**Alex LARUE**

Vous récupérez... ?

**Monsieur le Président**

... que Monsieur Mesquida a votée en tant que Député.

**Alex LARUE**

J'entends. Mais comment fait-on, d'un point de vue budgétaire ?

**Monsieur le Président**

Attendez : il y a des lois dans ce pays, il faut respecter les lois.

**Alex LARUE**

Ce n'est pas à moi que vous allez...

**Monsieur le Président**

Moi, je respecte la loi. Il y a une loi, les Députés l'ont votée, le Gouvernement l'a validée, la majorité s'est exprimée, majorité qui a été suivie par d'autres groupes politiques que la majorité au Gouvernement. La loi NOTRe dit que s'il y a un désaccord, l'ensemble des compétences du Département revient à la Métropole. Je rappelle que dans ce cadre-là, le transfert doit s'opérer avec une grande continuité dans l'évaluation des

financements. C'est la raison pour laquelle nous avons voté tout à l'heure des délégués pour la Commission des transferts de charges.

**Alex LARUE**

D'accord.

**Monsieur le Président**

C'est décrit et dépeint par la loi NOTRe. La loi NOTRe, c'est ma bible. Que voulez-vous que je vous dise ?

**Alex LARUE**

J'entends.

**Monsieur le Président**

Pardon : c'est ma bible, c'est mon coran, c'est ma torah, c'est mon livre de référence, la loi NOTRe. Monsieur Rouilleault en parlait tout à l'heure, et comme il parlait de la loi NOTRe, je lui ai donné raison.

**Alex LARUE**

Vous délayez, Monsieur le Président. J'entends de ce que vous dites que vous n'avez aucun stress particulier sur notre capacité.

**Monsieur le Président**

Zéro stress.

**Alex LARUE**

Zéro stress là-dessus, nous verrons l'année prochaine.

**Monsieur le Président**

Zéro pesticide, zéro stress.

**Alex LARUE**

Monsieur le Président, soyez sérieux trente secondes. C'est important, comme sujet.

**Monsieur le Président**

J'applique les lois, Monsieur Larue.

**Alex LARUE**

Moi aussi, j'applique les lois. Ce n'est pas moi qui l'ai faite, la loi. Je ne suis pas Député, ils n'ont pas voulu me donner l'investiture.

**Alex LARUE**

Vous avez eu mieux, c'est bien.

**Monsieur le Président**

On ne m'a pas donné l'investiture, je ne suis pas Député, et les Députés ont tous voté la loi NOTRe. Que l'on ne me reproche pas de l'appliquer.

**Alex LARUE**

Monsieur le Président, je ne vous reproche pas d'appliquer la loi : je vous demande quel est votre plan B au cas où nous devrions récupérer cela, au niveau budgétaire.

**Monsieur le Président**

Je n'ai que des plans A, je n'ai pas de plan B.

**Alex LARUE**

Ne me faites pas croire que vous allez monter à la négo là-dessus sans un plan B. Ce n'est pas possible. Ce ne serait pas responsable.

**Monsieur le Président**

Je n'ai que des plans A. La loi NOTRe permet l'évaluation des transferts et la continuité, la neutralité budgétaire. Cela s'appelle la neutralité budgétaire.

**Alex LARUE**

Je le note. C'est l'aspect financier. Et l'aspect politique ? Etes-vous confiant sur notre capacité à trouver un accord ou pensez-vous que nous allons droit dans le mur ?

**Monsieur le Président**

Je fais confiance aux Députés de la République.

**Alex LARUE**

Arrêtez avec cela.

**Monsieur le Président**

Que voulez-vous que je vous dise ? Je ne peux pas vous dire autre chose. C'est la vérité. Je fais confiance aux Députés.

**Alex LARUE**

Nous verrons.

## **Monsieur le Président**

Monsieur Lévit ? Madame Cassar, excusez-moi, Madame Cassar a demandé la parole.

## **Michelle CASSAR**

Je voudrais simplement dire toute ma satisfaction à Jean-Pierre Moure de voir qu'il s'inquiète enfin des transports à l'Ouest de Montpellier. Il est vrai que début janvier, il y a eu une réunion à Pignan du Collectif 5, lors de laquelle Monsieur Moure, vous avez dit que si le projet de la ligne 5 était mis de côté, c'était parce que c'était votre projet, que la présidence avait changé, et que les crédits pour sa réalisation étaient bien inscrits au budget. Si c'est le cas, j'aimerais voir et que vous nous montriez où sont inscrits ces crédits.

Enfin, en ce qui concerne le LICOM, Monsieur Moure, cela fait 18 ans que l'on parle de la Liaison intercommunale de l'Ouest montpellierain. Sur cette LICOM, les communes de Fabrègues, de Saussan, de Pignan, avaient déjà délibéré favorablement, il ne restait que Saint-Georges. Mais vous avez été Conseiller général me semble-t-il pendant 18 ans et qu'avez-vous fait pour la LICOM ? Rien. Maintenant que vous n'avez plus le pouvoir, vous vous inquiétez du transport à l'Ouest de Montpellier. Je vous remercie quand même.

## **Monsieur le Président**

C'est *Règlements de comptes à l'ouest du Pecos*. Je donne la parole à Monsieur Moure parce qu'il a été mis en cause, et ensuite Max Lévit.

## **Jean-Pierre MOURE**

Je laisserai à Madame Cassar le soin de ses propos.

## **Monsieur le Président**

Monsieur Lévit.

## **Max LEVITA**

Pour répondre à Monsieur Larue, les transferts se font selon le principe de la neutralité budgétaire – c'est comme cela que nous avons fonctionné en tout cas à la création de la Métropole. A ma connaissance, aucune commune n'a protesté. Seule la Métropole aurait pu protester mais elle ne l'a pas fait.

Mes chers collègues, aucun point que vous avez soulevé ne met en cause le budget, donc j'enregistre votre satisfaction. Simplement, la discussion porte sur un point sur lequel je vous demande de réfléchir. Mon collègue René Revol l'a dit : nous sommes dans une situation contrainte. Le problème est de savoir combien va durer cette situation. Un certain nombre d'entre vous – j'oserai dire la majorité – pensent que c'est un mauvais moment à passer, qu'ensuite la croissance va revenir, et à nous les petites Anglaises. Je ne partage pas ce point de vue. Je n'en suis pas persuadé du tout. Je ne fais pas la prévision que la situation va empirer, je dis simplement qu'elle peut empirer, au mieux se maintenir.

Il faut au Président des gens très optimistes et des gens qui ralentissent un peu. Je vous demande d'y réfléchir parce que nous sommes tous prêts – je parle surtout pour ceux qui ont les cheveux blancs – à espérer que nous reviendrons à la période que nous avons connue. En êtes-vous sûrs, mes chers collègues ? Réfléchissez-y. Je pense que nous sommes entrés dans une nouvelle ère dans laquelle notre rôle sera, pour des raisons de contraintes, largement différent de celui qu'il a été. Mais ce n'est pas une prévision. Je ne lis pas dans le marc de café, malheureusement d'ailleurs.



## **Monsieur le Président**

Je voudrais vous dire quelques mots seulement avant de passer au vote. Ce budget n'est pas un piège. C'est un budget responsable, qui présente une maîtrise des finances de la Métropole, qui tient compte, par des investissements soutenus, de la nécessaire demande des entreprises locales qui vivent en grande partie de la commande publique. C'est un budget citoyen parce qu'il traite de la proximité, un budget qui souligne la spécificité de la Métropole, notamment en termes de culture, de sport et de nouvelles technologies. Ainsi, c'est l'occasion pour moi de remercier grandement Max Lévit, et avec lui tous les services de la Métropole sous les services de Monsieur Fina. Ce que nous faisons là est unique en France à cette heure.

Chers collègues, qui est contre ? Qui s'abstient ? Six abstentions. Le budget 2016 de la Métropole est adopté à l'unanimité des exprimés.

## **AFFAIRE N° 7 : FINANCES – TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2016 – ADOPTION**

### **Monsieur le Président**

Nous passons à l'affaire 7 : taux d'imposition des taxes directes locales pour 2016, Monsieur Lévit.

### **Max LEVITA**

Ainsi que vous l'avez sur le rapport, nous vous avons indiqué les bases nettes telles qu'elles nous ont été notifiées par la Direction départementale des finances publiques. Je vous propose, mes chers collègues, une évolution de 0 %, conformément à nos engagements de stabilité de la fiscalité, à savoir 36,58 % pour la cotisation foncière des entreprises, 12,08 % pour la taxe d'habitation, 0,61 % pour la taxe sur le foncier bâti et 5,69 pour le foncier non bâti. Vous avez sur le rapport les bases, donc, en multipliant ces bases par le taux, le produit attendu.

### **Monsieur le Président**

Qui demande des explications à Max Lévit ? Allez-y, Madame Brissaud. Donnez le micro à Madame Brissaud.

### **Anne BRISSAUD**

Je voulais intervenir sur le taux surtout de la CFE, cotisation foncière des entreprises, parce qu'il est toujours parmi les plus élevés de France. Nous n'augmentons pas les taux cette année encore une fois, et ce n'est déjà pas mal, mais nous aurions pu aussi tenter de les baisser. La pression fiscale est toujours très importante. L'année dernière, nous étions à 80,5 millions d'euros de produit d'imposition pour la taxe d'habitation par exemple. Nous avons prélevé 700 000 euros de plus cette année. Nous n'augmentons pas les taux, mais nous voyons que la pression fiscale reste importante. Nous prélevons toujours plus et nous pourrions faire l'effort de baisser les impôts plutôt que de les laisser constants, sachant qu'en plus nous sommes toujours parmi les villes les plus imposées de France. C'est une remarque ; je m'abstiendrai sur ce point.

### **Monsieur le Président**

Très bien. Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adoptée à l'unanimité des exprimés.

## **AFFAIRE N° 8 : FINANCES – TAUX D'IMPOSITION DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) POUR 2016 – ADOPTION**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante : taux d'imposition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour 2016.

**Max LEVITA**

Mes chers collègues, je vous propose de façon identique de maintenir le taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères à 11,25 %. Ainsi, les bases notifiées s'élevant à 598 885 000, le produit attendu à taux constant s'élèvera à 67 374 664 euros.

**Monsieur le Président**

Qui demande la parole ? Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Sur ce point, j'aurais voulu pouvoir interroger les Maires, au moins pour voir s'ils étaient contents du résultat du prélèvement des ordures. A Montpellier, vous le savez, nous rencontrons quelques soucis dans la mise en place des nouveaux plannings. Je constate que, malgré le fait de rester à taux constant, mine de rien on prélève toujours plus d'année en année – ne serait-ce que parce que le nombre d'habitants augmente, je ne dis pas le contraire. Il y a toujours des explications au fait que l'on prend de plus en plus d'argent à nos administrés. Mais le résultat n'est pas forcément meilleur et le traitement des déchets, en tout cas la levée des ordures ménagères, n'est pas plus efficace aujourd'hui que l'année dernière et que les années précédentes. Je voulais savoir si les Maires, eux, étaient contents dans leur commune du passage en Métropole et des effets sur la levée des ordures. Si c'est le cas, je voterai avec eux.

**Monsieur le Président**

Voulez-vous que nous interroguions chacun des Maires ?

**Anne BRISSAUD**

Ceux qui souhaitent s'exprimer – je n'oblige personne, évidemment.

**Max LEVITA**

Nous allons voir comment ils votent.

**Monsieur le Président**

Il va falloir installer un petit confessionnal à côté pour que vous puissiez les recevoir un par un.

**Anne BRISSAUD**

Nous verrons avec leurs votes, ce n'est pas un problème.

## **Monsieur le Président**

Monsieur Meunier, faites une réponse globale au nom des Maires.

### **Cyril MEUNIER**

La réponse globale est facile à faire. Nous avons passé trois mois difficiles car nous avons changé sur la Métropole, sur les zones exclusivement pavillonnaires, le nombre de ramassages de la poubelle grise. Cela a posé nombre de problèmes. Je remercie les Maires qui ont eu les nerfs pour résister aux mécontentements généraux. Cela étant, aujourd'hui Madame Brissaud, il n'y a pas que les Maires. Nous ne sommes pas là seulement pour satisfaire les Maires, nous ne sommes même pas là du tout pour satisfaire les Maires, nous sommes là pour satisfaire les citoyens. Aujourd'hui, nous avons un taux de réclamation identique à ce que nous avions avant le changement de la collecte.

Ensuite, il n'y a pas que la collecte dans la TEOM. On fait tout dans la TEOM, y compris l'amélioration du traitement. Or, nous l'avons dit tout à l'heure : nous avons des améliorations de traitement – nous en avons parlé lorsque vous m'avez interrogé sur Amétyst –, et nous avons surtout l'agrandissement de Demeter, tout à l'heure je n'en ai pas parlé donc j'en profite. Demeter est l'usine de tri de ce qui vient par la poubelle jaune. Nous allons l'agrandir, la moderniser et avoir d'autres partenaires qui aujourd'hui ne viennent pas car nous ne sommes pas en mesure de leur garantir un certain tonnage qui justifie l'économie de leur système. Ils vont venir et nous permettre de valoriser les plastiques mous, les barquettes, tout ce que nous jetons de façon inconsiderée.

Toutes ces améliorations coûtent de l'argent. L'économie que nous avons faite sur la collecte – et encore une fois ce n'est pas une économie monstrueuse –, nous la réinvestissons dans une démarche beaucoup plus vertueuse en matière de traitement et de revalorisation des déchets. D'ailleurs, dans le dernier journal de la Métropole, vous avez une vision à peu près globale de toutes les actions que nous lançons et que nous opérons aujourd'hui en matière de gestion et de traitement des ordures ménagères et de revalorisation.

Oui, cela coûte de l'argent, mais il est de notre charge, aujourd'hui comme tout le temps, de prouver à nos concitoyens que par l'engagement public et pour eux – l'effort que nous leur demandons est de payer une TEOM –, nous allons vers le développement durable, vers l'écoresponsabilité. C'est de notre responsabilité. Cela fait souvent râler. Quand on met des contraintes aux personnes évidemment, ce n'est pas simple, il vaut mieux laisser la chienlit régner et personne ne viendra vous critiquer. Quand on entre dans une démarche contraignante, on a des râleries. Je remercie les Maires parce qu'en trois mois nous avons changé les modes de collecte des ordures ménagères sur 500 000 habitants plus les entreprises. Nous avons réussi cela en trois mois malgré quelques râleries, quelques inconvénients, quelques Maires qui m'ont appelé jusqu'à des heures impossibles pour se plaindre des choix que nous avons faits.

Maintenant ils ne m'appellent plus, c'est que cela va bien. Ma réponse est simple. Madame Brissaud, je ne suis plus appelé entre 7 heures et 11 heures sur mon téléphone portable par mes copains Maires, donc c'est qu'ils vont bien. Généralement, quand ils ne vont pas, ne vous inquiétez pas, ils connaissent mon numéro de téléphone. Merci.

## **Monsieur le Président**

C'est vous qui avez posé la question. Vous ne pouvez pas répondre !

**Anne BRISSAUD**

Quand même. Si je m'adresse aux Maires, c'est parce que pour moi ils sont les représentants légitimes de leur population, évidemment. Je ne m'adresse pas aux Maires en tant que personnes, je m'adresse aux Maires en tant qu'élus, Monsieur Meunier.

**Monsieur le Président**

J'entends bien, mais cela, on ne me l'avait jamais fait.

**Cyril MEUNIER**

J'avais compris, Madame Brissaud : c'est pour cela que je vous ai répondu en satisfaction des citoyens. Après, vous vous inquiétez des Maires, mais je vous assure : étant donné que cela va faire à peu près un mois que je n'en ai pas eu un au téléphone entre 7 heures et 11 heures du soir, c'est qu'ils vont mieux.

**Monsieur le Président**

Monsieur Raymond, un autre Maire.

**Joël RAYMOND**

Oui, un petit Maire, d'une petite commune.

**Monsieur le Président**

Il n'y a pas de petits Maires, Monsieur Raymond. Il y a des Maires tout court, les piliers de la République.

**Joël RAYMOND**

Monsieur le Président, malgré les couacs de démarrage du ramassage des ordures ménagères, aujourd'hui tout se passe bien. Merci Cyril, en tout cas pour toute l'attention que tu as portée, chaque fois que nous te demandions des informations, des renseignements, et pour faire bouger les choses. Concernant la taxe, il n'y a pas de problème, je la voterai.

En revanche, j'aimerais porter à votre connaissance, Monsieur le Président, le dernier rapport du Conseil général du développement durable de mars 2016, le numéro 140. Celui-ci mentionne la tarification incitative de la gestion des ordures ménagères. Ce rapport est très intéressant pourquoi ? Parce que sur notre grand territoire de la Métropole, nous savons tous, Cyril en a parlé tout à l'heure, que nous avons des problèmes pour le tri et pour *in fine* valoriser les différents tris, objets et poubelles triées.

Cette tarification incitative mentionne bien que nous arrivons à améliorer le tri et à réduire drastiquement, significativement le volume des déchets de la poubelle grise. C'est en gros un tiers de ces volumes-là. Je pense qu'avec les services, nous devrions travailler sur un grand programme, pas pour mettre en place cette tarification mais pour l'étudier afin de savoir s'il n'y a pas un intérêt dans la gestion des déchets sur le territoire. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Raymond. Je ne suis pas contre le fait que nous l'étudiions. Monsieur Meunier ?

## **Cyril MEUNIER**

Nous ne sommes pas contre, nous étudions tous les systèmes, Joël. La seule chose : nous nous sommes rendu compte que cela peut fonctionner sur une certaine partie de notre territoire de la Métropole, mais sur la totalité du territoire de la Métropole cela risque d'être compliqué. Tous ceux qui ont fait de l'incitation l'ont fait sur des territoires plutôt ruraux et plutôt petits. Sur des grandes agglomérations comme les nôtres, c'est très compliqué.

En plus, ne nous mentons pas : si nous passons à ce système, c'est un budget d'investissement très lourd puisqu'il faut avoir des équipements – parlons peu mais parlons bien : des poubelles avec des verrous. Cela fait refaire tout le parc de poubelles et les méthodes de gestion de la collecte. J'ai lu le rapport, il est vrai que cela améliore le tri, tu as raison, mais cela crée d'autres problèmes dont on ne parle jamais dans ce style de rapport : les problèmes de voisinage, les problèmes de conflits, et un coût de gestion des dégradations colossal.

Nous ne sommes contre rien du tout, si vous avez des idées nous les prenons car nous ne sommes pas plus malins que les autres, nous écoutons et regardons ce qui se fait ailleurs. Aujourd'hui nous avons joué le jeu de réduire le ramassage des poubelles grises, nous jouons le jeu des Tubes, c'est-à-dire des points d'apport volontaire en vieux déchets, nous jouons le jeu de beaucoup plus de pédagogie, beaucoup plus d'informations, vous l'avez lu dans le dernier journal. Petit à petit, nous allons y aller.

Juste un petit mot : tous les gens qui se gargarisent ou qui ont tendance à dire, qu'ils le pensent ou non, qu'Amétyst ne fonctionne pas, d'abord ils se trompent, je l'ai expliqué tout à l'heure. Et plus on le dit, moins on pousse les citoyens à avoir un comportement écoresponsable. Plus on aura un comportement écoresponsable de tri, en particulier de déchets concitoyens, meilleur sera le fonctionnement de nos outils et notre efficacité en matière de développement durable.

Arrêtons de nous flageller, arrêtons de dire que nos outils ne fonctionnent pas, arrêtons de nous critiquer car le verre n'est qu'à moitié plein – à moitié vide ou à moitié plein, vous le prenez comme vous voulez. Nous sommes plus qu'à la moitié du chemin entre où nous en étions et où nous voulons aller. Essayons de nous serrer les coudes, d'arrêter de faire de la contre-information, de la mauvaise information ou de décourager les gens à nous faire confiance en la matière.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Meunier. Monsieur Pastor.

## **Gilbert PASTOR**

Merci Monsieur le Président. Chers collègues, je voudrais apporter un témoignage. Dans le secteur de Castries, nous avons cumulé deux faits : d'une part le changement de rythme des collectes et d'autre part le changement du prestataire, ce qui a rajouté des difficultés pendant les mois de janvier et de février. Je voudrais remercier Cyril qui effectivement répondait des fois à 11 heures du soir (mais c'est parce qu'il était au cinéma avant, ce n'est pas parce qu'il était occupé). Je voudrais aussi saluer les services de la Métropole, les gens qui étaient sur le terrain, avec les camions et tout cela, pour améliorer les collectes. Nous avons tous eu dans nos communes des impasses oubliées, etc. Tout cela maintenant est rentré dans l'ordre.

Quant au fait que nous supprimons un jour de collecte, il est vrai que le réflexe normal de nos citoyens est de dire : « *On supprime une partie du service, il faut donc baisser la cotisation.* » Mais c'est à nous de leur expliquer pourquoi nous faisons cela et à quoi cela va nous conduire : à mieux trier, etc.

Je regrette, mais ce qu'a dit Madame Brissaud me rappelle tout simplement les interventions des oppositions. Nous avons tous des oppositions dans notre Conseil. Quand vous votez une dépense, quand vous votez la construction d'une médiathèque, il y a toujours unanimité, mais le jour où vous augmentez les taux ou vous demandez quelque chose, forcément on vous explique qu'il fallait faire autrement.

Je le prendrai uniquement dans ce cadre-là : les Maires, nous sommes tous confrontés à ces problèmes-là, nous sommes tous ces gens responsables. C'est vrai que nous avons tous été solidaires dans cette affaire-là de la décision qui avait été prise en Conseil, en Assemblée des Maires. Je crois que maintenant, c'est derrière nous et que nous pouvons souhaiter – je suis bien placé pour en parler – que nous traitions mieux nos ordures. Je vous rappelle que c'est sur ma commune qu'il y a le centre de stockage de la Métropole. Je salue encore une fois le Président qui a dit et qui redit systématiquement qu'il n'y aura pas de troisième casier à Castries. Nous avons tous agi en responsables. Nous voyons maintenant le bout du tunnel et nous faisons confiance à Cyril pour qu'il puisse aller un peu plus souvent au cinéma et qu'il traite très bien, quand même, le problème des ordures ménagères.

### **Monsieur le Président**

Merci Gilbert. Je ne vais pas vous surprendre mais moi aussi je vais remercier, c'est la première fois que je le fais, Cyril Meunier, Maire de Lattes et Vice-Président. Je le remercie pour deux choses. D'abord, il m'a dit : « *Lattes doit être représenté dans l'exécutif métropolitain.* », je lui ai dit : « *C'est normal, c'est la deuxième ou la troisième à égalité plus ou moins avec Castelnau.* » Je pense que la délégation qu'il souhaitait n'était pas celle-là. Il ne me l'a jamais fait remarquer. Il s'y est donné à fond, à 200 %. Ce n'est pas une délégation facile. D'autant qu'il a été sollicité en permanence par les Maires, par les élus et par les services de la Métropole, les services de la Ville. Je voudrais l'en remercier grandement, au nom de l'institution. Nous pouvons l'applaudir parce qu'il a fait du boulot.

J'associe aussi les services de la Métropole et j'associe Valérie Barthas, qui a pris le problème en cours et qui fait le taf sur la Ville de Montpellier.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N° 9 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS – BUDGET PRIMITIF 2016 – ADOPTION**

### **Monsieur le Président**

Monsieur Lévisa, affaire 9, affectation de subventions.

### **Max LEVITA**

Mes chers collègues, vous les avez sous les yeux, il y en a un certain nombre, il y en a un total important. Je répondrai à vos questions éventuellement puisqu'elles visent tous les domaines dans lesquels nous intervenons au titre de la sécurité, au niveau de la culture, de la jeunesse, des sports, de l'aménagement des territoires, du fonctionnement de l'action économique et des subventions transport. Si vous avez des questions, je m'efforcerai de répondre.

### **Monsieur le Président**

Madame Dray Fitoussi, Mme Jannin et moi-même ne prenons pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité, je vous en remercie.

## **AFFAIRE N° 10 : FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET PRIMITIF 2016 – CREATIONS – REVISIONS – CLOTURES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 10, toujours Max Lévit, vote en autorisations de programme et crédits de paiement en lien avec le budget primitif 2016.

**Max LEVITA**

Dans ce rapport, vous avez toutes les autorisations de dépenses qui vous sont proposées au titre des programmes et crédits de paiement pour le domaine des transports et de la voirie, à partir de chacun des pôles : le pôle Ouest, la Plaine Ouest, les pôles Piémont Garrigue, aussi bien en recettes qu'en dépenses, le pôle Vallée du Lez, le pôle Cadoule et Bérange, le pôle Littoral et enfin le pôle Montpellier.

A noter : je vous propose également en autorisations de programme d'inscrire l'opération concernant le parc Gérard-Bruyère, je vous en ai parlé dans le budget. C'est une opération à 14 millions. Nous prévoyons une dépense en 2016 de 4 455 000 euros, les autres étant en 2017, 2018 et 2019.

De la même manière, je vous propose des modifications pour un certain nombre de points : dans le domaine de l'accessibilité, culture, il faut ajouter 4 400 000, pour la médiathèque Aimé-Césaire il faut ajouter 1 300 000 euros. Enfin, nous vous demandons de clôturer des opérations parce qu'elles sont terminées. L'opération cage de scène Opéra-Comédie, une opération à 18 millions, sera terminée dans le cadre du budget 2016, et pour l'instant la ligne commande publique pour le Centre d'art contemporain est clôturée.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix la proposition de Max Lévit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

## **AFFAIRE N° 11 : FINANCES – BUDGET ANNEXE PARKING – M4 – AMORTISSEMENT – DUREE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 11 : budget annexe parking M4, amortissement, durée, approbation.

**Max LEVITA**

Nous avons récupéré dans le cadre des transferts de compétences le parking situé sous la nouvelle mairie. Cela a été fait dans le cadre du transfert des compétences, dorénavant il est géré par la Métropole, il fait l'objet d'un budget annexe. Comme ici il y a un budget annexe et nous sommes en budget M4, il faut adopter les durées d'amortissement : cinq ans pour les frais d'études, quinze ans pour l'agencement, etc. Ce sont ces règles de comptabilité que je vous demande de nous autoriser à faire.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité. Merci, Monsieur Lévit.

**AFFAIRE N° 12 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RACCORDEMENT A LA STATION D'EPURATION MAERA DES EFFLUENTS DE LA COMMUNE DE PALAVAS-LES-FLOTS – AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRANSFERT – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE L'OR – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 12, service public de l'eau, raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents de la commune de Palavas-les-Flots. Monsieur Revol.

**René REVOL**

Sur ce dossier comme le suivant, nous illustrons notre volonté d'organiser une coopération avec des territoires, des collectivités qui nous sont proches. Vous savez certainement qu'en 2007-2008, une décision préfectorale a obligé le rattachement des eaux usées de Palavas-les-Flots à la station MAERA ; cela a été fait en 2009. Le problème est que ce rattachement, qui fait une canalisation d'un peu plus de 7 kilomètres avec un poste de refoulement qui n'est pas assez puissant, ne donne pas satisfaction et entraîne une série de nuisances dont nous avons déjà parlé. Il s'agit aujourd'hui de faire l'étude la plus précise possible, commune à la Métropole et à l'Etang de l'Or Agglomération qui a la compétence sur Palavas, pour définir la nature de l'investissement nécessaire, et préciser les différentes formes d'investissement.

Je précise qu'ici il ne s'agit que de l'étude et qu'elle nous concerne au premier chef car ensuite nous allons devoir gérer ces effluents à l'intérieur de la station MAERA, donc il nous faut piloter cela de concert avec l'Agglomération de l'Etang de l'Or. Nous avons une clé de financement : 50 % pour la Métropole, 50 % pour l'Etang de l'Or, concernant l'étude. Naturellement, concernant les travaux, ce sont des choses qui devront être définies d'une autre manière, mais il faut d'abord connaître la nature et la précision des investissements réalisés.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Revol. Qui demande la parole ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 13 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONVENTION DE RACCORDEMENT A LA STATION D'EPURATION MAERA DES COMMUNES D'ASSAS ET TEYRAN – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 13, service public de l'eau et de l'assainissement, convention de raccordement à la station d'épuration MAERA des communes d'Assas et de Teyran. Qui veut des explications ?

**René REVOL**

Juste un mot pour dire que les communes d'Assas et de Teyran vont pouvoir percevoir à partir de maintenant une partie de la surtaxe de 0,14 euro que nous percevons depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, alors qu'elle devait



leur revenir. Nous allons utiliser cet excédent que nous avons perçu depuis 2015 pour investir sur les postes de refoulement intercommunaux qui existent sur cette zone. Cela permettra à Teyran et Assas d'avoir les moyens dans leur budget. Je vous rappelle que sur la Communauté du Pic Saint-Loup, l'assainissement est de compétence communale et va passer par l'application de la loi en compétence de la Communauté de Communes. Cela leur permettra de financer les investissements nécessaires sur leurs canalisations et leurs différents ouvrages. Cela anticipe sur la nécessité d'un travail commun avec le Pic Saint-Loup, car il y a toute une série d'ouvrages défectueux sur le Pic Saint-Loup et, vous le savez très bien, notre ressource en eau est essentiellement sur le territoire du Pic Saint-Loup. La préservation du milieu naturel et un traitement des eaux usées contribuent à valoriser cette ressource. C'est un exemple de début de collaboration tout à fait utile et fécond.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Revol. Vous l'avez compris : affaire 12, coopération avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, et affaire 13, coopération avec la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup. La Métropole vit en parfaite adéquation avec les Communautés de Communes voisines et est capable de passer des partenariats gagnant-gagnant. C'est une partie de la réponse politique que certains mettaient en valeur lors de la discussion sur les métropoles. Est-ce que les Métropoles tentaculaires vont ronger la campagne ? Voilà la réponse : nous travaillons ensemble.

Je mets aux voix l'affaire 13. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

### **AFFAIRE N° 14 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – VENDARGUES – ZAC VIA DOMITIA NORD LIEN – AVENANT N° 1 A LA CONVENTION TRIPARTITE – CONVENTION DE VENTE D'EAU EN GROS AVEC LE SYNDICAT MIXTE GARRIGUES CAMPAGNE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 14, toujours Monsieur Revol, sur la ZAC Via Domitia.

### **René REVOL**

Juste un mot : c'est pour pouvoir fournir en eau potable et en eau brute l'ensemble de la ZAC Via Domitia qui se trouve sur le territoire à la fois de Garrigues Campagne d'un côté, et de la régie de la Métropole de l'autre. Ce dossier aboutit au fait que tout cela va nous revenir beaucoup moins cher qu'initialement. Je salue le travail des services qui ont fait diminuer considérablement la note, comme vous le voyez en conclusion de cette délibération.

### **Monsieur le Président**

Coopération avec Garrigues Campagne. Merci, Monsieur Revol, pour tout le bon boulot.

Je mets aux voix l'affaire 14. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 15 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – COOPERATION DECENTRALISEE – CONVENTIONS POUR LA REALISATION DE CINQ PROJETS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 15 : coopération décentralisée. C'est très important pour le principe. Monsieur Revol.

**René REVOL**

Il s'agit de la première délibération en application de la loi de 2005. Nous avons un peu de retard dans ce domaine, c'est le moins que nous puissions dire, et nous allons le rattraper. Le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un des droits sociaux fondamentaux contenus à l'intérieur de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Depuis cette loi de 2005, il y a la possibilité d'utiliser (et on le recommande) jusqu'à 1 % du budget pour l'eau potable et l'assainissement des collectivités. Ce sont les collectivités qui doivent porter cela à la coopération décentralisée sur des territoires notamment du Sud qui sont en situation de tension sur l'eau.

Je vous rappelle que plus d'1 milliard d'habitants n'ont pas accès à de l'eau potable sur notre planète et plus de 2 milliards à un assainissement minimum. Donc nous sommes là face un véritable enjeu et nous devons porter ce type d'action. Nous avons étudié tous les dossiers présentés, nous ne les avons pas tous retenus. Certains doivent être mûris. Je félicite les services d'avoir dégagé un emploi pour s'occuper de ce dossier de manière sérieuse. Avec cette délibération, nous commençons cette coopération décentralisée sur cinq pays reliés soit à des associations, soit à une action menée sur la commune. Je tiens à saluer ici la commune de Montaud avec laquelle nous avons travaillé avec Grabels sur cette question, la commune de Prades-le-Lez où il y a une association très active.

Il s'agit de cinq projets, soit des projets d'études, soit des projets d'actions déjà engagées, qui doivent être nécessairement portés par la collectivité devant l'Agence de l'eau pour avoir son financement. L'Agence de l'eau nous recommandait vivement d'enfin nous engager dans cette action. Là, il s'agit de projets qui portent sur le Maroc, sur la Mauritanie, sur le Bénin, sur le Burkina Faso et sur le Niger. Ils sont détaillés dans la délibération et naturellement, tous ceux qui voudraient dans les communes appuyer l'action associative qui va dans ce sens sont invités à travailler les dossiers.

Tout cela représente une somme extrêmement modeste quand on réfléchit au poids du budget eau et assainissement. Nous sommes très loin du 1 %, c'est le moins que nous puissions dire, car cela représente 41 000 euros, mais c'est la première pierre que nous mettons sur cette bâtisse essentielle.

**Monsieur le Président**

Nous amorçons la pompe. Qui veut s'exprimer sur la coopération décentralisée pour l'eau qu'a organisée le Conseil départemental depuis de nombreuses années – nous pouvons lui rendre hommage là-dessus – à la fois avec le Chili et avec le Souss-Massa-Drâa ? C'est bien que la Métropole s'y invite maintenant. La parole est à Monsieur Jean-Marc Lussert, Maire de Prades, puis à Monsieur Joël Raymond, Maire de Montaud.

**Jean-Marc LUSSERT**

Merci Monsieur le Président.

## **Monsieur le Président**

Il faut mettre le micro. Je le ferais bien mais je ne sais pas faire marcher ce truc.

## **Jean-Marc LUSSERT**

Juste pour apporter un petit témoignage sur une expérience de Prades-le-Lez. Il y a effectivement une association très dynamique, cela fonctionne depuis de nombreuses années. Il me semble que nous n'en sommes pas à notre coup d'essai. Il faut le voir comme un échange gagnant-gagnant dans la mesure où, si un emploi a été créé à Prades-le-Lez pour cette raison – cet emploi est la cheville ouvrière de cette association –, nous avons eu des échanges aussi d'une école du Bénin avec Akpro-Misséréte. C'est très sympa de voir les enfants communiquer par internet.

Cette association, j'ai toujours demandé qu'elle ait un pendant pradéen au pendant béninois. Elle intervient dans les écoles au niveau des TAP, des nouveaux rythmes scolaires, pour dire aux enfants l'importance de l'eau, la manière dont elle est non pas produite mais captée, distribuée, et ainsi de suite. C'était pour souligner le bon fonctionnement de cette chose-là, sans parler des voyages au Bénin de certains Pradéens bénévoles. J'ai eu le plaisir aussi de recevoir mon collègue qui est venu du Bénin il y a deux ou trois ans pour plaider sa cause à Lyon, au niveau de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Merci.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Lussert. Monsieur Raymond.

## **Joël RAYMOND**

Egalement, je vais vous parler du projet concernant la commune de Montaud avec la commune d'Adar. Merci à René qui, avec beaucoup de pugnacité, a permis de mettre les financements et donc d'arriver à sortir, à faire naître ces projets. J'espère qu'il y en aura d'autres pour les autres communes.

C'est de la coopération décentralisée, mais nouvelle génération. Au-delà de la coopération, tout un partenariat se tisse avec ces communes-là, partenariat éducatif, partenariat aussi du savoir sur l'eau, sur la connaissance : savoir comment dans un pays d'Afrique du Nord on gère l'eau et comment on le fait chez nous. Il y a des échanges de savoirs et de faire savoir qui se développent. Les enfants des écoles, je l'ai dit, échangent, et cela permet de faire un partenariat éducatif avec notamment des échanges de livres ou des communications internet comme le disait mon collègue Jean-Marc. Egalement, tout un partenariat culturel sur lequel nous nous découvrons et nous apprenons à nous connaître. Dieu sait que cela fait du bien de se connaître avec ces populations-là. Je pense que c'est un bon moyen pour apaiser toutes les tensions actuelles que nous subissons dans notre monde. Merci.

## **Monsieur le Président**

Merci Monsieur Raymond. Je mets aux voix l'affaire 15. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 16 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – CESSIION PAR MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, A TITRE ONE-REUX, DE MATERIELS ROULANTS ET MOBILIERS A LA SAEMPL SFMA – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 16 : administration générale, contentieux et affaires juridiques, cession par Montpellier Méditerranée Métropole à titre onéreux de matériels roulants et mobiliers à la SAEMPL SFMA. Qui veut des explications auprès de Madame Guiraud ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 17 : LOGEMENT – DELEGATION DE COMPETENCE DE L'ETAT D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE – BILAN DES CONVENTIONS 2009-2015 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 17, nous attaquons le logement avec le Vice-Président Noël Ségura. Délégation de compétence de l'Etat d'attribution des aides à la pierre, bilan des conventions 2009-2015, Monsieur Ségura.

**Noël SEGURA**

Monsieur le Président, je souhaiterais porter les affaires 17, 19 et 20. Si vous voulez, nous les voterons séparément.

**Monsieur le Président**

Oui.

**Noël SEGURA**

Je rappelle que la Métropole s'est vu déléguer par l'Etat en 2009 pour une durée de six ans puis pour une année supplémentaire en 2015 sa compétence pour l'attribution des aides à la pierre. Cela recouvre la production de logements sociaux et la rénovation des logements privés de plus de quinze ans. Les conventions passées avec l'Etat et l'ANAH ont donc pris fin au 31 décembre 2015. Je rapporterai successivement à ce Conseil trois affaires qui concernent la délégation des aides à la pierre, le bilan-évaluation des conventions de délégation 2009-2015, le renouvellement des conventions de délégation pour une nouvelle période de six ans, soit 2016-2021, la programmation des aides à la création de logements sociaux pour cette année 2016.

Affaire 17 : le bilan évaluation des conventions de délégation 2009-2015, l'évaluation de la délégation des compétences constitue une clause contractuelle de convention signée avec l'Etat et conditionne son renouvellement. Elle est l'occasion de s'assurer que les objectifs initiaux et leur niveau d'atteinte sont partagés, de dresser le bilan des réalisations et du fonctionnement de la délégation. Comme nous allons le voir, la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre aura constitué un levier efficace dans la mise en œuvre des objectifs du programme local de l'habitat, le PLH. Les résultats globalement sont à la hauteur des objectifs fixés avec l'Etat.

Pour le parc public HLM, de 2009 à 2015, plus de 9 400 logements locatifs sociaux ont été financés, soit une moyenne de 1 345 logements par an. Parmi ces logements, près de 7 600 ont été financés en PLUS et PLAI, soit un taux de réalisation de l'objectif de 95 %. Pour mémoire, les logements PLUS et PLAI sont

ceux qu'il faut produire prioritairement car ils répondent aux besoins de 96 % des demandeurs de logements sociaux de la Métropole.

Ainsi, la délégation de compétence a contribué à une meilleure adaptation des logements au profit des ménages. De la même manière, la part moyenne des logements financés en PLS a été réduite à 10 % sur la période 2009-2015, alors qu'elle était de 34 % en 2006, lors de la prise de compétence et des aides à la pierre. La délégation de compétence a également permis de poursuivre l'objectif qualitatif du PLH, de répartir de manière équilibrée l'offre des logements sociaux à l'échelle de l'ensemble de la Métropole. Ainsi, 56 % de la production de logements locatifs sociaux a été réalisée dans les communes périphériques contre 44 % s'agissant de la production montpelliéraine.

Lors de la prise de compétence des aides à la pierre en 2006, la part des logements sociaux créés en dehors de la ville centre n'était que de 34 %. Pour le parc privé, la délégation de compétence a permis la mise en œuvre des orientations stratégiques définies par le PLH en matière de rénovation de l'habitat privé, notamment sur les copropriétés dégradées et la lutte contre la précarité énergétique.

Sur la période 2009-2015, près de 4 000 logements ou équivalents logements ont été financés. Les deux tiers de ces logements sont situés dans des copropriétés fragiles qui réalisent des travaux sur les parties communes. Un peu moins d'un tiers des logements rénovés appartiennent à des propriétaires occupants modestes ou très modestes. Les 8 % restants correspondent à des logements locatifs. Au total, 226 logements locatifs ont été conventionnés, c'est-à-dire qu'ils sont loués à loyer maîtrisé pendant les neuf ans qui suivent la réalisation de travaux. 155 de ces logements sont conventionnés à loyer social et très social, et sont donc décomptés au titre de l'article 55 de la loi SRU.

S'agissant du bilan financier, il témoigne d'une bonne gestion des enveloppes allouées, optimisée par la prise de l'instruction des aides à la pierre, à compter de 2012. Pour le parc public, entre 2009 et 2015, plus de 24 millions d'euros de subventions ont été attribuées par la Métropole par délégation de l'Etat. En parallèle, la Métropole a attribué sur ses crédits propres 14,33 millions d'euros d'aides complémentaires. Pour le parc privé, de 2009 à 2015, plus de 25 millions d'euros de subventions ont été attribués par la Métropole par délégation de l'ANAH. En parallèle, la Métropole a attribué sur ses crédits propres 3 303 000 euros d'aides complémentaires.

Affaire 19 : le renouvellement des conventions de délégation pour une nouvelle période de six ans. Sur la base du bon bilan que je viens d'évoquer et pour continuer de mettre en œuvre le PLH adopté en 2013, la Métropole a sollicité dernièrement auprès de Monsieur le Préfet la reconduction de la convention de délégation des aides à la pierre pour la période 2016-2019. La convention fixe un objectif total de 10 775 logements locatifs sociaux à réaliser d'ici 2021, dont 2 950 en PLAI et 5 765 en PLUS. 1 500 logements locatifs sociaux seront ainsi financés en 2017 et 2018 conformément au PLH 2013-2018. Une montée en charge progressive des objectifs est intégrée à partir de 2019 au regard des obligations de la loi Duflot, pour atteindre 1 900 logements en 2021. Pour 2016, près de 2 300 logements locatifs sociaux sont attendus, notamment pour répondre aux besoins des communes pour atteindre l'objectif triennal 2014-2016.

S'agissant du parc privé, les conventions prévoient la réhabilitation de 3 690 logements privés d'ici 2021 - objectif revu à 3 520 suite au Comité régional de l'hébergement et de l'habitat de lundi sans modification de l'enveloppe de crédits alloués -, dont 208 logements et sept copropriétés représentant 150 logements en 2016. Le montant total des crédits alloués à la Métropole pour atteindre les objectifs ainsi définis est fixé environ à 50 millions d'euros pour les six années. Sur ces bases, la Métropole s'engage quant à elle à poursuivre son effort au moins au niveau actuel de 2,5 millions d'euros à 3 millions par an pour le parc public et près de 2 millions d'euros par an pour le parc privé.

La programmation des aides à la création de logements sociaux pour cette année 2016, affaire 20. Comme chaque année à pareille période, la Métropole recense auprès des opérateurs concernés – bailleurs sociaux,

associations, promoteurs – les opérations susceptibles de faire l’objet d’un agrément de sa part pour le compte de l’Etat. Le nombre de logements sociaux susceptibles d’être financés en 2016 s’élève à 2 386 logements locatifs sociaux et 141 PSLA, ce qui laisse augurer une année tout à fait exceptionnelle due notamment à la fin de la période triennale 2014-2016.

Parmi les 2 386 logements locatifs sociaux, seront financés 1 706 logements sociaux familiaux, comptabilisant 1 581 PLUS ou PLAI, et 180 logements d’insertion dédiés à un public spécifique – étudiants, personnes âgées – répartis sur cinq structures : deux résidences sociales jeunes actifs sur Pérols et Castelnau-le-Lez, deux résidences étudiantes sur Montpellier et Pérols, et la relocalisation extension d’un EHPAD à Cournon-terral.

La répartition géographique est de 39 % pour la ville de Montpellier et 61 % pour les communes périphériques, sur un total de 17 communes. Il y a lieu d’approuver cette programmation du logement social, susceptible d’évolutions bien évidemment au cours de l’année.

Il me reste à remercier le service de l’habitat avec tout son personnel, les bailleurs sociaux et les bailleurs en général, les architectes qui font chaque jour de notre parc social et privé de véritables bijoux architecturaux.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur Ségura, pour ce rapport très complet et très positif. Qui souhaite s’exprimer ? Monsieur Martin, Monsieur Rico. Allez-y, Monsieur Martin.

### **Hervé MARTIN**

Très brièvement, pour remercier Monsieur Ségura puisqu’il vient de qualifier de « *bon bilan* » le bilan d’évaluation 2009-2015. Cela fait très plaisir à entendre. Je lui souhaite bonne chance pour la réalisation de la programmation qu’il vient de nous annoncer.

### **Monsieur le Président**

Oui, quand il y a des choses bien, il faut les reconnaître, Monsieur Martin. Il ne faut pas être dogmatique, il faut être réaliste, pragmatique. Monsieur Rico.

### **Jean-Pierre RICO**

Monsieur le Président, chers collègues, au cours de ces délibérations, notamment la numéro 20, le nom de Pérols est apparu à quelques reprises. Je voulais simplement vous signaler et vous rappeler qu’en 2014, en prenant la gouvernance de la Ville de Pérols, nous avions 42 logements sociaux, ce qui correspondait à 1 % du parc de logements de la ville. Aujourd’hui, vous l’avez entendu : dans la programmation de la délibération numéro 20 il y a 110 logements jeunes actifs, une résidence de 350 logements étudiants, 105 logements familiaux, ce qui porte en l’espace de deux ans le parc de logements sociaux de la ville de Pérols de 1 % à 14 %. Ce sont pratiquement 60 % de nos obligations pour respecter la loi SRU et la loi Duflot.

A notre arrivée à la gouvernance, nous avions une amende de 1 250 000 euros par an. Forts des engagements que nous avons pris, Monsieur le Président et moi-même, vis-à-vis du Préfet, cette amende avait été ramenée à 426 000 euros, mais c’est une somme extrêmement lourde pour mon budget et vous en connaissez tous les conséquences. Sans le travail accompli, l’état des amendes se resserrerait.

Passer de 42 à 607 logements sociaux en l’espace de dix ans, je considère que c’est une véritable prouesse. Je tiens, Monsieur le Président, à vous remercier de votre soutien appuyé à mes projets, aux projets de la Ville de Pérols. Je tiens à remercier de la même façon Stéphanie Jannin qui également a participé à tous ces

projets, Noël Ségura qui nous a accompagnés, et je ne veux pas oublier bien évidemment Yves Nurit et ses services, ainsi que Christophe Pérez et l'ensemble des services de la SERM et de la SAAM, qui malgré les réunions des fois tendues m'ont accompagné. Je redouble mes remerciements.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Monsieur Ségura.

**Noël SEGURA**

Juste pour apporter une information : je vous ai représentés pour le CRHH dernièrement. Le CRHH s'est tenu à Narbonne parce qu'aujourd'hui nous sommes dans une grande région. J'ai évoqué la différence entre l'ANAH et le FART, le Fonds d'aide à la rénovation thermique, et j'ai demandé un peu plus de fonds, comme je sais le faire chaque fois. J'ai été suivi de près par la Métropole de Toulouse. Nous verrons ce que cela nous amènera. La dotation n'a pas forcément augmenté. Pour le parc public, c'est assez satisfaisant, pour le parc privé nous sommes bien en dessous, et sur onze copropriétés nous n'allons pouvoir en réaliser que sept. Nous attendons l'enveloppe complémentaire en fin d'année pour voir s'il y a une possibilité.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup de défendre la collectivité comme vous le faites, Monsieur Ségura. Et merci, Monsieur le Maire de Pérols, pour notre travail collectif utile. Je mets aux voix l'affaire 17. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Je voudrais remercier les courageuses journalistes qui restent à la tribune. Les garçons sont tous partis, il ne reste que les filles. Elles travaillent plus tard, elles sont plus assidues à la tâche. Elles auront le droit de venir manger un petit bout avec nous après, si elles le souhaitent. Cela va finir un peu tard. Merci d'être là. S'il n'y a pas les journalistes, nous ne pouvons pas donner l'information aux citoyens.

Merci.

**AFFAIRE N° 19 : LOGEMENT – DELEGATION DE COMPETENCE DE L'ETAT ET DE L'ANAH D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE – CONVENTIONS 2016-2021 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Je vais présenter également l'affaire 19. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 20 : LOGEMENT – MISE EN ŒUVRE DE LA DELEGATION DE COMPETENCE DE L'ETAT D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE – APPROBATION DE LA PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC POUR L'ANNEE 2016**

**Monsieur le Président**

Affaire 20, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 18 : CULTURE – CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL – LANCEMENT DE L’OPERATION – APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLANNING ET DU BUDGET DE L’OPERATION – PASSATION D’UNE CONVENTION DE MANDAT – AUTORISATION DU LANCEMENT DU CONCOURS DE MAITRISE D’ŒUVRE**

**Monsieur le Président**

Nous revenons maintenant à l’affaire 18 qui concerne le conservatoire. Je vais donner la parole à Bernard Travier, ensuite je vous indiquerai où nous en sommes sur ce dossier magnifique.

**Bernard TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues, vous savez que le dossier du conservatoire à rayonnement régional est un dossier important. Nous avons dû prendre la décision de construire un conservatoire parce que les lieux dans lesquels la musique est actuellement enseignée sont extrêmement contraints. Il y a d’abord un éclatement du site, rue Eugène-Lisbonne, rue de Candolle, il y a même un troisième site maintenant dans les locaux de l’archevêché où nous avons dû transférer un certain nombre de services administratifs.

J’ajoute que, même dans les antennes (Castries, Cournonterral), nous sommes obligés de dispenser des enseignements en dehors des locaux de l’antenne, et à Montpellier au théâtre du Hangar. Donc la nécessité de construire était flagrante.

Une décision antérieure, d’octobre 2009, avait approuvée la SAAM. La SAAM, par décision du 2 avril 2015, a reçu un mandat d’étude préalable pour effectuer en son nom les études préalables relatives à l’implantation du conservatoire à rayonnement régional.

Cette étude d’implantation tiendra compte aussi des fonctionnalités du futur équipement : l’accueil, l’enseignement, un auditorium, des fonctions administratives, des fonctions logistiques. Il a même été posé récemment la question de savoir s’il était prévu un internat, mais je crois que cela n’est pas possible. D’autres solutions sont envisageables, notamment dans un établissement d’enseignement à proximité du conservatoire.

**Monsieur le Président**

Avez-vous ajouté la médiathèque ?

**Bernard TRAVIER**

Oui, à l’intérieur.

**Monsieur le Président**

A l’intérieur, et la place publique qui permet de relier au quartier le conservatoire.

**Bernard TRAVIER**

Absolument. Le projet avance, conformément aux engagements qui avaient été pris. Il y a un nouveau mandat à donner à la SAAM pour que nous puissions continuer. Il s’agit de réaliser l’équipement, mais pour cela il faudra respecter la procédure de désignation du maître d’œuvre, puis lancer une procédure de concours restreint, conformément aux dispositions de l’article 74 du Code des marchés publics.



Pour ce qui est du budget, le budget hors taxes de l'opération est de 34 678 000 euros, hors foncier. Je rappelle que le CHU est propriétaire de la parcelle et qu'il y a lieu de procéder à son acquisition. Voilà les informations que je devais au Conseil.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur le Vice-Président. J'ajoute quelques mots. J'ai rencontré, lors d'une réunion de concertation et de présentation du projet, les parents des enfants qui vont au conservatoire le samedi matin ici même, à la Métropole. J'ai également rencontré l'ensemble des enseignants du conservatoire, qui sont emballés par le projet que nous leur avons présenté. D'ailleurs, le programme – et je remercie le Directeur du conservatoire Monsieur Pouget – a été fait en relation avec les parents et avec les enseignants.

La première délibération du Conseil de surveillance du CHU a été passée la semaine dernière et a recueilli un avis à l'unanimité favorable des membres du Conseil de surveillance du CHU. Ainsi, le premier acte a été posé par le propriétaire CHU de Montpellier, un mandat a été donné à la SAAM, nous passons la délibération à la Métropole ce soir. Les trois éléments sont rassemblés pour que nous mettions en orbite le conservatoire de Montpellier.

J'ajoute que l'Etat avait abandonné l'aide aux conservatoires en Régions. Après plusieurs conversations et entretiens faits par Monsieur Travier et par moi-même, nous avons obtenu l'aide de l'Etat et de la DRAC pour la construction du conservatoire, et un engagement public de la Directrice adjointe de la DRAC sur la musique. Nous avons eu également un engagement du ministère sur ce point ; le volet conservatoire appartient aux opérations particulières du volet territorial du contrat de plan Etat Région.

Cela veut dire que le conservatoire, c'est bien parti. Cela permettra de supprimer une friche urbaine squattée et de proposer un équipement de grande qualité à proximité de la ligne 1 du tramway. Cela permettra aussi de positionner un conservatoire à quelques mètres de l'Université Paul-Valéry où est enseignée la musicologie et à quelques pas du théâtre du Hangar qui sera utilisé par le conservatoire pour l'exercice de l'art dramatique, toujours sur la ligne 1 du tram.

Voilà, je crois, un bon projet qui a recueilli en tout cas l'assentiment de tout le monde, y compris des associations de quartiers qui connaissent parfaitement le projet. L'aide au conservatoire, l'aide de la Région est dans la liste des subventions qui est inscrite dans le contrat de plan Etat Région.

Qui demande la parole ? Nous sommes, en France, la seule Métropole à construire un nouveau conservatoire. Je vous promets que le jour de l'inauguration, Madame Santarelli au piano, Monsieur Travier...

### **Bernard TRAVIER**

A la clarinette !

### **Monsieur le Président**

A la clarinette.

### **Bernard TRAVIER**

Et Monsieur Saurel ?

### **Monsieur le Président**

Au violon.

**Bernard TRAVIER**

Au violon.

**Monsieur le Président**

Je crois que nous pourrons ensemble faire les premières mesures du *Canon* de Pachelbel. C'est facile. Tout le monde le connaît. Ecoutez, Monsieur Travier, vous avez continué à pratiquer l'instrument, moi j'ai arrêté.

Je mets aux voix le conservatoire. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité, merci beaucoup.

**Monsieur le Président**

Oui, c'est une belle délibération.

**AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE GROUPE EDF – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 21, développement économique, convention-cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe EDF. Qui demande des précisions ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Madame Bouallaga, vous avez demandé la parole sur l'affaire ?

**Sabria BOUALLAGA**

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous poser deux questions s'il vous plaît, en référence justement à ce distributeur d'énergie. Vous avez été interpellé hier par des citoyens militants montpelliérains sur les compteurs Linky qui sont très controversés, et ce dû à leur absence d'innocuité concernant les champs électromagnétiques, la confidentialité et la coupure à distance. Ils ont été refusés par l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche. Ils ont été retirés au Canada et en Californie. Monsieur le Président, avez-vous eu le temps de réfléchir sur ce sujet – épineux, j'en conviens ? Le principe de précaution n'est-il pas de rigueur ?

Ma deuxième question, Monsieur le Président : nous avons donné des chiffres sur les communes qui ont refusé les compteurs Linky, 95 je crois. Votre réponse a été de dire que c'étaient des petites communes, bien que la Ville d'Hyères, 30 000 habitants, ait aussi refusé ces compteurs. Pouvez-vous, Monsieur le Président, m'expliquer (en sachant qu'il y a ici des Maires de petites communes) l'objet de vos propos ? Merci beaucoup.

**Monsieur le Président**

Monsieur Léviata, répondez-nous sur les compteurs.

**Max LEVITA**

A priori, l'installation des compteurs Linky est une opération nationale. Elle a été décidée par EDF en tant qu'entreprise nationale. Elle a été autorisée par l'Etat, elle a été autorisée par les agences de sécurité en ce qui concerne la fourniture d'ondes électromagnétiques. Les ondes électromagnétiques en question sont inférieures, à notre avis. Nous n'avons en ce domaine-là aucune compétence d'installation.

Quelle est notre participation à ce qui est demandé par EDF ? Premièrement, l'ensemble des communes a demandé à la CCRE une consultation juridique. Nous n'avons strictement aucune possibilité d'intervenir sur le plan juridique. Que pouvons-nous faire contre EDF ? EDF s'est adressé à la Ville. Il faut que nous lui fournissions des endroits, des lieux sur lesquels installer des réseaux permettant de recueillir l'information.

Ce que nous pourrions faire, ce qui est envisageable, c'est de refuser de leur fournir. C'est une possibilité. Ce n'est pas une solution qui a été adoptée par la Ville de Montpellier. A ma connaissance, la Ville a fourni à EDF un certain nombre d'endroits pour installer les relais. Je sais bien qu'il y a un principe de précaution mais sur le plan juridique, toutes les précautions ont été prises au niveau national et je vous répète : la CCRE juge qu'il n'y a aucune possibilité de porter plainte contre EDF.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Lévit. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

**AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ETUDES DE RENOVATION THERMIQUE DE COPROPRIETES – GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 22, études de rénovation thermique de copropriétés. Qui demande des informations auprès de Stéphanie Jannin ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – QUARTIER DE LA POMPIGNANE – TERRAIN DE LA MAISON-BLANCHE – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA SSCV LES TERRASSES DE LA MAISON BLANCHE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 23, développement durable et aménagement. C'est le quartier de la Pompignane, le projet de PUP sur le lieu-dit la Maison-Blanche, l'ancien restaurant, avec préservation de l'espace vert. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ZAC CANTAUSEL – SAINT-BRES – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE MONTPELLIER (SERM) – CONCESSIONNAIRE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

24, ZAC Cantausel. Mesdames Guiraud, Miralles, Monsieur Jaoul, Monsieur Lussert, Monsieur Lévit, Monsieur Tortorici, Monsieur Krzyzanski et Monsieur Pellet ne prennent pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT – RENOUVELLEMENT URBAIN – PRADES-LE-LEZ – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 25, convention publique d'aménagement, Prades-le-Lez, garantie d'emprunt, qui veut des explications auprès de Madame Jannin ? Mesdames Guiraud, Miralles, Monsieur Jaoul, Monsieur Lussert, Monsieur Lévida, Monsieur Tortorici, Monsieur Krzyzanski et Monsieur Pellet ne prennent pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODIFICATION N° 5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE PEROLS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

26 : modification numéro 5 du plan local d'urbanisme de la commune de Pérols. Pas de demande d'explication ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE CURNONTERRAL – CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL AVEC PROMECIA – CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT – CONVENTION DE REVERSEMENT DES PRODUITS DU PROJET URBAIN PARTENARIAL AVEC LE SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 27 : développement et aménagement durable du territoire pour la commune de Curnonterral. C'est la convention du projet urbain partenarial avec Promecia. Qui veut des explications auprès de Madame Jannin ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER – ZAD PONT-TRINQUAT-MEJANELLE – CONSTITUTION D'UNE RESERVE FONCIERE – ACQUISITION DE LA PROPRIETE CADASTREE SR N° 12 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 28, commune de Montpellier, ZAD du Pont-Trinquat. Qui veut des explications ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ADHESION A L’ASSOCIATION SIG L-R (SYSTEME D’INFORMATION GEOGRAPHIQUE LANGUEDOC-ROUSSILLON) – AUTORISATION**

**Monsieur le Président**

29 : adhésion à l’association SIG L-R pour une valeur de 15 000 euros. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 30 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – ADHESION AU CLUB VILLES, TERRITOIRES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE – RENOUVELLEMENT – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 30, adhésion au club Villes, territoires et changement climatique, renouvellement et approbation pour 4 200 euros. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 31 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COTISATION 2016 A L’ASSOCIATION ARCHITECTURE ET MAITRE D’OUVRAGES (AMO) LANGUEDOC-ROUSSILLON – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 31, cotisation 2016 à l’association AMO pour 800 euros. Mme Jannin ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s’abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 32 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITES POUR LES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET L’AUDIOVISUEL (AVICCA) – ADHESION – DESIGNATION DU REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 32 : Association des Villes et collectivités pour les communications électroniques et l’audiovisuel, adhésion, pour 6 750 euros. Est désigné Monsieur Raymond. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 33 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC PARC 2000 DEUXIEME EXTENSION – COMMUNE DE MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SAAM – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 33, ZAC Parc 2000, deuxième extension, commune de Montpellier. Qui demande des explications particulières ? Madame Navarre ne prend pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CONCESSION D’AMENAGEMENT EUROMEDECINE II – COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SERM – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 34, concession d’aménagement Euromédecine II, pour les communes de Montpellier et de Grabels. Mesdames Guiraud, Miralles, Messieurs Jaoul, Lussert, Lévit, Tortorici, Krzyzanski et Pellet ne prennent pas part au vote.

**AFFAIRE N° 35 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – ZAC EXTENSION EUREKA – COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SOCIETE D’EQUIPEMENT DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) CONCESSIONNAIRE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 35.

Je retire ce que j’ai dit. J’ai dit qu’il n’y avait que des filles au balcon des journalistes, il y a un garçon ! La représentation est paritaire. Il y a deux filles. Merci aux journalistes d’être là.

35, ZAC extension Eurêka, zone de Castelnau-le-Lez. Mesdames Guiraud, Miralles, Messieurs Jaoul, Lussert, Lévit, Tortorici, Krzyzanski et Pellet ne prennent pas part au vote.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 36 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 36, soutien aux manifestations, attribution. Ne prennent pas part au vote Madame Marion et Monsieur Lévit. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 37 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CITE INTELLIGENTE – EXPERIMENTATION DE SERVICES CONNECTES SANTE DU PROJET EUREKA – IMPLICATION DE LA TELEALARME – ACCORD DE CONSORTIUM – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 37, cité intelligente, expérimentation de services connectés santé du projet Eurêka. Je vais donner la parole à Madame Illaire, Régine.

### **Régine ILLAIRE**

Monsieur le Président, cette affaire est transversale. Elle concerne le développement économique par la cité intelligente, et l'autonomie par l'implication de la téléalarme. Cela concerne le nouveau quartier Eurêka qui est situé sur la commune de Castelnau-le-Lez et sur le périmètre de l'écocité de Montpellier à la mer. Il dessine une nouvelle cité intergénérationnelle et solidaire où le bien vieillir est une réalité. Il sera équipé d'une solution innovante dans le domaine de la gestion hydraulique, de la maîtrise et de la consommation énergétique, ou encore de la gestion de la mobilité.

Montpellier Méditerranée Métropole a concédé l'aménagement de ce secteur de 39 hectares à la SERM. C'est un véritable quartier urbain doté d'une mixité fonctionnelle de logements, de bureaux, de commerces et d'activités. Eurêka offrira des services nouveaux dédiés à la population senior et à la problématique du bien vieillir. Les réflexions développées dans cette démarche ont conduit à investir le champ des services connectés à l'habitat. Pour cette raison, un dialogue compétitif a été mis en place. La SERM, concessionnaire d'aménagement, a mené ce dialogue compétitif.

A l'issue de ce dialogue, c'est la société Engie qui a été retenue pour mettre en place une plate-forme de services connectés, My Eurêka. Afin de préparer le développement de ces services, Montpellier Méditerranée Métropole, Engie à travers Ineo digital, la SERM, le Centre Communal d'Action Sociale de Castelnau-le-Lez, Helenis, le promoteur immobilier, et les entreprises Solem, La Valériane, Avitam et Umanlife, souhaitent réaliser une phase d'expérimentation au regard de leurs activités respectives. Cette expérimentation est formalisée à travers un accord de consortium. L'expérimentation porte exclusivement sur les services de santé du portail My Eurêka. Elle durera douze mois et sera menée avec une vingtaine de personnes de plus de 65 ans ayant donné évidemment leur consentement pour participer à l'expérimentation.

Les personnes seront prioritairement identifiées en croisant la liste des personnes suivies par les services téléalarme de la Métropole et ayant un accès internet, et les personnes suivies par le CCAS de Castelnau-le-Lez. L'expérimentation des services connectés de santé vise ainsi plusieurs objectifs, notamment s'assurer de l'intégration réelle de la fonction téléassistance de la Métropole et collaborer avec le CCAS de Castelnau-le-Lez.

L'expérimentation permettra en particulier de tester auprès des personnes âgées l'outil de détection de la perte d'autonomie avec la technologie de la société La Valériane, incluant les services du *care manager*. Le dispositif d'assistance connecté, c'est la technologie de la société Solem, incluant les objets connectés : le médaillon d'alerte, les badges d'acquiescement, les détecteurs d'ouverture de portes, le parcours lumière, le carnet de santé et bien-être.

Montpellier Méditerranée Métropole est partie prenante de l'expérimentation. Elle y participera avec la mise à disposition de matériels de téléassistance, la box Luna 4 et les licences utilisateur attentives ou les technologies équivalentes, en fonction du marché en cours : la base clients du service de téléalarme, l'expertise relevant de la gestion de la téléalarme, du champ de l'innovation, du développement de filières économiques, en particulier santé, et de la Ville intelligente. Il est précisé qu'il n'est pas prévu d'échanges finan-

ciers entre les parties. Un Comité de pilotage et un Comité de suivi assureront la mise en œuvre et le suivi de l'expérimentation. Je vous ai amené une petite box pour vous montrer, elle sera connectée.

**Monsieur le Président**

Super, la box.

**Régine ILLAIRE**

La société Solem travaille avec la Métropole depuis deux ans pour trouver l'objet connecté. Voilà, chers collègues.

**Monsieur le Président**

Vous êtes sûre que ce n'est pas l'appareil qui avait été acheté une fois pour détecter les électeurs, qui avait été utilisé par je ne sais plus quel Président aux Etats-Unis ? Par infrarouge, on voyait les électeurs dans les cages d'escaliers. Ce n'est pas cela ?

**Régine ILLAIRE**

Je ne pense pas.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame Illaire. Madame Dardé, puis je vous dirai un mot. C'est très important, ce que vous venez de dire.

**Catherine DARDE**

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais souligner tout le caractère innovant de ce projet. Nous sommes dans un écoquartier et nous sommes en train de concevoir la Ville de demain, à laquelle participeront tous nos concitoyens, autour de la facilitation des échanges d'activités économiques, d'activités relationnelles. Vous avez là la première innovation qui va concerner le maintien à domicile des personnes âgées.

Le maintien à domicile des personnes âgées est un des enjeux de la société de demain. Nous vieillissons, la population âgée est de plus en plus importante. Nous sommes dans un véritable laboratoire pour essayer de voir comment nous pouvons, à travers les objets connectés, accompagner la vie de nos concitoyens demain, notamment la vie des plus âgés – mais pas uniquement d'ailleurs, la vie des familles –, en prévenant le vieillissement et en détectant les premiers signes de dépendance. C'est vraiment un laboratoire que nous sommes en train de concevoir dans cette ZAC Eurêka, un laboratoire pour la Ville de demain. Je crois qu'aujourd'hui, il faut souligner la caractéristique de ce projet.

Nous sommes donc vraiment dans Montpellier Métropole capitale santé, c'est un des éléments de la capitale santé, pour répondre aux interrogations que vous avez posées. Je voudrais souligner la qualité du travail entre les différents partenaires, notamment avec la SERM, et bien sûr les services de la Métropole et ceux de la Ville de Castelnau. Je vous donne rendez-vous dans vingt ans où je pense que chacun d'entre nous aura à côté de lui des outils connectés qui permettront de l'accompagner dans sa vie de tous jours, et qui permettront de prévenir le vieillissement des uns et des autres.



**Monsieur le Président**

Je l'ai déjà ! Nous sommes un certain nombre à en avoir déjà l'utilité. Madame Galabrun.

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

C'était juste pour dire que la Solem est une société de Clapiers. Je pense qu'il faut le souligner. C'est une très belle entreprise, à nos portes.

**Régine ILLAIRE**

Il y a trois sociétés de la Métropole : la Solem, La Valériane et Aviitam.

**Alex LARUE**

Juste pour souligner : comme je suis l'avocat de certaines sociétés qui sont impliquées dans le projet, je ne participerai pas au vote.

**Monsieur le Président**

Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Je trouve cela vraiment très bien, je voterai pour, il n'y a pas de problème, ne vous inquiétez pas. Je voudrais juste préciser que peut-être qu'il faut ajouter la présence physique d'une personne pour les soins, etc. N'est évidemment pas mis en cause ce type de technologie : il est vrai que cela peut remplacer plein de choses, cela peut aider les personnes à être maintenues très longtemps, mais les personnes âgées ont besoin de soins, d'attention, de plein de choses qu'une machine ne pourra jamais faire, et certainement pas à distance.

**Régine ILLAIRE**

Justement, dans la box il y aura toutes les coordonnées des intervenants. Tout le monde sera répertorié, tout le monde aura connaissance.

**Catherine DARDE**

Madame Illaire avait souligné qu'il y avait aussi l'intervention de ce que l'on appelle le *care manager* : c'est celui qui, autour de la personne âgée à domicile, va faciliter les différents intervenants ; c'est bien une personne qui sera effectivement chargée de faciliter, de coordonner et d'amplifier le rôle des objets connectés.

**Monsieur le Président**

Cela va vous surprendre peut-être, Madame Brissaud, mais sur ce que vous venez de dire je suis complètement d'accord. *I see eye to eye with you.*

**Anne BRISSAUD**

Vous voyez !

**Monsieur le Président**

J'ajoute le pôle autonomie de Lattes qui sera un deuxième pôle important de la Métropole pour les personnes handicapées. Cela veut dire que peu à peu, la Métropole santé est en train de se construire par des foyers particuliers qui traitent un certain nombre de thématiques médicales et sociales. Il y a les deux. La Métropole santé est bien entendu inscrite dans le Contrat de Plan Etat Région.

**Alex LARUE**

Il ne reste qu'à le signer.

**Monsieur le Président**

Je veux signer. J'ai déjà le stylo.

Pour ne pas faire de jaloux entre les journalistes, j'ai invité les journalistes tout à l'heure – je le répète discrètement – à manger un petit bout et boire un coup avec nous s'ils le souhaitent.

Je mets aux voix l'affaire 37. Monsieur Larue ne prend pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 38 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE LANGUEDOC ROUSSILLON (CRESS LR) – PARTENARIAT DANS LE CADRE DU SIXIEME SALON COVENTIS – ATTRIBUTION DE SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 38 : Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire. Qui demande des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 39 : COHESION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE – ATTRIBUTION DES MOYENS DE FONCTIONNEMENT AUX CONSEILS CITOYENS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 39 : cohésion sociale, contrat de ville, attribution des moyens de fonctionnement aux Conseils citoyens. C'est ce que prévoit la loi et que nous appliquons dans les Conseils citoyens de Montpellier, sur les quartiers prioritaires.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 40 : COHESION SOCIALE – INFORMATIQUE PLUS – CHANTIER D'INSERTION – SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 40, Informatique plus, chantier d'insertion. Qui demande des explications auprès de Madame Dardé ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 41 : COHESION SOCIALE – PASSERELLES INSERTION – CHANTIER D'INSERTION MECANIQUE ET AIDE A LA MOBILITE – SUBVENTION – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 41 : Passerelles insertion, chantier d'insertion mécanique et aide à la mobilité. Qui veut des explications auprès de Catherine Dardé ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 42 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE CINQUANTE LOGEMENTS SOCIAUX A CASTRIES ET MONTPELLIER – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – CONVENTIONS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 42 : construction de cinquante logements sociaux à Castries et Montpellier. Qui veut des explications auprès de Noël Ségura, rapporteur ? Contre ? Pardon. Oui, Madame Bouallaga ? Allez-y.

**Sabria BOUALLAGA**

Je profite de ces affaires sur le logement, Monsieur le Président, pour réitérer mes félicitations concernant votre présidence au sein d'ACM. C'est sincère.

Aussi, je profite de ces affaires pour attirer votre attention sur l'attribution des logements. De nombreux logements sociaux se construisent, les affaires en témoignent. Aussi, plus le temps passe et plus les chances de mettre en application l'informatisation hiérarchique selon les critères économiques et sociaux se resserrent, puisque c'est très long à mettre en place. Ce modèle de transparence, d'équité, est essentiel pour Montpellier. Il ne supprime pas les Commissions d'attribution qui valident l'attribution mais qui accélèrent le premier tri, avec en parallèle des Commissions pour les cas urgents, les cas dits « prioritaires ».

Monsieur le Président, lorsque j'observe que durant les réunions publiques vous avez été interpellé à plusieurs reprises sur des questions de logement, cet outil est essentiel.

Vous prendrez la parole après, Monsieur Abert, si vous le voulez, il n'y a pas de souci, nous sommes dans une démocratie.

**Monsieur le Président**

Laissez parler Madame Bouallaga.

## **Sabria BOUALLAGA**

Vous n'avez pas à parler. Monsieur le Président, lorsque j'observe que certains de vos élus se positionnent comme des administrateurs d'ACM en parlant des habitants comme de numéros, je me questionne sur tout ce que vous avez combattu. Ces méthodes ne sont guère mieux. Monsieur le Président, permettez-moi de vous rappeler que le clientélisme et les petits arrangements entre amis, c'est tout ce que je déplore, et je pense que vous partagez mon avis.

Monsieur le Président, il est temps de tourner la page d'un système arrivé à bout de souffle. Merci.

### **Monsieur le Président**

Je suis ravi de votre déclaration, Madame Bouallaga. Elle me va très bien. Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, moi-même et Monsieur Savy ne prenons pas part au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

### **AFFAIRE N° 43 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 47 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE CLOS-VEDASIEN, ROUTE DE SETE A SAINT-JEAN-DE-VEDAS – GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 43, construction de 47 logements sociaux à la résidence le Clos-Védasien. Qui veut des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

### **AFFAIRE N° 44 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE SEPT LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION – RESIDENCE RENE-SUBIAS, 2 IMPASSE DU STADE A CASTRIES – GARANTIE D'EMPRUNT A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 44 : construction de sept logements en location-accession résidence René-Subias, à Castries. Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, moi-même et Monsieur Savy ne prenons pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 45 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE TRENTE LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION – RESIDENCE QUAI-LIBERTE, RUE LAFEUILLADE A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L’HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

45 : construction de trente logements en location-accession à Montpellier. Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, moi-même et Monsieur Savy ne prenons pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 46 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE TRENTE LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION – RESIDENCE RIVE-GAUCHE, ZAC RIVE GAUCHE, LOT 6A A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L’HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 46 : construction de trente logements, résidence Rive-Gauche, Montpellier. Madame Illaire, Madame Lévy-Rameau, Monsieur El Kandoussi, Monsieur Castre, moi-même et Monsieur Savy ne prenons pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 47 : LOGEMENT – REAMENAGEMENT DU PRET CONTRACTE PAR LA CONGREGATION LES PETITES SŒURS DES PAUVRES POUR LA RECONSTRUCTION DE L’ETABLISSEMENT D’HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES (EHPAD) MA MAISON A MONTPELLIER – RENOUVELLEMENT DE GARANTIE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 47 : réaménagement du prêt contracté par la congrégation des Petites Sœurs des pauvres pour la reconstruction de l’établissement d’hébergement pour personnes âgées dépendantes. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Et merci aux Petites Sœurs des pauvres. Elles ont créé cet EHPAD avec 90 pensionnaires dont elles s’occupent. Dans la mesure où c’est un établissement tout à fait répertorié, la Métropole assure la garantie d’emprunt.

**AFFAIRE N° 48 : LOGEMENT – RECONSTRUCTION-EXTENSION DE 66 LITS – EHPAD JEAN-PERIDIER – RUE JACQUES-BOUNIN A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNT A L’ETABLISSEMENT PUBLIC DEPARTEMENTAL MAISON DE RETRAITE DE LA CROIX D’ARGENT – JEAN-PERIDIER – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

48, reconstruction-extension de 66 lits d’EHPAD à Jean-Péridier, EHPAD du Département de l’Hérault. Madame Miralles et Monsieur Cotte ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 49 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 51 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE JACARANDA, ZAC SAINT-ESTEVE LOT M3 A PIGNAN – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

49 : construction de 51 logements sociaux à la ZAC Saint-Estève à Pignan. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 50 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 52 LOGEMENTS SOCIAUX – ZAC DE LA DRAYE, LOT 197 A JACOU – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 50, logement : construction de 52 logements sociaux à la ZAC de la Draye, à Jacou. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 51 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 61 LOGEMENTS SOCIAUX – ZAC DU DOMAINE DE CAYLUS LOT M1 A CASTELNAU-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNT A LA SA D’HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

51 : 61 logements sociaux domaine de Caylus, à Castelnau-le-Lez. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 52 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE CINQ LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE DOMAINE DE ZEL – ZAC HORIZON, QUARTIER COSTE-ROUSSE A PRADES-LE-LEZ – GARANTIE D’EMPRUNTS A LA SA D’HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

52 : construction de cinq logements sociaux à Prades-le-Lez. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 53 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE HUIT LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE CŒUR-SAINT-JEAN, 1 RUE DONNAT A SAINT JEAN DE VEDAS – GARANTIE D’EMPRUNTS A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

53 : construction de huit logements sociaux à Cœur-Saint-Jean, à Saint Jean de Védas. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 54 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE QUATORZE LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LE GAMBETTA, 31 COURS GAMBETTA A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNTS A LA SA D’HLM SFHE GROUPE ARCADE – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

54 : quatorze logements sociaux résidence le Gambetta, à Montpellier. Monsieur Ségura ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 55 : LOGEMENT – TRAVAUX DE REHABILITATION DE 62 RESIDENCES DE LOGEMENTS SOCIAUX A MONTPELLIER, VENDARGUES, BAILLARGUES ET JACOU – GARANTIE D’EMPRUNTS A ACM HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L’HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 55 : travaux de réhabilitation de 62 résidences de logements sociaux à Montpellier, Vendargues, Baillargues et Jacou. Mesdames Illaire, Lévy-Rameau, Miralles, Messieurs Cotte, El Kandoussi, Castre, Saurel et Savy ne prennent pas part au vote. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 56 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE SEIZE LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE LES TERRASSES-SAINT-LOUP, RUE DE BIONNE A MONTPELLIER – GARANTIE D’EMPRUNTS A LA SA D’HLM PROMOLOGIS – DELIBERATION N° 13272 DU 30 SEPTEMBRE 2015 – MODIFICATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

56 : construction de seize logements sociaux résidence les Terrasses-Saint-Loup, rue de Bionne à Montpellier. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 57 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX – RESIDENCE CHATEAU-LEVAT, AVENUE SAINT-LAZARE A MONTPELLIER – GARANTIE**

## **D'EMPRUNT A LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

57 : construction de 35 logements sociaux, résidence Château-Levat, avenue Saint-Lazare à Montpellier. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 58 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 – QUARTIERS COURREAU, FIGUEROLLES, NORD ECUSSON – CONVENTION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

58 : opération programmée d'amélioration de l'habitat pour les quartiers Courreau, Figuerolles, Nord Ecusson. Je mets aux voix. 3 488 328 euros pour l'amélioration de l'habitat. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 59 : LOGEMENT – OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 – QUARTIERS GAMBETTA, FIGUEROLLES, NORD ECUSSON – DELIBERATION N° 13607 DU 27 JANVIER 2016 – MODIFICATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 59, opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain pour les quartiers Gambetta, Figuerolles, Nord Ecusson. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 60 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – FIXATION DES TAUX DE REDEVANCES – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DE LA METROPOLE PAR LES OUVRAGES DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DE GAZ ET OCCUPATION PROVISOIRE PAR LES CHANTIERS DE TRAVAUX SUR DES RESEAUX DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ET DE GAZ – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

60 : énergie et transition énergétique, fixation des taux de redevance, Madame Cassar.

**Michelle CASSAR**

Monsieur le Président, chers collègues, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie, en lien avec les concessions de distribution publique d'électricité et de gaz. Le décret du 25 avril 2007 détermine les modalités de fixation des redevances dues chaque année pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution de gaz et par les canalisations particulières de gaz. Conformément à ce décret, il est proposé d'instaurer une rede-



vance et de fixer le mode de calcul, en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire de 0,03 euro par mètre.

Un autre décret du 25 mars 2015 détermine les modalités de fixation des redevances dues pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux, de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz. Conformément à ce décret, il est également proposé d'instaurer une redevance et de fixer ce mode de calcul en précisant que celui-ci s'applique au plafond réglementaire de 0,03 euro par mètre. Par la suite, annuellement, il sera procédé par la Métropole à l'émission d'un titre de recette pour chacune de ces redevances.

**Monsieur le Président**

Qui demande une explication à Michelle Cassar ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 61 : ENERGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE – MARCHES DE FOURNITURE D'ELECTRICITE (TARIF BLEU) – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC HERAULT ENERGIES – AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT A L'ACTE CONSTITUTIF DU GROUPEMENT DE COMMANDE ET DE PARTICIPER A LA CONSULTATION DE L'ACCORD-CADRE ET SES MARCHES SUBSEQUENTS**

**Monsieur le Président**

61, marché de fournitures d'électricité, qui demande des explications particulières auprès du rapporteur Madame Cassar ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 62 : ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES – MARCHE N° 3620MG14 DE MAINTENANCE DES ASCENSEURS, ELEVATEURS POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE, MONTE-CHARGES, PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES DES EQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 62, marché de maintenance des ascenseurs, qui veut des précisions auprès de Madame Guiraud ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 63 : RESSOURCES HUMAINES – MUTUALISATION DE L'EQUIPE DE DIRECTION GENERALE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER – AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION GENERALE DES SERVICES – MODIFICATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

63, mutualisation de l'équipe de direction générale entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, avenant à la convention de service commun de direction générale des services. Monsieur Bonnal.

**Pierre BONNAL**

Nous parlons beaucoup de la Ville de Montpellier et de la Métropole, mais je vous engage à lire dans le détail la délibération que j'espère vous allez voter, parce que vous y avez décrit exactement l'organisation dans laquelle nous allons vivre au cours des prochaines années – ne venez pas me dire dans six mois que vous n'étiez pas au courant –, en particulier la création des divers départements entre la Ville de Montpellier et la Métropole. Véritablement, c'est cet avenir-là. Vous avez quelques exemples par-ci par-là, je vous ai parlé en réunion préalable de ce que nous pourrions mettre en commun au niveau de la maintenance informatique et de la gestion des salles de spectacle.

De mon point de vue, le plus important que peut nous donner à nous, Maires, la Métropole, c'est la matière grise. Je ne dis pas que nous en manquons dans nos communes mais je vous garantis qu'il y en a à revendre ici. Il ne faut pas hésiter à la demander, sachant, Monsieur le Président, que vous avez l'argumentaire en matière grise dans la délibération suivante, la 64, en particulier avec la création de postes de très haut niveau. Je pense que la 63 et la 64 sont vraiment très liées. Je vous appelle à voter la délibération numéro 63, mais je vous répète : quand vous serez rentrés dans vos communes, dans vos chaumières, relisez bien. Cela rejoint un peu ce que Max Lévitte a dit sur les prochaines années.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 63. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

#### **AFFAIRE N° 64 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS**

**Monsieur le Président**

Affaire 64.

**Pierre BONNAL**

C'est le pendant de celle que nous venons de voter, la 63, les créations et modifications de postes qui vont avec tout cela.

**Monsieur le Président**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

#### **AFFAIRE N° 65 : RESSOURCES HUMAINES – VEHICULES DE FONCTION – DESIGNATION DES BENEFICIAIRES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 65 : véhicules de fonction, désignation des bénéficiaires.

**Pierre BONNAL**

L'application des textes en vigueur en la matière, sur les véhicules.

**Monsieur le Président**

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 66 : RESSOURCES HUMAINES – INDEMNITES HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES (IHTS) – MODALITES DE PLAFONNEMENT – MODIFICATION – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 66 : indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

**Pierre BONNAL**

Nous exerçons de nouvelles fonctions qui s'exerçaient auparavant en mairie. Ces gens ont intégré la Métropole, donc je vous demande de les faire bénéficier de ces possibilités d'heures supplémentaires.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**Pierre BONNAL**

Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Bonnal.

**AFFAIRE N° 67 : CULTURE – COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE PROMOTION AGRICOLE DE L'HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 67, commune de Murviel-lès-Montpellier, convention de partenariat entre le Centre de formation professionnelle et de promotion agricole de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole. Qui veut des explications particulières auprès de Bernard Travier ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 68 : CULTURE – ASSOCIATION CINEMED – DESIGNATION DES MEMBRES REPRESENTANTS MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 68, association Cinémed, Monsieur Travier, désignation des membres représentant Montpellier Méditerranée Métropole.

**Bernard TRAVIER**

Monsieur le Président, chers collègues, deux représentants de la Métropole sont partants, il s'agit de Mr Regourd et Mme Saada, je crois. Nous sommes dans la nécessité de les remplacer puisque la gouvernance de Cinémed a été modifiée.

**Monsieur le Président**

Dites l'identité.

**Bernard TRAVIER**

Il me semble qu'il s'agit de Monsieur Gilbert Kiner, qui est Directeur de l'école...

**Monsieur le Président**

ART FX.

**Bernard TRAVIER**

ART FX, pardon, j'ai une faute dans le truc.

**Monsieur le Président**

Non, vous n'avez pas une faute, cela se prononce comme cela : cela s'écrit « ArtFx », mais cela se prononce « Artéfix ».

**Bernard TRAVIER**

Merci Monsieur le Président.

Inaugurée récemment à Montpellier et qui est Président du RECA, Réseau français des écoles d'animation. Il remplacera donc Monsieur Regourd qui est partant.

Ensuite, Madame Aysegül Algan, qui est responsable d'édition à Côté Ciné Group pour les professionnels et le grand public. Elle est fondatrice Présidente de l'association d'éducation à l'image les 400 Coups, et elle représente Madame Saada. Je précise que Monsieur Serge Regourd est devenu entre-temps Président de la Commission culture de la nouvelle Région. Il a été l'un de mes collègues : il a enseigné le droit de la culture à la faculté de Toulouse.

**Monsieur le Président**

Parfait. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 69 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE MECENAT AVEC LE CROWNE PLAZA MONTPELLIER CORUM – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 69, musée Fabre, convention de mécénat avec le Crowne Plaza. Qui veut des précisions particulières ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 70 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE DES AUTEURS DANS LES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES (ADAGP) SUR LES UTILISATIONS NUMERIQUES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

70, musée Fabre, convention de partenariat avec la Société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 71 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE DU FIGARO – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

71, musée Fabre, convention de partenariat avec la société du Figaro. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 72 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION « FREDERIC BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME » AVEC LE CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX, LA COMMUNE D'AIGUES-MORTES ET LE SYNDICAT MIXTE DE LA CAMARGUE GARDOISE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

72 : convention de partenariat dans le cadre de l'exposition « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme », avec le Centre des monuments nationaux, la commune d'Aigues-Mortes et le syndicat mixte de la Camargue gardoise. Dites-nous un mot, Monsieur Travier, sur la coopération avec la Camargue gardoise.

**Bernard TRAVIER**

Cela n'est pas neutre. Vous y avez fait allusion il y a un petit moment : la Métropole a contracté avec des entités ou des collectivités territoriales qui ne sont pas dans son périmètre géographique. L'exposition « Frédéric Bazille » en est un exemple important puisque nous avons contracté avec la commune d'Aigues-Mortes et avec le syndicat mixte de la Camargue gardoise.

Pourquoi ? Parce que Frédéric Bazille a réalisé deux œuvres (au moins) importantes qui se situent à Aigues-Mortes. Par conséquent, il nous a paru important d'associer ces collectivités à l'exposition par le biais d'une convention qui va définir les actions de chaque partie pour la promotion de l'exposition et de la Ville d'Aigues-Mortes, ainsi que du syndicat mixte de la Camargue gardoise.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Travier. Vous voulez dire un mot, Monsieur Lévitá ?

**Max LEVITA**

Oui, Monsieur Travier.

**Bernard TRAVIER**

Oui, Monsieur Lévitá ?

**Max LEVITA**

La Ville de Montpellier avait déjà organisé une exposition « Frédéric Bazille » il y a longtemps. Elle avait été achetée par le musée de Brooklyn et par le musée de Memphis. Je vous saurais gré de le leur faire savoir, ne serait-ce qu'à titre amical. Je ne sais pas s'ils voudront participer ou mécéniser cette opération.

**Bernard TRAVIER**

Pour cette exposition, nous sommes en lien, si je me souviens bien, avec le musée d'Orsay et la National Gallery de Washington. Je l'ai noté, je verrai cela avec les services culture.

**Monsieur le Président**

Coopération Grand Pic Saint-Loup, coopération Communauté d'Agglomération Pays de l'Or, et maintenant coopération avec la Petite Camargue. Nous n'avons pas besoin de bouger les limites de la Métropole ! Nous travaillons en coopération avec les autres territoires. C'est quand même simple, de travailler ensemble.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 73 : CULTURE – MUSEE FABRE – CONTRAT DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION « FREDERIC BAZILLE, LA JEUNESSE DE L'IMPRESSIONNISME » AVEC LE MUSEE D'ORSAY ET LA NATIONAL GALLERY OF ART DE WASHINGTON – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

73, musée Fabre, contrat de coopération de l'exposition « Frédéric Bazille » avec la National Gallery of Art de Washington. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 74 : CULTURE – RESEAU DES MEDIATHEQUES – CONVENTION DE COOPERATION AVEC L'ASSOCIATION SOMIS POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PERMA-**

## **NENCE D'ECRIVAIN PUBLIC A LA MEDIATHEQUE JEAN-JACQUES-ROUSSEAU – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

74 : réseau des médiathèques, convention de coopération avec l'association SOMIS...

**Bernard TRAVIER**

C'est important !

**Monsieur le Président**

... pour la mise en place d'une permanence d'écrivain public à la médiathèque Jean-Jacques-Rousseau. Qui veut des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 75 : CULTURE – COMEDIE DU LIVRE 2016 – CONVENTIONS DE PARTENARIATS – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 73, Comédie du livre 2016, convention de partenariat. Qui demande des explications sur cette magnifique Comédie du livre, avec laquelle nous sommes en partenariat avec le Syndicat des vignerons du Pic Saint-Loup – cela aussi, c'est hors du territoire communautaire – et avec le Centre italien culturel de Marseille ? Partenariat avec Marseille. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 76 : CULTURE – COMEDIE DU LIVRE 2016 – CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AU BENEFICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

76 : Comédie du livre, convention de gestion de service de la commune de Montpellier au bénéfice de la Métropole. C'est toujours pour la Comédie du livre. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 77 : CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER SUR LE DISPOSITIF CARTE ETE JEUNES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

77 : convention de partenariat avec la Ville de Montpellier sur le dispositif Carte été jeunes. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 78 : CULTURE – CONVENTION RELATIVE AU RACCORDEMENT D'UNE SIRÈNE ÉTATIQUE AU SYSTÈME D'ALERTE ET D'INFORMATION DES POPULATIONS (SAIP) AVEC L'ÉTAT ET LA VILLE DE MONTPELLIER – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

78 : convention relative au raccordement d'une sirène étatique au système d'alerte et d'information des populations avec l'Etat et la Ville de Montpellier. D'ailleurs, mercredi, pour la première fois, à midi, la sirène étatique a sonné. L'avez-vous entendue ? Tout le monde l'a entendue. Nous n'avons plus besoin de mettre des affiches. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Très important, en cas d'inondation et en cas de problème majeur.

**AFFAIRE N° 79 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – TOUR DE FRANCE -13 ET 14 JUILLET 2016 – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ AMAURY SPORT ORGANISATION (ASO) – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

79 : sports et traditions sportives, Tour de France, 13 et 14 juillet, convention de partenariat avec la société Amaury sport organisation, Monsieur Meissonnier.

**Jean-Luc MEISSONNIER**

Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'accueillir la 103<sup>e</sup> édition du Tour de France. Je vous rappelle que c'est une manifestation estimée à plus de 3,5 milliards de téléspectateurs dans 190 pays du monde. Il s'agit d'accueillir l'étape Carcassonne-Montpellier le 13 juillet, et pour le départ le lendemain, Montpellier / le mont Ventoux, le 14 juillet. Une convention avec la société Amaury sport organisation d'un montant de 105 000 euros.

**Monsieur le Président**

Simplement nous recevons l'étape d'arrivée du Tour de France le 13 juillet et nous assurons aussi le départ du Tour de France le 14 juillet, qui est l'étape la plus importante du Tour – entre 5 et 6 millions de téléspectateurs. Nous avons fait un accord pour cela avec Christian Prudhomme et Bernard Hinault. Vous savez que le Tour de France cette année a contracté avec les vins chiliens. Pour compenser cela, nous avons rencontré tous les producteurs de vins locaux, notamment les vins de l'Hérault, les AOC, les Pays d'oc et les vins de pays. Nous les avons rencontrés et nous ferons deux villages. Nous utiliserons et nous proposerons la vente par les vignerons, les produits du terroir, à l'arrivée et au départ du Tour de France. Cela permettra d'équilibrer un peu ce manque à gagner.

Ce sont des marchés que le Tour de France passe. L'an prochain, nous avons demandé au Tour de France d'être plus regardant sur les marchés publics et sur ceux qui candidatent. Mais cette année, pour commencer cela nous mettrons en vitrine les vins de l'Hérault, à l'initiative des viticulteurs que je rencontrerai bientôt avec toutes les fédérations qui sont d'accord, que j'ai déjà rencontrés, mais un par un.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.



**AFFAIRE N° 80 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RESEAU DES PISCINES – MARCHE PUBLIC – APPEL D’OFFRES N° 4182DS16 – FOURNITURE DE PRODUITS DE TRAITEMENT DE L’EAU DES PISCINES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Réseau des piscines, marché public, qui veut des explications auprès de Monsieur Meissonnier ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 81 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ADHESION A L’ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES) – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Adhésion à l’Association nationale des élus en charge du sport. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 82 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS – FONDS SPECIAL SPORT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

82 : attribution de subventions au fonds spécial sport. Qui veut des explications particulières ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 83 : VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITE – PLANETARIUM GALILEE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE VAULX-EN-VELIN POUR LA PRODUCTION D’UN FILM DE PLANETARIUM – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

83 : planétarium Galilée. Qui demande des explications à Monsieur Audrin ? J’allais parler de l’aquarium mais là, il s’agit du planétarium. Dites-nous un mot Monsieur Audrin, s’il vous plaît, de la convention.

**Jean-François AUDRIN**

Pour le planétarium ? D’accord. Le planétarium de Vaulx-en-Velin est en train de produire un film qui est intéressant pour nous. Il s’agirait de le coproduire pour les enfants de trois à six ans, cela s’appellera *La Grande Tortue* et c’est une légende iroquoise qui parle d’une histoire qui va de l’intérieur d’un arbre jusqu’à l’espace.

**Monsieur le Président**

Comment s’appelle cette tortue ?

**Jean-François AUDRIN**

Et le poulpe, la pieuvre ?

**Monsieur le Président**

Justement, je vais y venir.

**Jean-François AUDRIN**

Nous allons pouvoir faire la pieuvre et la tortue, nous avons deux noms à trouver. Il est demandé de participer financièrement, à hauteur de 15 000 euros pour les premières phases.

**Monsieur le Président**

Puisque vous me lancez le bouchon sur la pieuvre, je vais vous dire : l'aquarium, depuis que nous parlons de la pieuvre, a doublé les entrées. C'est vous dire que la pieuvre attire.

Je mets aux voix la proposition de Monsieur Audrin. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 84 : VALORISATION ET PROTECTION ANIMALES, BIODIVERSITE – MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICE N° 4443VD16 POUR L'EXPLOITATION DE LA FOURRIERE ANIMALE – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES – AUTORISATION DE LANCER LA PROCEDURE – AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION ET LE MARCHE**

**Monsieur le Président**

Affaire 84 : marché de prestations pour la fourrière animale. Qui veut des explications ? Monsieur Audrin, dites-nous un mot là-dessus.

**Jean-François AUDRIN**

Le complexe animalier Noé, qui a été inauguré en 2009, avait passé une convention à l'époque, qui durait sept ans et qui se termine le 2 janvier 2017. C'est une prestation qui coûtait à l'époque 500 000 euros par an. Il est maintenant nécessaire d'adopter une nouvelle convention, et une procédure d'appel à concurrence est lancée. Le rôle de cette nouvelle structure sera la récupération, l'accueil, la recherche, l'expression sanitaire des animaux, leur vaccination, leur garde, et enfin leur cession. Le nouveau marché sera conclu pour une période de trois ans renouvelable deux fois, cette fois-ci pour une somme qui serait de l'ordre de 500 000 à 600 000 euros.

**Monsieur le Président**

Ok. Je mets aux voix l'affaire 84. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 85 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – AMENAGEMENT DE PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA**

## **BASSE VALLEE DU LEZ – DEMANDE DE PROROGATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

85 : aménagement de protections contre les inondations de la basse vallée du Lez. Madame Galabrun-Boulbes, Maire de Saint-Drézéry.

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

C'est pour une demande de prorogation de la déclaration d'utilité publique. Une DUP a une durée de vie de cinq ans et pour faire les dernières acquisitions foncières, nous avons besoin de la proroger.

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Je vous en prie.

**Jean-Noël FOURCADE**

Monsieur le Président, étant concerné à titre personnel par la DUP et les acquisitions foncières, je préfère ne pas participer au vote.

**Monsieur le Président**

C'est une sage décision. Merci de votre franchise. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 86 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES – MARCHÉ N° 4479EA16 – CONTRÔLE DES OUVRAGES DE DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE – AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 86, marché contrôle des ouvrages.

**Jackie GALABRUN-BOULBES**

Nous sommes contre l'incendie : c'est la délibération que nous allons prendre dans ce Conseil de Métropole. Il faut savoir que nous avons à peu près 6 000 poteaux à incendie sur toute la Métropole, la moitié sur Montpellier, l'autre moitié sur nos trente communes. Il va falloir les contrôler et c'est pour cela que nous allons lancer ce marché.

**Monsieur le Président**

Qui demande des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 87 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE *IN HOUSE* – CONVENTION ENTRE LA RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER ET LA MÉTROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 88, renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable rue du Pont-de-Lavérune à Montpellier. J'ai sauté la 87, pardon. 87, mission de maîtrise d'œuvre *in house*, convention entre la régie publique des eaux de Montpellier et la Métropole.

**René REVOL**

C'est pour que la régie publique utilise l'ingénierie qui s'est développée depuis de longues années au sein de la Métropole, pour pouvoir assurer la maîtrise d'œuvre de marchés de petite et de moyenne dimension.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 88 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAUX USEES ET D'EAU POTABLE DE LA RUE DU PONT DE LAVERUNE A MONTPELLIER – CONVENTION DE COMAÎTRISE D'OUVRAGE ENTRE LA RÉGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 88, c'est le renouvellement des réseaux d'eaux usées et d'eau potable de la rue du Pont-de-Lavérune. Qui veut des explications auprès de René Revol ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 89 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – MISE EN ŒUVRE DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION DE LA STATION D'EPURATION INTERCOMMUNALE GAIA – MARCHE DE TRAVAUX N° 2858EA12 – AVENANT N° 3 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

89 : mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement, construction de la station d'épuration intercommunale GAIA. C'est un avenant. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 90 : TRANSPORTS ET MOBILITE – STATIONNEMENT – TARIFICATION APPLIQUEE AUX PARKINGS TRANSFERES – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

90, stationnement, tarification appliquée aux parkings transférés. Qui veut des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Madame Brissaud.

**Anne BRISSAUD**

Monsieur le Président, chers collègues, je l'ai dit à la Ville et je vais le dire à la Métropole : je trouve que les tarifs appliqués aux parkings et au stationnement sont trop élevés et je pense que nous pourrions, dans le cadre du transfert, peut-être imaginer l'inversion de la logique tarifaire, à Montpellier au moins. Les communes concernées verront si cela les intéresse ou pas, mais je dis toujours que les parkings à Montpellier sont trop chers.

**Monsieur le Président**

Madame Gianiel, répondez s'il vous plaît.

**Un intervenant**

Vous les payez ?

**Anne BRISSAUD**

Oui, je les paye. C'est quoi, cette question ?

**Isabelle GIANIEL**

La question de l'application de tarifs sur les parkings de la Ville, comme sur l'ensemble de la Métropole, est une question éminemment difficile puisque bien entendu, elle est liée de manière intime à la politique de mobilité que nous souhaitons mettre en œuvre. Il s'agit pour nous, de manière globale à l'échelle de la Métropole aujourd'hui, de repenser l'ensemble des tarifs puisque nous avons intégré – c'est l'objet de la convention – un certain nombre de parkings nouveaux pour lesquels je vous propose cette année tout au moins (certainement cela évoluera dans le temps) de reconduire les tarifs appliqués jusque-là.

Il s'agit tout à la fois, au travers de cette politique tarifaire, d'être dans une dynamique économique et de permettre bien entendu l'accès au commerce, mais également de favoriser l'usage des transports en commun. Nous sommes là vraiment dans une double injonction extrêmement complexe, pour laquelle je revierdrai vers vous prochainement puisqu'il s'agit non seulement d'harmoniser notre politique tarifaire, mais également de la mettre en adéquation avec nos objectifs de développement durable et également d'accès au commerce.

**Monsieur le Président**

Et d'attractivité. Nous avons conscience qu'il faut bouger un peu là-dessus. Je suis encore d'accord avec vous ce soir, pour la deuxième fois.

**Anne BRISSAUD**

Eh bien !

**Monsieur le Président**

Tout est trop cher, la vie est trop chère. Le parking est trop cher. Le pain est trop cher, tout est trop cher.

**Anne BRISSAUD**

Merci de le reconnaître.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 91 : TRANSPORTS ET MOBILITE – EXPLOITATION DU PARKING JACQUES-CŒUR A MONTPELLIER – AVENANT N° 1 AU MARCHE N° 4414DM16 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 91, transport et mobilité, il s'agit du parking Jacques-Cœur. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 92 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – MARCHE N° 8.631 DES EQUIPEMENTS ENERGIE HAUTE TENSION, BASSE TENSION, TRACTION ET DE LIGNES AERIENNES DE CONTACT – COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 12717 DU 18 DECEMBRE 2014**

**Monsieur le Président**

Affaire 92, tramway, bouclage de la ligne 4, marché des équipements énergie haute tension, qui veut des explications auprès de Madame Gianiel ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 93 : TRANSPORTS ET MOBILITE – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 – MARCHE N° 8.641 DE SIGNALISATION FERROVIAIRE – COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 12764 DU 5 FEVRIER 2015**

**Monsieur le Président**

Affaire 93, toujours le tramway, il s'agit là de la signalisation ferroviaire. C'est le marché. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 94 : TRANSPORTS ET MOBILITE – SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT – CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES D'UTILISATION DU RESEAU URBAIN DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE POUR LE TRANSPORT SCOLAIRE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire numéro 94, Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault, convention relative aux modalités d'utilisation du réseau urbain de Montpellier. Qui veut des explications auprès d'Isabelle Gianiel ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 95 : TRANSPORTS ET MOBILITE – GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES (GIHP) – CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION CONCERNANT LE TRANSPORT DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

95 : groupement pour l'insertion des personnes handicapées, GIHP. Qui veut des explications ? Madame Gianiel, dites-nous un mot s'il vous plaît.

**Isabelle GIANIEL**

Un petit mot : comme chaque année, c'est un moment important puisqu'il s'agit pour la Métropole d'assurer de sa participation le GIHP qui assure une mission de service public que nous n'assurons pas au titre des transports en commun – le GIHP assure le transport de personnes lourdement handicapées. Ce transport se fait de domicile à lieu de dépose, donc permet d'assurer de l'ordre de 75 000 transports par an. Il est proposé que nous renouvelions cette année, pour la quatrième fois consécutive, la subvention de fonctionnement de 1 200 000, sachant que nous sommes sur une année un peu particulière pour le GIHP. Le GIHP fête cette année à Montpellier – ce sera le 21 juin, Monsieur le Président – son cinquantième anniversaire. Le GIHP par ailleurs intègre parfaitement notre politique de mobilité et souhaite aujourd'hui s'engager dans la mobilité électrique.

**Monsieur le Président**

Serons-nous invités ?

**Isabelle GIANIEL**

C'est plus que prévu, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

En êtes-vous sûre ? Serons-nous invités ?

**Isabelle GIANIEL**

Absolument. Cela m'a été confirmé par le Président et le Directeur.

**Monsieur le Président**

Parfait.

**Isabelle GIANIEL**

Le GIHP s'engage par ailleurs dans la mobilité électrique et nous aurons l'occasion d'en rediscuter très prochainement.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Gianiel. Pas de demande d'intervention ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée. Madame Gianiel et Madame Illaire ne prennent pas part au vote.

**AFFAIRE N° 96 : TRANSPORTS ET MOBILITE – MARCHE N° 4297DM16 DE FOURNITURES POUR FEUX DE SIGNALISATION – AVENANT N° 1 – LOT N° 5 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

93, marché de fournitures pour les feux de signalisation. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 97 : TRANSPORTS ET MOBILITE – GESTION DES CARREFOURS A FEUX DES LIGNES TRAMWAY 2 ET 3, HORS MONTPELLIER – MARCHE N° 4475DM16 DE PRESTATIONS DE RACCORDEMENTS DES CARREFOURS A FEUX TRAMWAY AU SYSTEME CENTRALISE DE GESTION DU TRAFIC PETRARQUE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 97, gestion des carrefours à feux des lignes de tramway 2 et 3. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 98 : TRANSPORTS ET MOBILITE – JALONNEMENT – MARCHE N° 4470DM16 DE FOURNITURES, POSE ET MAINTENANCE DU JALONNEMENT – AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHE**

**Monsieur le Président**

Affaire 98, jalonnement, marché de fournitures, pose et maintenance des jalonnements. Contre ? Abstentions ? Adoptée.



**AFFAIRE N° 99 : TRANSPORTS ET MOBILITE – GESTION DES CARREFOURS A FEUX, HORS TRAMWAY – MARCHE N° 4472DM16 DE PRESTATIONS DE RACCORDEMENTS DES CARREFOURS A FEUX AU SYSTEME CENTRALISE DE GESTION DU TRAFIC PETRARQUE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

99, gestion des carrefours à feux. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 100 : TRANSPORTS ET MOBILITE – ACQUISITION DE BUS AU GNV – COMMANDE AUPRES DE L'UGAP – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 100, acquisition de bus au GNV : 3 120 000 euros, Madame Gianiel.

**Isabelle GIANIEL**

Un petit mot de remerciement à Max Lévi en particulier.

**Monsieur le Président**

Ce n'est pas son pognon !

**Isabelle GIANIEL**

Non, mais j'ai bataillé. Nous accompagnons la TaM qui fait des efforts pour faire durer le matériel. Je vous rappelle que la politique de bus GNV qui avait été mise en place en 2007 par la Métropole nous avait conduits, en tout cas l'Agglomération à l'époque, à acheter de manière massive 70 bus au gaz. Aujourd'hui, cette politique extrêmement ambitieuse nous « impose » de renouveler de manière assez régulière le matériel, afin de maintenir une qualité de service public importante.

L'an dernier, compte tenu des contraintes budgétaires de la Métropole, nous avons fait le choix avec l'aide de l'Etat – et j'en profite pour remercier vraiment Abdi El Kandoussi et Monsieur Frizot – de réduire cette dotation bus à six bus. Cette année, nous revenons à un niveau normal de renouvellement des bus. Je voulais quand même dire un petit mot dans le cadre du vote du budget de ce soir.

**Monsieur le Président**

Merci Madame Gianiel. Pas d'intervention ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 101 : TRANSPORTS ET MOBILITE – MONTPELLIER PARKING GAMBETTA – CONVENTION D'AMODIATION DE DOUZE PLACES DE STATIONNEMENT – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante, Montpellier, parking Gambetta. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 102 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MONTPELLIER PROTOCOLE TRANSACTIONNEL METROPOLE – REGIE DES EAUX – SAS LG2B – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 102, elle a été annulée.

**AFFAIRE N° 103 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – AIRE PIETONNE – SECTEUR BROUSSONNET/HENRI-IV/VIALLETON – BILAN DE LA CONCERTATION – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 103, aire piétonne, secteur Vialleton, bilan de la concertation. Monsieur Youssous, vous nous dites un mot.

**Rabii YOUSSEOUS**

La Ville de Montpellier a délibéré le 5 novembre 2015 pour lancer une concertation préalable à l'extension de l'aire piétonne sur le secteur Broussonnet, Henri-IV et Vialleton. Suite à l'enquête publique qui s'est tenue du 4 au 29 janvier et à la réunion publique qui s'est tenue le 20 janvier, il apparaît que le projet de piétonisation présenté répond aux attentes exprimées. Je vous propose donc d'adopter le bilan de concertation du nouveau périmètre de l'aire piétonne.

**Monsieur le Président**

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 104 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – ANCRAGES EN FAÇADE – MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE L 173-1 DU CODE DE LA VOIRIE ROUTIERE SUR LE TERRITOIRE DE LA METROPOLE**

**Monsieur le Président**

Affaire 104, ancrages en façade. Qui veut des explications auprès du Vice-Président Monsieur Youssous Rabii ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 105 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHE N° 4411EP16 – FOURNITURE DE LANTERNES D'ÉCLAIRAGE PUBLIC A LEDS – LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 105, marché de fourniture de lanternes d'éclairage public à LED. Monsieur Youssous, vous avez la parole.

**Rabii YOUSSEUS**

Je vais vous éclairer mais avec du LED cette fois-ci, pour changer. Monsieur le Président, pour assurer ses missions en matière d'éclairage public et procéder à un renouvellement de son parc d'éclairage, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acquérir des lanternes d'éclairage public équipées de nouvelle technologie LED. Cette technologie a été retenue afin de réaliser des économies d'énergie. Il vous est donc demandé d'autoriser le lancement de cette consultation.

**Monsieur le Président**

C'est tout ?

**Rabii YOUSSEUS**

Je suis inspiré, quand Madame Brissaud me pose des questions.

**Monsieur le Président**

Madame Brissaud, vous avez demandé la parole.

**Anne BRISSAUD**

Pas du tout. Je dis que c'était très clair, Monsieur Rabii Yousseus.

**Rabii YOUSSEUS**

Merci, Madame Brissaud.

**Monsieur le Président**

C'est normal !

**Rabii YOUSSEUS**

Merci. Je suis heureux de vous éclairer.

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 106 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – MARCHE N° 4041GD15 – LOT N° 1 RELATIF AUX PRESTATIONS DE NETTOYAGE DES ESPACES PUBLICS METROPOLITAINS – AVENANT N° 1 – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

106 : prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public. C'est le lot numéro 1. Qui demande des explications au Vice-Président Cyril Meunier ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 107 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS – AVENANT N° 1 DE PROLONGATION AU MARCHE N° 3434GD13 CONCERNANT LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS DIFFUS SPECIFIQUES (DDS) DEPOSES EN DECHETTERIES – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 107 : traitement des déchets ménagers, avenant de prolongation au marché concernant la collecte et le traitement des déchets diffus spécifiques. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 108 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS – MARCHE DE TRAVAUX N° 2563GD11 POUR LA REALISATION DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX – AVENANT N° 2 AU LOT N° 4 CONCLU AVEC LA SOCIETE RAZEL/BEC – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

108, traitement des déchets ménagers, marchés de travaux pour la réalisation de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Contre ? Abstentions ? Monsieur Raymond, affaire 108.

**Joël RAYMOND**

108 et 109 : même si je ne les présente pas, je vais poser les questions à Cyril, ou en tout cas les observations. Je vais m'abstenir sur ces deux affaires. Pour quelle raison ? Le 5 février 2015, j'étais intervenu dans cette séance publique pour expliquer ces très chers avenants qui correspondent donc aux lots de l'aménagement du casier 2 de Castries. Très chers avenants pourquoi ? Parce que vous pouvez constater que les avenants dépassent l'estimatif qui avait été fait en 2013 sur ce financement de l'aménagement du casier 2.

Cela veut donc dire que stocker nos déchets coûte très cher à la collectivité. J'en veux pour preuve l'estimatif à 8 570 000 euros hors taxes pour 83 000 tonnes, ce qui fait plus de 100 euros la tonne stockée. Il faut savoir qu'en France, la moyenne ADEME était en 2013 de 75 euros. Vous avez dit qu'il n'y aurait pas de casier 3. Heureusement, car cela nous coûterait encore très cher de stocker comme cela des déchets.

Deuxième élément : au bout de dix ans d'exploitation de Castries, près d'1 million de tonnes stockées dans cette décharge, je crois qu'il faut trouver des alternatives et d'autres solutions pour diminuer le stockage de nos déchets, donc mieux valoriser en triant en plus. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur Raymond. Je vais donner la parole à Cyril Meunier, mais je n'ai pas tout à fait dit ce que vous avez dit que j'avais dit. Vous m'avez prêté les termes suivants : « *Monsieur le Président, vous avez dit qu'il n'y aura jamais de troisième casier.* » Je rectifie très légèrement. J'ai dit qu'il n'y aura jamais de troisième casier à Castries. C'est exactement ce que j'ai dit.

**Cyril MEUNIER**

Cher et tendre Président, es-tu sûr qu'à 10 heures et demie il est temps de commencer à mettre la panique dans les cœurs ? Il n'y aura pas de troisième casier à Castries.

**Joël RAYMOND**

Nous avons les déchets chez nous, quand même.

**Cyril MEUNIER**

Oui, tu as les déchets chez toi, je sais. Ecoutez-moi. Il n'y aura pas de troisième casier à Castries. Pour faire un casier il faut quatre ans de procédure, nous n'avons pas démarré. Il n'y aura pas de troisième casier, l'affaire est réglée.

Maintenant, je réponds à Joël. Les deux affaires ne concernent pas le casier numéro 2. C'est juste un détail : le premier est l'amélioration de la gestion du biogaz sur le casier numéro 1. Sur le casier numéro 2, là je te retrouve, tu as entièrement raison. Il y a des surcoûts importants. Ils sont en grande partie liés à des mesures conservatrices beaucoup plus grandes quant à la paroi rocheuse et surtout, ils sont liés aux travaux que nous avons dû faire suite aux intempéries que nous avons connues en 2014. Ce sont des choses qui viennent en plus.

Maintenant, sur ton propos général de dire que cela coûte cher, évidemment le traitement des ordures ménagères coûte très cher et le stockage des ordures ménagères, des déchets, coûte très cher également. Je vous rappelle que nous mettons des déchets inertes à Castries, et non des déchets bruts, et que plus nous aurons des facultés à revaloriser et à avoir du compost à Amétyst, moins nous aurons de déchets à mettre en station, en décharge. Donc mobilisons-nous tous pour trier nos déchets et ne pas décourager nos concitoyens à le faire. Merci !

**Monsieur le Président**

Je mets aux voix l'affaire 108. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 109 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS – MARCHE DE TRAVAUX N° 3362GD13 POUR LA REALISATION DU CASIER N° 2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX – AVENANTS N° 4 AU LOT N° 1 (BUESA) ET N° 3 AU LOT N° 2 (SADE/POLEN) – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 109. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Deux abstentions. Adoptée.

**AFFAIRE N° 110 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC – ADHESION AUX ASSOCIATIONS AMORCE ET METHEOR POUR L'ANNEE 2016 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 110, adhésion aux associations Amorce et Méthéor. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 111 : HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION KITESURF & WIND-SURF MAGUELONE – FESTIVAL INTERNATIONAL DE KITESURF (FESTIKITE 2016) – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 111 : convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Kitesurf & Windsurf Maguelonne, Festival international de kitesurf, Festikite 2016. Qui demande des explications au surfeur patenté Jean-Luc Meissonnier ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 112 : HORS COMMISSION – CONSEIL DE DEVELOPPEMENT – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT, D'HEBERGEMENT, DE RESTAURATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT ET DES TIERS EXTERIEURS INVITES A PARTICIPER A SES TRAVAUX – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 112, Conseil de développement, prise en charge des frais de transport pour le Conseil de développement, 5 000 euros. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 113 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTERIEURS – SOCIETE PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT SAAM – MODIFICATIONS STATUTAIRES – AUTORISATION ACCORDEE AU REPRESENTANT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 113, il s'agit de la modification des statuts de la SAAM que nous avons déjà votés à l'intérieur même de la société. Il y a le changement de nom : elle devient SA3M. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

**AFFAIRE N° 114 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES – MARCHE DE REALISATION, AMENAGEMENT DE STRUCTURE ET MATERIEL D'EXPOSITION, DE STOCKAGE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN – VILLE**

## **DE MONTPELLIER – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 114, convention constitutive de groupement de commandes, marché de réalisation aménagement de structure matériel d'exposition, de stockage, maintenance et entretien, Ville de Montpellier et Métropole. Engagement de la procédure. Qui veut des explications auprès du rapporteur Abdi El Kandoussi ? Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 115 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES – MARCHE D'IMPRESSION ET DE LIVRAISON, DE DIFFUSION DES MAGAZINES – VILLE DE MONTPELLIER – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire suivante : convention constitutive de groupement de commandes, marché d'impression et de livraison, de diffusion des magazines Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

## **AFFAIRE N° 116 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES – MARCHE DE COMMUNICATION EVENEMENTIELLE – VILLE DE MONTPELLIER – MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire numéro 116, convention constitutive, marché de communication Ville de Montpellier et la Métropole, pour la communication événementielle. Il s'agit là des marchés de communication. Monsieur El Kandoussi, vous nous ferez un résumé des trois marchés après le vote du troisième, 116. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adoptée. Allez-y.

**Abdi EL KANDOUSSI**

Monsieur le Président, mes chers collègues, la délibération 114 concerne la mutualisation des deux directions Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier pour une consultation conjointe, pour retenir un seul prestataire afin d'intervenir sur les manifestations où les membres du groupement ont un stand commun. Il est donc envisagé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de la conclusion de ce marché.

Le marché est estimé à 600 000 euros, Monsieur le Président, 600 000 euros par an, 300 000 euros par an pour chaque collectivité. Il prendra la forme d'un marché à bons de commande avec minimum et maximum annuel, passé à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert. Les seuils annuels sont fixés comme suit : minimum 300 000 euros, maximum 1,2 million, sa durée sera d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, reconductible tacitement trois fois. Cela concerne le premier marché.

Le second, nous sommes sur le même principe mais pour le journal de la Métropole, le *MMM*Mag et *Montpellier notre ville*. Là également, le principe est de lancer un appel d'offres commun pour les deux structures. Ces prestations feront l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert comportant des lots qui prendront la forme de marchés à bons de commande, avec minimum et maximum, définis comme suit : lot 1, impression et livraison de magazines, montant minimum annuel 300 000 euros, montant maximum 1,2 million ; distribution des magazines minimum 100 000 euros, maximum 400 000 ; et le dernier lot exécution graphique maquettage, montant minimum 20 000 euros, maximum 80 000 euros. Le montant annuel de ces prestations est estimé à 1,100 million, les marchés seront conclus pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et reconductibles tacitement trois fois.

Le dernier marché, qui concerne la communication événementielle : il est envisagé de créer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conclusion d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an renouvelable trois fois. Ce marché est estimé à 600 000 euros par an, 300 000 euros pour chaque collectivité, et fera l'objet d'une procédure d'appel d'offres. Le marché sera conclu sans montant minimum annuel et sans montant maximum annuel. Montpellier Méditerranée Métropole sera désigné en qualité de coordonnateur du groupement. Voilà, Monsieur le Président, le résumé des trois affaires.

**Monsieur le Président**

Merci Monsieur El Kandoussi.

#### **AFFAIRE N° 117 : HORS COMMISSION – ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – DELEGATIONS PERMANENTES – MODIFICATIONS – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Je passe à l'affaire 117. Il s'agit de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Qui veut des explications ? Contre ? Abstentions ? Adoptée.

#### **AFFAIRE N° 118 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE METROPOLE – MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

**Monsieur le Président**

Affaire 118 : Commissions du Conseil de Métropole. A la suite de plusieurs demandes, il convient d'actualiser la composition des Commissions. Pour information, il y aura donc des modifications demandées par les communes de Montpellier et de Saint Georges d'Orques. En particulier, eu égard à ses nouvelles fonctions professionnelles, Madame Samira Salomon ne fait plus partie de la Commission logement de la Métropole.

Je mets aux voix l'affaire 118. Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Chers collègues, merci beaucoup.

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.*